

Département de l'Isère

COMMUNE DE SERPAIZE (38)

ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DELIVRANCE D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL PAR LA SOCIETE SERPAIZE PV SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SERPAIZE (38) – N°E25000155/38

PARTIE 3

ANNEXES

SOMMAIRE

1	ARRETE PREFECTORAL DU 13 AOUT 2025 PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE	3
2	AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE	8
3	AVIS DE LA MRAE ET MEMOIRE DE REPONSE	10
4	CERTIFICATS D’AFFICHAGE DE LA MAIRIE ET DU MAITRE D’OUVRAGE.....	39
5	CONTRIBUTIONS DU PUBLIC.....	89
5.1	CONTRIBUTIONS NUMERIQUES	89
5.1.1	<i>Annexe à la contribution n°8.....</i>	<i>113</i>
5.1.2	<i>Annexe à la contribution n°86.....</i>	<i>114</i>
5.1.3	<i>Annexe à la contribution n°87.....</i>	<i>115</i>
5.1.4	<i>Annexe à la contribution n°90.....</i>	<i>116</i>
5.2	CONTRIBUTIONS PAPIERS	117
5.2.1	<i>Contribution 1 du registre papier (feuillet 1)</i>	<i>117</i>
5.2.2	<i>Contribution 2 du registre papier (feuillet 2)</i>	<i>118</i>
5.2.3	<i>Contribution 3 du registre papier (feuillets 3 et 4).....</i>	<i>119</i>
6	MEMOIRE EN REPONSE AU PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS	121

1

Arrêté préfectoral du 13 aout 2025 portant ouverture de l'enquête publique

Direction des Relations avec les Collectivités
et de la Citoyenneté
Bureau des Enquêtes Publiques et de l'Expropriation

Arrêté préfectoral du 13 AOUT 2025
portant ouverture de l'enquête publique préalable à la délivrance d'un permis de
construire sollicité dans le cadre du projet d'installation d'une centrale photovoltaïque
au sol à Serpaize

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

Vu le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

Vu la demande de permis de construire déposée le 3 mai 2024 par la société SERPAIZE PV représentée par son mandataire la société Third Step Energy ci-après dénommée TSE (PC n° 0384842410011) ;

Vu l'avis rendu le 6 septembre 2024 par le maire de Serpaize ;

Vu l'avis rendu le 22 octobre 2024 par la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes sur le projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol à Serpaize ;

Vu le courrier de la société SERPAIZE PV, représentée par TSE, en date du 3 juin 2025 sollicitant la préfète de l'Isère pour que soit lancée l'enquête publique relative à la délivrance du permis de construire précité, dans le cadre du projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol à Serpaize ;

Vu la décision n° E25000155/38 en date du 16 juillet 2025 du président du tribunal administratif de Grenoble désignant M. Gilles CECILLON en qualité de commissaire-enquêteur titulaire, et Mme Mauricette RABATEL en qualité de commissaire-enquêtrice suppléante ;

Considérant que le commissaire-enquêteur a été consulté sur les modalités d'organisation de l'enquête ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Isère ;

Arrête

Article 1 : La demande de permis de construire présentée par la société SERPAIZE PV représentée par TSE (PC n° 0384842410011) sur la commune de Serpaize sera soumise à une enquête publique du 15 septembre 2025 (début de l'enquête à 9h00 y compris sous forme électronique) au 15 octobre 2025 (clôture de l'enquête à 17h00, y compris sous forme électronique), soit pendant une durée de 31 jours. La délivrance de ce permis de construire est sollicitée dans le cadre du projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol à Serpaize.

Le projet est porté par la société SERPAIZE PV, maître d'ouvrage, représentée par TSE et concerne la réalisation d'un parc d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol, au lieu-dit Chasson Est sur la commune de Serpaize. Il s'établira sur une surface clôturée de 6 ha environ. Le projet comprendra environ 11 900 modules photovoltaïques permettant de générer une puissance prévisible d'environ 8 Mwc. L'exploitation est prévue pour une durée de 40 ans minimum.

À l'issue de l'enquête publique, le pétitionnaire adapte son projet. L'autorité compétente pour accorder la délivrance du permis de construire est la préfète de l'Isère, qui peut alors accepter le permis avec ou sans prescriptions, le refuser, ou s'octroyer un sursis pour obtenir des compléments.

Article 2 : Monsieur Gilles CECILLON, hydrogéologue et géophysicien, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur. Madame Mauricette RABATEL inspectrice divisionnaire retraitée des finances publique d'État est désignée en qualité de commissaire-enquêtrice suppléante.

Article 3 : Le dossier d'enquête comprend notamment l'étude d'impact, le résumé non-technique, l'avis rendu par la MRAE Auvergne-Rhône-Alpes le 22 octobre 2024 (cet avis peut aussi être consulté sur le site suivant : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr), le mémoire en réponse du maître d'ouvrage à cet avis, et l'avis de la commune de Serpaize rendu le 6 septembre 2024.

Article 4 : Le dossier d'enquête est consultable et téléchargeable sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) à compter de la date d'ouverture de l'enquête et sur le site internet dédié du maître d'ouvrage (<https://www.registre-dematerialise.fr/6556>).

Article 5 : Le dossier d'enquête ainsi que le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles seront déposés en mairie de Serpaize pendant toute la durée de l'enquête afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture, et consigner éventuellement ses

observations et ses propositions sur le registre ouvert à cet effet, ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur en mairie de Serpaize, siège de l'enquête, à l'adresse suivante :

Mairie de Serpaize

À l'attention de M. Gilles CECILLON, commissaire-enquêteur

115 place du 19 mars 1962

38200 Serpaize

ou par courriel à l'adresse électronique suivante : pref-enquete-serpaize@isere.gouv.fr

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra également transmettre ses contributions et propositions sur un registre dématérialisé sécurisé ouvert sur le site internet dédié du maître d'ouvrage (<https://www.registre-dematerialise.fr/6556>).

Les pièces du dossier pourront être consultées sur un poste informatique mis à la disposition du public dans la salle de réunion en mairie de Serpaize, aux jours et heures habituels d'ouverture :

- le mardi de 14h30 à 18h00 ;
- le mercredi de 9h00 à 11h30 ;
- le vendredi de 14h30 à 18h30 ;

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, en mairie de Serpaize, les jours et heures suivants, dans la salle de réunion en mairie :

- le lundi 15 septembre de 9h00 à 12h00 ;
- le mercredi 15 octobre de 14h00 à 17h00 ;

Article 6 : Des informations concernant le projet peuvent être demandées à la personne suivante, qui intervient pour le compte de la maîtrise d'ouvrage : Madame Amélie VANDENHOVE (pole.autorisations@tse.energy et 07.55.66.57.63).

Le siège de la société TSE, est situé à l'adresse suivante :

TSE

Batiment Atlantis 2

55 Allée Pierre Ziller – Sophia Antipolis

06560 VALBONNE

TSE Clermont-Ferrand

7 Place Henri Dunant

63000 Clermont-Ferrand

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête (Préfecture de l'Isère, Direction des Relations avec les Collectivités et de la Citoyenneté / Bureau des Enquêtes Publiques et de l'Expropriation – 12, place de Verdun CS 71046 – 38021 GRENOBLE cedex 1) dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Article 7 : Les mesures de publicité de l'enquête publique sont les suivantes :

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, le présent arrêté, accompagné de l'avis au public, fera l'objet d'une publication par voie d'affiches en mairie de

Serpaize. Dans les mêmes conditions de délai et de durée, l'avis au public fera l'objet d'une publication par voie d'affiches sur les lieux habituels d'affichage de la commune.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf en cas d'impossibilité matérielle justifiée, il sera procédé par la société SERPAIZE PV, représentée par TSE, à l'affichage de l'avis au public sur les lieux ou au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés. Cet affichage doit être visible et lisible depuis les voies publiques, et être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 9 septembre 2021 (article 3) relatif à l'affichage des avis d'enquête publique, de participation du public par voie électronique et de concertation préalable ainsi que des déclarations d'intention prévus par le code de l'environnement.

Ces formalités devront être justifiées par un certificat d'affichage établi par la société SERPAIZE PV, représentée par TSE, et par le maire de Serpaize.

Cet avis sera en outre inséré par les soins de la préfète de l'Isère dans deux journaux publiés dans le département quinze jours au moins avant le début de l'enquête.

Un avis rappelant l'ouverture de cette enquête sera inséré dans les huit premiers jours de celle-ci dans les mêmes journaux.

Cet avis sera également publié sur le site internet des services de l'Etat en Isère (www.isere.gouv.fr).

Article 8 : Le registre d'enquête sera ouvert, coté et paraphé par le commissaire-enquêteur.

À l'issue de l'enquête, il sera clos par le commissaire-enquêteur. Dans les vingt-quatre heures suivant la clôture de l'enquête, il sera remis au commissaire-enquêteur afin que celui-ci donne son avis sur le projet.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire-enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le commissaire-enquêteur invitera le responsable du projet à lui adresser un mémoire en réponse dans un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Après avoir visé toutes les pièces du dossier, le commissaire-enquêteur établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête. Il comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, la synthèse des observations du public recueillies durant l'enquête et les réponses du responsable de projet. Le commissaire-enquêteur consignera dans une présentation séparée ses conclusions motivées.

Il adressera ensuite le dossier complet d'enquête, le rapport et les conclusions motivés à la préfète de l'Isère dans un délai de trente jours maximum à compter de la date de clôture de l'enquête. Dès réception, la préfète de l'Isère adressera copie du rapport et des conclusions au maître d'ouvrage.

Article 9 : À l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public, en mairie de Serpaize, ainsi qu'en préfecture de l'Isère (Direction des Relations avec les Collectivités et de la Citoyenneté / Bureau des Enquêtes Publiques et de l'Expropriation), pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dans les mêmes conditions de durée, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront également publiés sur le site internet des services de l'Etat en Isère (www.isere.gouv.fr).

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le président de la société SERPAIZE PV représentée par TSE et le maire de Serpaize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au commissaire-enquêteur.

La préfète
Pour la Préfète, et par délégation,
Le Secrétaire Général

Laurent SIMPLICIEN

2

Avis d'enquête publique

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique préalable à la délivrance d'un permis de construire sollicité dans le cadre du projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Serpaize

Il sera procédé, sur le territoire de la commune de Serpaize, du lundi 15 septembre 2025 (début de l'enquête à 9h00 y compris sous forme électronique) au mercredi 15 octobre 2025 (clôture de l'enquête à 17h00, y compris sous forme électronique), soit pendant une durée de 31 jours, à une enquête publique préalable à la délivrance du permis de construire n°038 484 24 10011, sollicitée par la société SERPAIZE PV représentée par son mandataire Third Step Energy ci-après dénommée TSE dans le cadre du projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol.

Le projet est porté par la société SERPAIZE PV, maître d'ouvrage, représentée par TSE, et concerne la réalisation d'un parc d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol, au lieu-dit Chasson Est sur la commune de Serpaize. Il s'établira sur une surface clôturée de 6 ha environ. Le projet comprendra environ 11 900 modules photovoltaïques permettant de générer une puissance prévisible d'environ 8 Mwc. L'exploitation est prévue pour une durée de 40 ans minimum.

À l'issue de l'enquête publique, le pétitionnaire pourra adapter son projet au regard du rapport et conclusions du commissaire-enquêteur. L'autorité compétente pour accorder la délivrance du permis de construire est la préfète de l'Isère, qui peut alors accepter le permis avec ou sans prescriptions, le refuser, ou s'octroyer un sursis pour obtenir des compléments.

Monsieur Gilles CECILLON, hydrogéologue et géophysicien, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire. Madame Mauricette RABATEL inspectrice divisionnaire retraitée des finances publique d'État, est désignée en qualité de commissaire-enquêtrice suppléante.

Le dossier d'enquête, composé notamment de l'étude d'impact et de son résumé non-technique, de l'avis rendu par la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) Auvergne-Rhône-Alpes (cet avis peut aussi être consulté sur le site suivant : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr), du mémoire en réponse du maître d'ouvrage à cet avis, et de l'avis rendu par le maire de Serpaize le 06 septembre 2024, ainsi qu'un registre, seront déposés en mairie de Serpaize pendant toute la durée de l'enquête, afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture et éventuellement y consigner ses observations et propositions. Les observations et propositions peuvent également être adressées par écrit au commissaire enquêteur, en mairie de Serpaize, siège de l'enquête à l'adresse suivante :

Mairie de Serpaize
À l'attention de M. Gilles CECILLON, commissaire-enquêteur
115 place du 19 mars 1962
38200 Serpaize

ou par courriel à l'adresse électronique suivante : pref-enquete-serpaize@isere.gouv.fr

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra également transmettre ses contributions et propositions sur un registre dématérialisé sécurisé ouvert sur le site internet dédié du maître d'ouvrage (<https://www.registre-dematerialise.fr/6556>).

Le dossier dans son intégralité pourra également être consulté en version numérique sur un poste informatique accessible gratuitement en mairie de Serpaize pendant la durée de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture des bureaux rappelés ci-dessous.

Le dossier d'enquête sera consultable et téléchargeable sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) à compter de la date d'ouverture de l'enquête et sur le site internet dédié du maître d'ouvrage (<https://www.registre-dematerialise.fr/6556>).

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public dans la salle de réunion en mairie de Serpaize les jours et heures suivants :

- le lundi 15 septembre de 9h00 à 12h00 ;
- le mercredi 15 octobre de 14h00 à 17h00 ;

Pour information, les jours et heures connus d'ouverture de la mairie de Serpaize sont :

- le mardi de 14h30 à 18h00 ;
- le mercredi de 9h00 à 11h30 ;
- le vendredi de 14h30 à 18h30 ;

Des informations concernant le projet peuvent être demandées à la personne suivante, qui intervient pour le compte de la maîtrise d'ouvrage : Madame Amélie VANDENHOVE (pole.autorisations@tse.energy et 07.55.66.57.63).

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête (Préfecture de l'Isère, Direction des Relations avec les Collectivités et de la Citoyenneté / Bureau des Enquêtes Publiques et de l'Expropriation – 12, place de Verdun CS 71046 – 38021 GRENOBLE cedex 1) dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Le commissaire-enquêteur transmettra son rapport et ses conclusions motivées à la préfète de l'Isère dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront tenus à la disposition du public, en mairie de Serpaize ainsi qu'en préfecture (DRCC / Bureau des Enquêtes Publiques et de l'Expropriation), pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dans les mêmes conditions de durée, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront également publiés sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr).



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale
sur l'implantation d'un parc photovoltaïque porté par la société
TSE sur la commune de Serpaize (38)**

Avis n° 2024-ARA-AP-1760

Avis délibéré le 22 octobre 2024

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), s'est réunie le 22 octobre 2024 en visioconférence. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur le parc photovoltaïque porté par la société TSE sur la commune de Serpaize (38).

Ont délibéré : Pierre Baena, François Duval, Marc Ezerzer, Jean-Pierre Lestoille, Muriel Preux, Catherine Riwoallon-Pustoc'h, Pierre Serne, Benoît Thomé, Jean-François Vernoux et Véronique Wormser.

En application du règlement intérieur de la MRAe en date du 13 octobre 2020, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Auvergne-Rhône-Alpes a été saisie le 26 août 2024, par les autorités compétentes pour délivrer l'autorisation du projet, pour avis au titre de l'autorité environnementale.

Conformément aux dispositions du II de l'article R. 122-7 du code de l'environnement, l'avis doit être fourni dans le délai de deux mois.

Conformément aux dispositions du même code, les services de la préfecture de l'Isère, au titre de ses attributions dans le domaine de l'environnement, et l'agence régionale de santé ont été consultés. La préfecture a transmis sa contribution en date du 17 septembre 2024.

La Dreal a préparé et mis en forme toutes les informations nécessaires pour que la MRAe puisse rendre son avis. Sur la base de ces travaux préparatoires, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit. Les agents de la Dreal qui étaient présents à la réunion étaient placés sous l'autorité fonctionnelle de la MRAe au titre de leur fonction d'appui.

Pour chaque projet soumis à évaluation environnementale, l'autorité environnementale doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public.

Cet avis porte sur la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. L'avis n'est donc ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité. Il vise à permettre d'améliorer la conception du projet, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent.

Le présent avis est publié sur le site internet des MRAe. Conformément à l'article R. 123-8 du code de l'environnement, il devra être inséré dans le dossier du projet soumis à enquête publique ou à une autre procédure de consultation du public prévue par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Conformément à l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le présent avis devra faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage qui la mettra à disposition du public par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L. 123-2 ou de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19.

Synthèse

Le projet consiste en l'implantation d'un parc photovoltaïque sur des terres agricoles, en zone U du plan local d'urbanisme (PLU) communal, sur la commune de Serpaize en Isère. La puissance installée sera de 8,1 MWc, délivrant environ 10 800 MWh/an. La surface d'emprise du projet est de 5,83 hectares délimités par une clôture. Le projet est porté par la société TSE. Il n'intercepte aucun zonage de protection ou d'inventaire de la biodiversité. La zone d'implantation potentielle est située à environ 200 m au sud d'Installations classées pour la protection de l'environnement Seveso seuil haut, liées au dépôt pétrolier de Villette de Vienne.

Pour l'Autorité environnementale, outre le développement des énergies renouvelables, les principaux enjeux environnementaux du territoire et du projet sont :

- la biodiversité, le site est à moins de 240 m d'un ruisseau, l'Abéreau, et la fonctionnalité des sols ;
- le paysage, le site étant visible directement depuis des habitations et des axes de circulation ;
- le climat, en particulier les émissions de gaz à effet de serre et le bilan carbone ;
- la consommation d'espace, le site étant actuellement occupé par des terrains agricoles.

À ce stade, le périmètre du projet et donc également l'étude d'impact sont incomplets, car il manque le raccordement au réseau électrique national, fonctionnellement lié au parc photovoltaïque. L'étude d'impact est à compléter dès cette demande d'autorisation sur ce point. L'absence d'étude géotechnique ne permet pas la définition des ancrages et des tranchées.

Le dossier conclut à des enjeux nuls à faibles en matière de faune, flore milieux naturels sur une large partie de l'aire d'implantation. Certains points sur les continuités écologiques, les impacts cumulés sur l'Alouette lulu et les chiroptères nécessitent d'être approfondis. Des mesures d'évitement, de réduction et de compensation sont proposées et conduisent à conclure à une absence de perte nette de biodiversité.

Le dossier étudie l'insertion paysagère du projet la qualifiant d'enjeux faibles à modérés. En sus, les effets cumulés avec l'ensemble des projets implantés sur le territoire restent à établir précisément en particulier en matière de consommation d'espaces agricoles.

Les effets du projet sur le climat ne sont pas analysés de manière satisfaisante ce qui constitue une insuffisance du dossier.

Le projet n'est pas compatible avec l'utilisation agricole du site. C'est pourquoi l'Autorité environnementale recommande au pétitionnaire d'étudier de véritables alternatives à l'échelle intercommunale dans des secteurs présentant moins d'enjeux.

L'ensemble des recommandations de l'Autorité environnementale est présenté dans l'avis détaillé.

Avis

1. Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux

1.1. Contexte du projet et présentation du territoire

Le projet de centrale photovoltaïque au sol est porté par la société TSE. Il s'implante sur la commune de Serpaize qui compte 2 108 habitants (Insee 2021) et appartient à Vienne Condrieu Agglomération. Elle est couverte par un PLU¹ inclus dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale (Scot)² des Rives du Rhône au nord-ouest de l'Isère.

Le site d'implantation se situe en partie sud d'une zone dédiée aux activités économiques pétrolières, couverte par un plan de prévention des risques technologiques approuvé le 11 décembre 2018³, ; l'implantation d'une centrale photovoltaïque est, d'après le dossier, autorisée par les documents d'urbanisme au titre des « constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ». La zone d'implantation potentielle est essentiellement constituée d'espaces utilisés en agriculture (cf. figures 1 et 3).

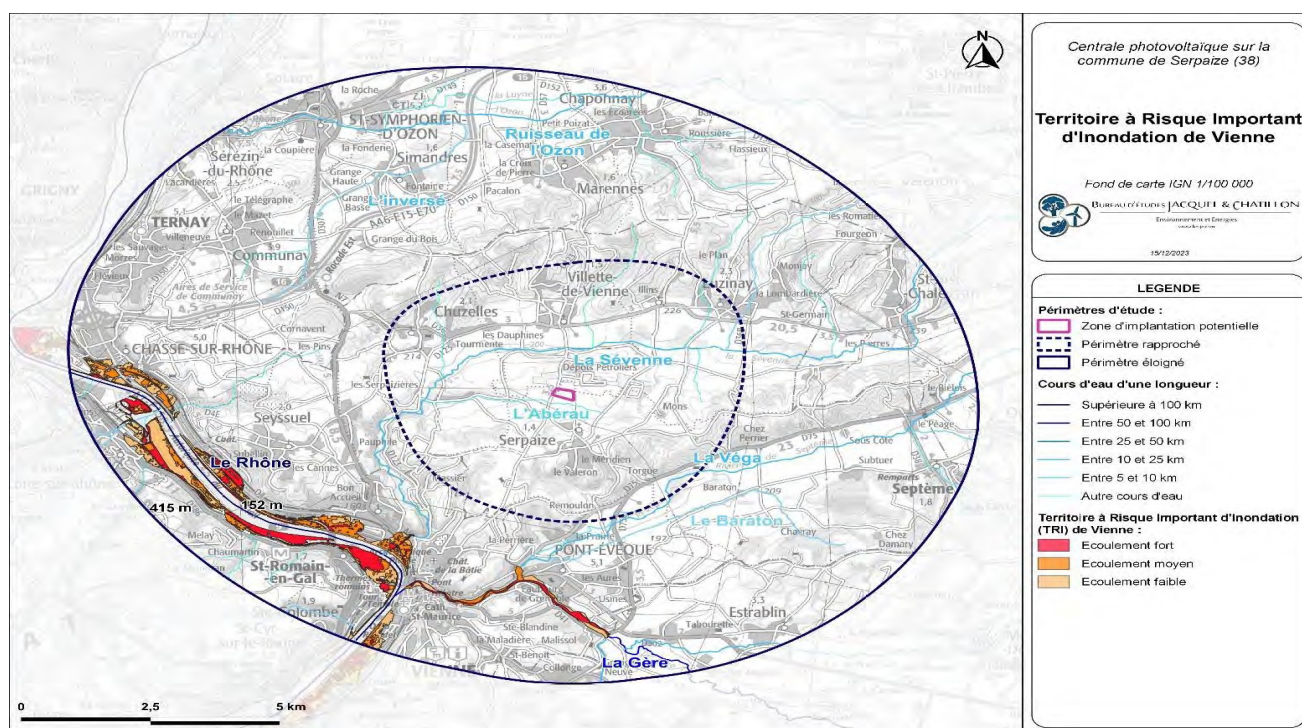


Figure 1: Localisation du site d'implantation (source : étude d'impact)

1 PLU approuvé le 31 janvier 2023. Les parcelles font l'objet d'une exploitation agricole et sont localisées en zone Ui, correspondant à un secteur à vocation économique pétrolières.

2 Scot approuvé le 28 novembre 2019.

3 [PPRT Villette de Vienne \(38\) - Total, Esso, SPMR et Compagnie de distribution des hydrocarbures](#)

1.2. Présentation du projet et périmètre de l'étude d'impact

Le projet de centrale photovoltaïque, dont la durée d'exploitation est fixée approximativement à 30 ans, s'étend sur une superficie totale clôturée de 5,83 hectares avec 33 548 m² de panneaux en surface projetée.

La centrale délivrera une puissance de 8,1 MWc, pour une production estimée à 10 800 MWh/an. L'installation délimitée par une clôture de 2 mètres de haut, comporte 11 916 panneaux inclinés à 25°, positionnés entre 1 et 4,5 mètres de hauteur du sol, d'une distance inter-rangées de 2,3 mètres minimum. Les structures autoportantes en acier sont fixes, reposant sur des structures non encore choisies, ancrés dans le sol⁴. Deux postes de transformation de 18 et 36 m², un poste de livraison de 16 m² et un local de maintenance de 30 m² ainsi qu'une citerne de 120 m³ seront installés. Une base de vie au sud-est de la Zip et une aire de stockage de matériaux et des aires de stationnement seront implantées. Une piste engravée sera aménagée sur une largeur de 5 mètres, pour une surface artificialisée totale (piste, locaux, citerne) de 9 089 m².

Le poste source de Pont-Évêque est situé à 7 kilomètres au sud-est du site d'implantation. Le tracé définitif du raccordement électrique devrait suivre les itinéraires routiers existants, et les lignes être enterrées à 1,30 mètres de la surface du sol. Ce tracé définitif n'est pas connu (et les impacts afférents sont seulement évoqués) dans la mesure où le maître d'ouvrage attend « l'obtention des autorisations administratives » pour transmettre une pré-étude technique et financière au maître d'ouvrage de ce raccordement au réseau électrique national, Enedis.⁵ La capacité réservée au titre du S3REnR n'est pas mentionnée sachant que ce dernier prévoit des renforcements conséquents sur le secteur électrique de Pont-Évêque⁶. La capacité réservée disponible immédiatement en février 2022, était pour ce secteur de 22,9 MW. Faisant partie du projet, les caractéristiques du raccordement et son tracé doivent être présentés et ses incidences évaluées de manière précise, ainsi que tous éventuels renforcements de poste de transformation et de lignes haute tension, même s'ils relèvent d'une autre maîtrise d'ouvrage et d'un calendrier différent. Ce n'est pas le cas dans le dossier fourni qui doit l'inclure dès ce stade.

L'Autorité environnementale recommande de décrire précisément et d'inclure explicitement dans le périmètre du projet et donc de l'étude d'impact, le raccordement au réseau électrique, fonctionnellement lié au parc photovoltaïque, et les éventuels nécessaires renforcements du réseau électrique national, associés, d'évaluer leurs incidences environnementales et de présenter les mesures prises pour les éviter, les réduire et si besoin les compenser.

4 La notice du permis de construire précise que : « une étude géotechnique permettra de confirmer et d'ajuster le type de fixation ».

5 Voir paragraphe IV.3.3.3.4 de l'étude d'impact : « réseau et raccordement électrique ».

6 Voir le schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables Auvergne Rhône-Alpes (S3REnR) entré en application le 15 février 2022 https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/s3renr_aura_version_definitive_fevrier_2022.pdf - S3REnR-

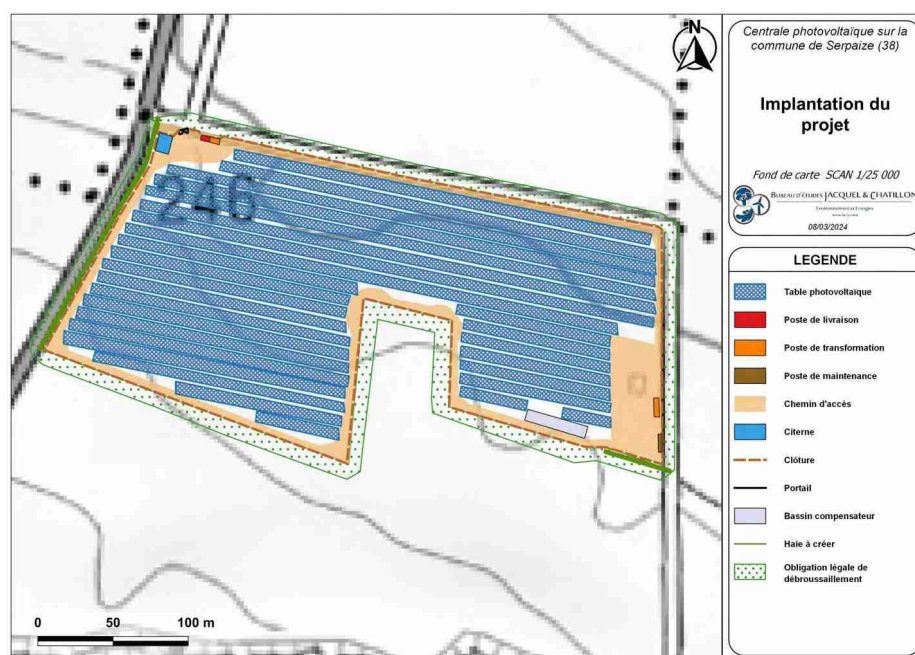


Figure 2: Plan d'implantation du projet d'environ 5,83 ha clôturés (source : résumé non-technique de l'étude d'impact).

1.3. Procédures relatives au projet

En application de la rubrique 30 du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement, visant les « installations de production d'électricité à partir de l'énergie solaire au sol d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc », le projet est soumis à la réalisation d'une étude d'impact. Le dossier comporte une demande de permis de construire, comportant notamment une étude d'impact et son résumé non technique. Une enquête publique sera diligentée préalablement à la délivrance de l'autorisation sollicitée.

1.4. Principaux enjeux environnementaux

Pour l'Autorité environnementale, outre la production d'énergies renouvelables, les principaux enjeux du territoire et du projet sont :

- la biodiversité, le site est à moins de 240 m d'un ruisseau, l'Abéreau, et la fonctionnalité des sols
- le paysage, le site étant visible directement depuis des habitations et des axes de circulation ;
- le climat, en particulier les émissions de gaz à effet de serre et le bilan carbone ;
- la consommation d'espace, le site étant actuellement occupé par des terrains agricoles.

2. Analyse de l'étude d'impact

2.1. Observations générales

Si le dossier traite et illustre les milieux physiques, naturels, humain et paysager, un développement plus robuste est attendu sur les effets cumulés principalement en matière de biodiversité et de consommation d'espaces agricoles. Le résumé non technique de l'étude d'impact comporte

51 pages. Il est clair, illustré et cohérent avec celle-ci et facilite la prise de connaissance du projet par le public. Il conviendra de le faire évoluer suite aux recommandations du présent avis.

L'étude d'impact fait état de la zone d'implantation potentielle (Zip), d'une aire d'étude « élargie » avec tampon de 50 mètres en périphérie, d'une aire d'étude rapprochée de 5 km de rayon autour de la Zip et d'une aire d'étude éloignée de 10 km de rayon autour de la zone d'implantation, également périmètre d'étude paysagère.

Le dossier indique dans le chapitre IV.3.3.1. de l'étude d'impact (p.172) : « Ancrage au sol et structures porteuses » que « *Les tables solaires seront ancrées au sol par fondation de type « pieux battus » sur les terrains les plus stables. Cette installation a l'avantage d'être rapide à mettre en œuvre, soit environ 250 pieux par jour. Cette technologie présente l'avantage d'être faiblement impactante sur le sol. Elle permet en effet d'éviter à la fois l'excavation de terre et donc la formation de remblais, ainsi que l'utilisation de béton, limitant ainsi les obstacles aux eaux de ruissellement. Pour finir, l'installation de ce type demande peu de travaux et des véhicules légers suffisent pour la réalisation de cette étape de chantier. Des fondations par micropieux pourront être utilisées en cas de refus au moment des battages de pieux (sols indurés, présence blocs, etc.). Ce sont des pieux forés, enrobés dans du mortier ou du ciment, constitués d'armatures métalliques. Une étude géotechnique après le dépôt du projet confirmera la faisabilité de ces technologies ».*

Les caractéristiques du sol et du sous-sol ne sont pas fournies ne permettant pas de se prononcer sur des enjeux potentiels liés à un éventuel changement de techniques de fondation.

L'Autorité environnementale recommande de préciser, dès à présent, les dispositions prévues en termes d'ancrage et de tranchées, afin d'en apprécier l'incidence environnementale sur les sols et de compléter, si besoin, les mesures prises pour les éviter, les réduire ou les compenser.

2.2. État initial de l'environnement, incidences du projet sur l'environnement et la santé humaine et mesures ERC

Biodiversité

L'étude s'appuie sur une recherche bibliographique⁷ complétée par des inventaires sur le terrain réalisés entre le 20 mars 2023 et le 24 janvier 2024, portant sur :

- les habitats et les plantes à fleur, pour 2 jours ;
- les zones humides pour un passage ;
- les invertébrés, pour 3 jours ;
- l'herpétofaune, pour 3 jours ;
- les oiseaux, pour 3 jours et 2 nuits ;
- les mammifères, pour 3 passages diurnes et 3 nuits d'enregistrement (pour les chiroptères, un passage pour le transit printanier, un pour l'automnal et un en reproduction).

Le site d'implantation du projet est en dehors de tout zonage de protection ou d'inventaire de la biodiversité. Il se situe à plus de neuf kilomètres de toute zone Natura 2000, arrêté de protection de biotope et zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (Znieff) de type 1. D'autres ensembles écologiques fonctionnels sont décrits dans des périmètres de Znieff de type 2 à 5 kilomètres et plus mais les continuités écologiques entre ces habitats et la zone d'implantation

⁷ Voir le tableau 3 page 19 du « volet naturel » de l'étude d'impact.

potentielle (Zip) apparaissent négligeables, comme développé dans le « volet naturel » de l'étude d'impact.

La zone d'implantation se positionne en milieu ouvert strictement agricole ou artificialisé (voies ou chemins). Des milieux forestiers de ripisylve existent à quelques centaines de mètres. Les **continuités écologiques** identifiées au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet) sont prises en compte et sont exclues de la zone de projet. Cependant, même si aucune continuité à échelle régionale n'est identifiée au sein de l'aire d'étude « élargie », le pétitionnaire est invité à interroger et analyser les continuités locales potentielles entre les zones forestières et les points d'eau pouvant exister dans le secteur par exemple, jouant un rôle important notamment pour la faune volante et la batrachofaune et devant être prise en compte par le projet dans la mesure où celui peut avoir des incidences sur ces dernières.

Une caractérisation des **zones humides** de la zone d'étude a été conduite, se fondant sur les critères du Code de l'environnement. Des sondages pédologiques ont été effectués dans la zone d'implantation. Aucune zone humide n'a été identifiée.

Concernant la flore, 59 espèces ont été recensées au sein de l'aire d'étude rapprochée. Les quelques espèces d'intérêt sont confinées aux friches et pelouses entretenues de bord de route. Aucune espèce à enjeu n'a été relevée.

Concernant la faune, des espèces ont été relevées :

- 31 espèces d'invertébrés, sans enjeu particulier ;
- aucune espèce d'amphibien ;
- une espèce de reptile, à enjeu très faible, le Lézard des murailles ;
- 20 espèces d'oiseaux dont l'Alouette des champs à enjeu modéré et neuf à enjeu faible ;
- quatre espèces de mammifères hors-chiroptères sans enjeu notable ;
- sept espèces de chiroptères dont trois à enjeux faibles (les Pipistrelles de Kuhl et commune et la Noctule de Leisler) ;

Cette faune, assez peu diversifiée est très caractéristique des milieux ouverts agricoles intensifs et implique une absence d'enjeux forts au sein de la Zip (cf. figure 3 du présent avis). Les enjeux apparaissent pour l'Autorité environnementale correctement identifiés.

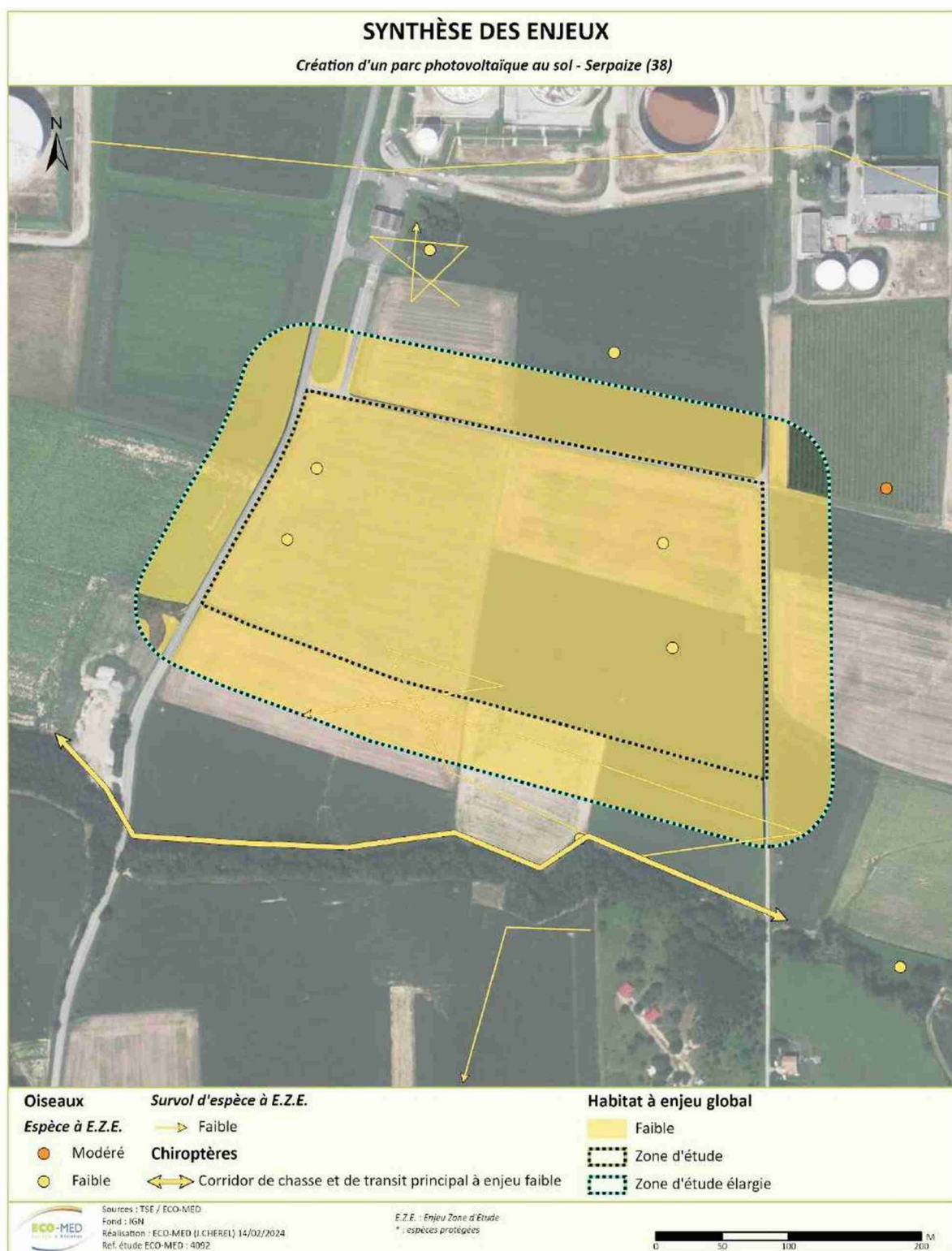


Figure 3: Synthèse des enjeux écologiques (source : étude d'impact / E.Z.E= enjeu zone d'étude).

Le volet "milieu naturel" de l'étude d'impact mentionne deux effets négatifs pressentis pour ce type de projet, que sont la destruction ou l'altération d'habitats et d'individus au niveau du parc lui-même et la perturbation et le dérangement d'espèces durant la phase travaux. Le pétitionnaire estime que le projet nécessite des mesures d'évitement et réduction des impacts au regard des sensibilités identifiées de certaines espèces et des impacts envisageables du projet : pour les reptiles, les oiseaux et les chiroptères. Ces éléments n'appellent pas de remarques supplémentaires de la part de l'Autorité environnementale.

Dans le détail des impacts de la phase d'exploitation, l'Autorité environnementale rappelle l'importance du dimensionnement des clôtures sur les continuités écologiques. Une mesure de réduction prévue est l'adaptation de la clôture au passage de la faune, une pose légèrement surélevée (espace de 5 à 10 cm entre le bas du grillage et le sol) et une utilisation d'un type de clôture non agressif pour les chiroptères et une obturation des poteaux. Pour l'Autorité environnementale, cette mesure devrait être complétée par la démonstration d'un schéma d'implantation le moins impactant possible (pas de goulets d'étranglement, recul des zones de continuité écologiques locales identifiées et possibles une fois le projet en phase d'exploitation).

L'Autorité environnementale recommande d'appliquer un schéma d'implantation des clôtures le moins impactant possible pour la faune.

Dans le dossier, figurent d'autres mesures d'évitement et de réduction :

- l'adaptation du calendrier de travaux, principalement pour éviter les phases sensibles de la phénologie de l'Alouette des champs ;
- la création d'habitats herbacés permanents au sein de l'emprise clôturée et des abords du parc, et entretenus par pâturage ou fauche, ce qui selon le dossier aura un impact permanent positif sur les espèces de milieux ouverts du site ;

La mesure paysagère relative à la plantation de 200 mètres linéaires de haie gagnerait à être dimensionnée sur des critères permettant de rendre ce nouvel habitat favorable à la biodiversité, tout en conservant ses qualités paysagères.

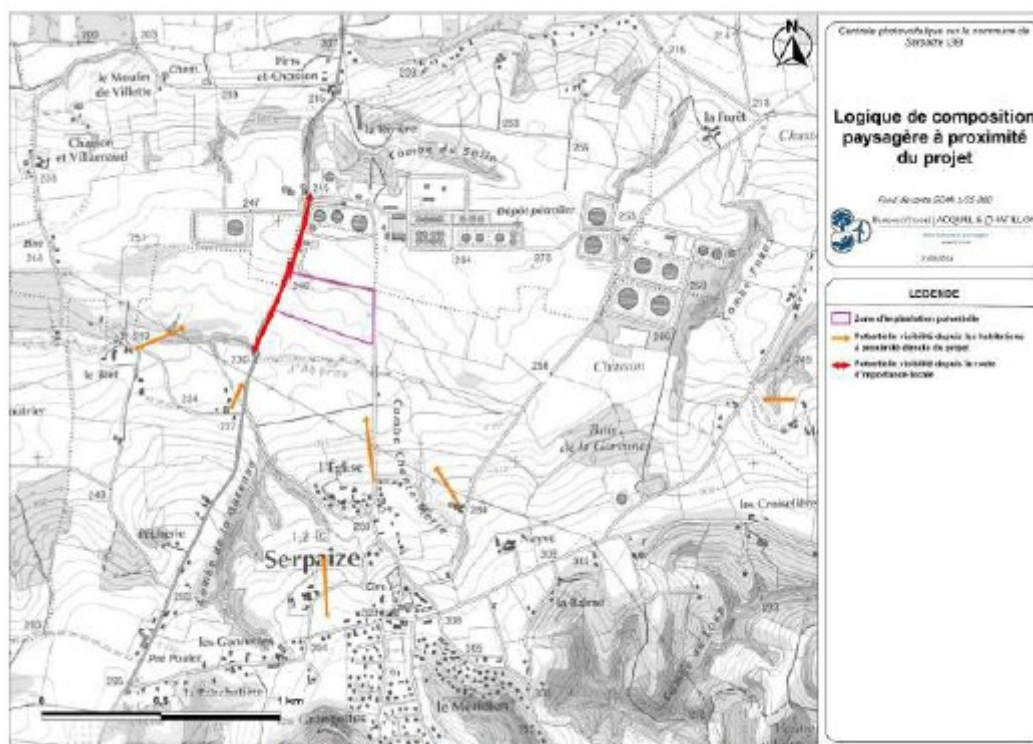
Paysage

Le projet s'inscrit à l'ouest de l'unité paysagère des « Terres Froides », à la frontière avec le massif du Pilat et les Monts du Lyonnais. Le paysage du site se situe plus précisément dans la sous-unité paysagère des [collines des Balmes Viennoises](#). La zone immédiate d'étude comprend quelques reliefs et boisements résiduels particulièrement de châtaigniers, mais relève d'un paysage d'agriculture intensive et de pâturages, ainsi qu'industriel du fait de la présence d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à proximité immédiatement au nord. Les hameaux aux alentours (ferme route de Chantemerle, hameau route du Mons, hameau du Bief, hameau du Verger Blond) et le bourg de Serpaize à environ 500 mètres au sud accueillent les habitations qui peuvent présenter des vues directes sur le projet. Le paysage alentour offre deux perceptions contrastées avec des points d'accroche fort (viaduc de la ligne TGV, départementales très roullantes, zones industrielles et dépôts pétroliers) et une ambiance sonore marquée par les passages d'avions. Un des objectifs de qualité paysagère pour cette sous-unité paysagère, d'après l'atlas des paysages de la région Auvergne-Rhône-Alpes, est de limiter la dispersion de l'habitat et de laisser les crêtes de collines libres.

Le dossier qualifie, dans un tableau de synthèse⁸ très clair, les sensibilités paysagères de nulles à faibles sur les éléments patrimoniaux, de nulles à forte sur les axes de découverte et en particulier depuis les routes locales, de nulles à modérées depuis certaines habitations (le bourg et les hameaux de Serpaize notamment) et de nulles à modérées sur les unités paysagères du fait de la visibilité possible du projet depuis les hauteurs.

Les incidences paysagères du projet sont qualifiées de modérées en phase travaux du fait de la présence d'éléments de chantier. Ces dernières sont faibles en phase exploitation depuis les abords et les habitations proches du fait du masque de la ripisylve de l'Abéreau au sud et des dépôts d'hydrocarbures au nord.

8 Tableau de synthèse 49 de l'étude d'impact, page 153.



Carte 85 : Schéma des différents enjeux paysagers (Source : BE Jacquiel et Chailion)

Figure 4: Schéma des enjeux paysagers (source EI page 166)

Les incidences paysagères du projet apparaissent prises en compte, il manque cependant des photomontages en saison hivernale pour restituer l'ensemble des incidences paysagères du futur parc (les écrans de végétation en hiver étant amoindris). A minima, un photomontage hivernal est exigible. Une mesure de réduction consiste en l'implantation d'un linéaire de haie sur 200 mètres.

L'Autorité environnementale recommande de présenter des photomontages en saison hivernale en vue proche et éloignée.

Changement climatique

Le dossier évalue les incidences du projet en matière de changement climatique et d'émissions de gaz à effet de serre (en tonnes eq-CO₂), liées à la construction et à l'exploitation du parc pendant 25 ans⁹. Il estime les émissions liées à la construction de la centrale photovoltaïque à 9315 teq CO₂ qu'il compare aux émissions qui seraient générées par la production électrique sur la base du mix électrique français. Le dossier conclut que le « bilan des émissions de CO₂ évitées par le projet du PV » est d'environ 4800 teq CO₂. Aucune des hypothèses de calcul n'est toutefois fournie.

L'Autorité environnementale rappelle que l'étude d'impact doit fournir un bilan carbone complet pour démontrer comment le projet s'inscrit dans l'objectif de réduction des GES. Un bilan carbone n'est pas simplement une estimation sommaire des émissions prétendument évitées¹⁰ sans explicitation claire des hypothèses, méthodologie et références de calcul. Le bilan doit inventorier toutes les sources d'émission (cycle de vie des modules en précisant leur origine, pertes éventuelles de captation de carbone par la végétation et les sols) et les comparer à une situation de référence. L'étude d'impact met en avant la quantité de « déchets nucléaires » évités de 118,5 kg par an « toute catégories de déchets radioactifs confondus ». Bien que cette donnée puisse constituer une référence pour le grand public, elle n'est pas exploitable pour évaluer l'impact du projet sur le changement climatique. De plus, les implications de cette information et les hypothèses permettant

9 Cf. paragraphe IV.3.3.5. de l'étude d'impact page 176: « Production du projet en phase d'exploitation ».

10 Comme effectué dans le tableau 54 de l'étude d'impact : « Bilan carbone du projet ».

d'obtenir cette donnée gagneraient à être développées dans l'étude d'impact et son résumé non-technique.

L'Autorité environnementale recommande de quantifier les émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie du parc photovoltaïque au sol, d'appliquer la démarche Éviter – Réduire – Compenser (ERC) à ces émissions afin d'exposer clairement comment le projet contribue à l'atteinte des engagements nationaux et internationaux pris par la France pour lutter contre les émissions de GES et le réchauffement climatique. Elle rappelle qu'un bilan carbone complet, incluant la perte éventuelle de captation de carbone de la végétation et des sols du site retenu est à produire, assorti de ses hypothèses, méthodologie et références de calcul.

Consommation d'espaces agricoles et fonction des sols

Le projet répond, d'après le dossier, à un objectif de gestion économe de l'espace en s'implantant sur un terrain très peu riche en biodiversité au sens de la loi Climat et Résilience¹¹ et aux objectifs régionaux du Sradet¹². Le plan local d'urbanisme classe les parcelles du projet en zone Ui, en lien avec le dépôt pétrolier voisin (cf. paragraphe 1.1 du présent avis). Néanmoins, l'étude préalable agricole (non-fournie dans le dossier d'étude d'impact) avance que les terrains ont une vocation agricole¹³. Le dossier indique en effet « *D'après l'étude préalable agricole, rédigée par la Chambre d'Agriculture de l'Isère,... la zone du projet est jugée à caractère « rédhibitoire lié à la vocation primaire agricole des parcelles concernées, bien que le projet soit implanté en zone Ui.»*

L'étude préalable agricole met donc en avant une consommation d'espaces fonciers agricoles inacceptable et ce point doit être développé de manière plus approfondie dans l'étude d'impact.

Pour l'Autorité environnementale, l'installation de ce parc photovoltaïque induisant la réduction d'apport d'intrants pourrait avoir, sous réserve de la prise en compte des remarques émises au paragraphe 2.2. « *biodiversité* » du présent avis, un effet bénéfique sur la biodiversité, les espaces naturels et les fonctionnalités des sols¹⁴.

Par ailleurs le projet pourrait également impliquer des impacts négatifs sur les fonctionnalités des sols lors de la phase de démantèlement ou de renouvellement de l'installation.

L'Autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des impacts du projet en phase de démantèlement ou de renouvellement et de proposer des mesures de la séquence ERC afin d'en minimiser les impacts sur les fonctionnalités des sols.

Eau : qualité et quantité

Le secteur appartient au bassin versant du Rhône, alimenté ici par les cours d'eau de la Véga, de la Gère, de l'Ozon et de la Sévenne. Un affluent de la Sévenne se trouve à 100 mètres de la zone d'implantation potentielle, au sud (cf. figure 1). Aussi, un enjeu hydrographique fort est retenu au regard des objectifs de préservation de la qualité de la ressource en eau du schéma directeur

11 Cf. paragraphe I.1.5 de l'étude d'impact, page 21.

12 Cf. paragraphe III.2.1. de l'étude d'impact, page 37.

13 Cf. paragraphe III.3.5. de l'étude d'impact : « *implantation des projets d'agrivoltaïsme et des centrales photovoltaïques au sol et flottantes (2022)* ».

14 En particulier, sur les fonctions biogéochimiques de séquestration du carbone, de dénitrification, d'assimilation végétale de l'azote, d'adsorption du phosphore, d'assimilation des orthophosphates et potentiellement de rétention et transformation des produits phytosanitaires, mais aussi sur les cycles biologiques de support des habitats. Les fonctions hydrologiques des sols pourraient aussi être impactées positivement.

d'aménagement et de gestion de l'eau (Sdage) Rhône-Méditerranée, au regard des risques de pollution accidentelle possibles lors de la phase travaux. Un risque de ruissellement fort est identifié dans le dossier sur sa partie sud-est.

Aussi, en phase travaux, des dispositifs permettant « *d'atténuer ou annuler* » les effets d'un accident par l'enlèvement des matériaux souillés et la mise en « *décharge contrôlée* »¹⁵ est prévu. Aucun produit phytocide ne sera utilisé dans le cadre de l'entretien de la végétation du site. Au regard des matériaux employés, ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Autorité environnementale.

Dans la mesure où le fonctionnement hydraulique – élément analysé dans le dossier – sera modifié par rapport à l'état existant et que le risque de ruissellement existe sur une partie de la zone d'implantation (ZIP), un ouvrage de gestion des eaux pluviales est dimensionné pour compenser cet impact hydraulique. Les explications sur le dimensionnement de cet ouvrage paraissent lacunaires et nécessitent d'être complétées sur plusieurs éléments :

- analyse d'un parcours à moindre dommage du fait des risques renforcés à inonder les champs en aval pour une pluie d'occurrence à définir et justifier ;
- établissement des coefficients de perméabilité de la zone ;
- précision du schéma du bassin et de son point de rejet ;
- justification des capacités de rétention, notamment du fossé de l'autre côté de la route de et du débit de fuite fixé à 15 litres/seconde en temps de pluie.

Le dimensionnement du bassin ne prend pas en compte le bassin versant en amont du parc PV, estimé nul, sans justification. La justification de cette hypothèse apparaît d'autant plus importante que les sols, agricoles, sont peu perméables pour des pluies de faible occurrence et qu'environ 7 hectares établis grâce aux courbes de niveau du secteur pourraient constituer un amont hydraulique. Ce bassin versant amont pourrait donc exister et être intégré au dimensionnement de l'ouvrage. Le chemin de l'eau sur l'ensemble de ce bassin versant devrait être établi afin de justifier, ou non, que l'ouvrage est à même de remplir ses fonctions.

L'Autorité environnementale recommande de préciser la note de calcul du bassin de rétention permettant de réduire les impacts sur les ruissellements du projet et de justifier les hypothèses retenues.

2.3. Alternatives examinées et justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement

D'après le dossier, le choix du site repose sur l'atteinte des objectifs en matière de développement des énergies renouvelables, sur les caractéristiques favorables à ce type de projet, et sur l'absence de contrainte environnementale y compris paysagère. Le choix s'appuie également sur les documents d'orientation et de planification du territoire en matière environnementale, paysagère et énergétique¹⁶. L'étude d'impact argumente sa compatibilité vis-à-vis de ces grands enjeux, sauf concernant les enjeux agricoles¹⁷. Ce point est à compléter.

¹⁵ Cf. paragraphe V.2.2.1.1. de l'étude d'impact : « Incidences qualitatives » page 185.

¹⁶ En l'occurrence : les documents d'état des lieux et d'orientation paysagers, le SRCAE, le Sraddet, le positionnement de la Chambre d'Agriculture Aura pour les projets de photovoltaïsme au sol (2021) et la méthodologie d'instruction des services de l'État en Isère sur l'implantation des projets PV (2022) comme cité au III.3 de l'étude d'impact.

¹⁷ Cf. III.3.4. de l'étude d'impact : « positionnement de la chambre régionale d'agriculture Aura pour les projets de photovoltaïsme au sol »

De plus, deux variantes d'implantation, correspondant à l'application de la démarche d'évitement des principaux impacts du projet sont proposées et argumentées dans le dossier comme étant les alternatives possibles au projet. La variante retenue vise principalement à réduire les impacts sur les surfaces agricoles¹⁸, et sur le ruissellement.

Toutefois, aucune prospection de solution de substitution raisonnable à l'échelle intercommunale n'est restituée et ne paraît avoir été étudiée, en particulier sur des zones déjà imperméabilisées, ou artificialisées, comme des toitures, des friches industrielles, plus proches aussi des centres de consommation, dans l'étude d'impact.

L'Autorité environnementale recommande de présenter des alternatives d'implantation de ce projet sur des espaces de moindre sensibilité environnementale et agricoles et de justifier le choix retenu, notamment sur la base de critères environnementaux.

2.4. Effets cumulés

Le dossier analyse les effets cumulés du projet avec les projets connus sur le territoire, conformément au II de l'article R.122-5 du Code de l'environnement.

Les projets analysés sont les ICPE les plus proches du projet, dont 85 dans un rayon de 10 kilomètres¹⁹ (cf. figure 4 du présent avis) et en particulier, cinq ICPE classées Seveso seuil haut et soumises à PPRT dont les dépôts d'hydrocarbures à 200 mètres au nord du projet.

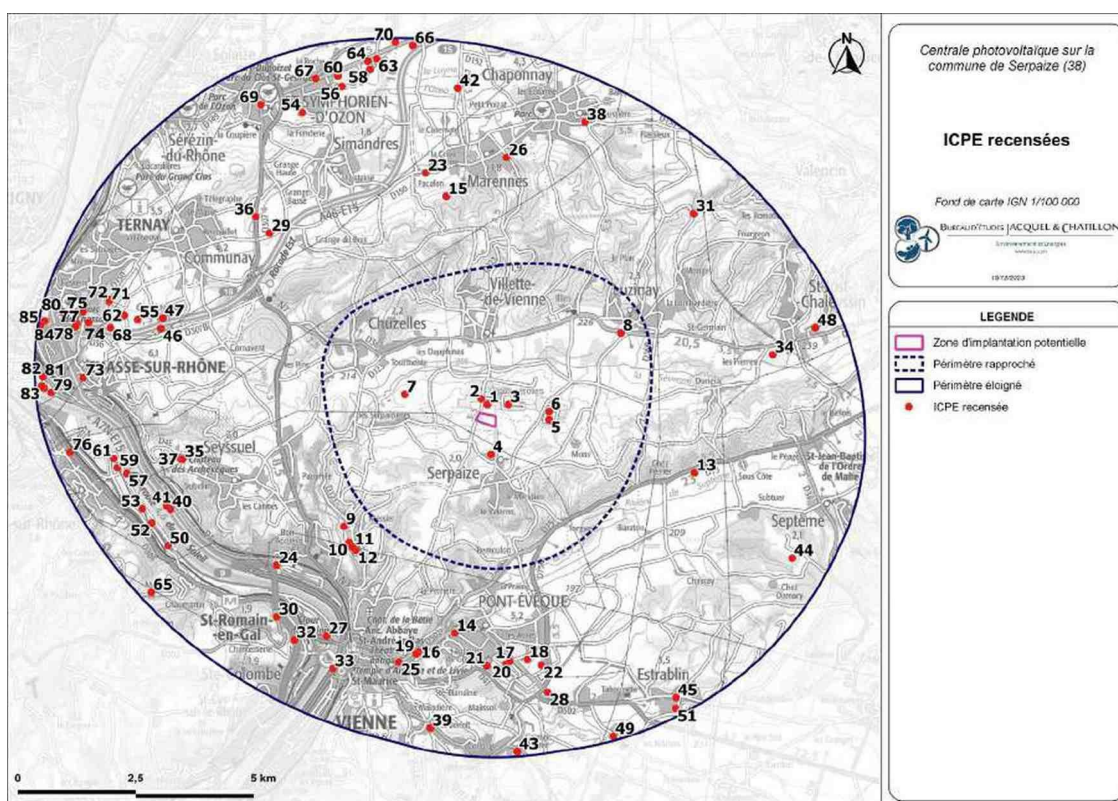


Figure 5: ICPE recensées à proximité du projet (source : étude d'impact).

L'étude d'impact étudie aussi l'importance relative du type d'occupation des sols à partir de la base de données cartographique *Corine Land Cover* (2018) dans un rayon de cinq kilomètres dans la perspective paysagère d'analyse des effets cumulés.

18 Cf. paragraphe 2.1.3 du volet naturel de l'étude d'impact : « Conclusion de l'analyse des variantes ».

19 Cf. tableau 41 de l'étude d'impact : « ICPE recensées à proximité du projet ».

Plusieurs parcs photovoltaïques sont recensés dans le périmètre rapproché : un parc en projet à 330 mètres développé par Urbasolar et un parc construit à 810 mètres de 5 MWc développé par TotalÉnergies. La MRAe ARA avait mis en évidence dans son [avis du 13 mars 2022](#) sur un projet voisin de parc PV à Villette-de-Vienne les lacunes en matière de prise en compte des chiroptères dans les incidences potentielles du projet. L'analyse des effets cumulés concernant la biodiversité évoque des effets cumulés faibles avec l'Alouette des champs, mais reste très évasif sur les incidences elles-mêmes, ni sur les moyens de limiter ces incidences, alors même que les populations de cette espèce en Isère connaissent un léger déclin²⁰.

Le dossier s'appuie sur des constats d'impacts cumulés acceptables sur les visibilités paysagères. Si ces affirmations apparaissent pour l'Autorité environnementale argumentées de manière proportionnée, la démonstration de l'absence d'impacts cumulés sur la biodiversité apparaît lacunaire.

L'Autorité environnementale recommande d'approfondir l'analyse des effets cumulés de l'ensemble des projets du territoire avec ce projet en matière de biodiversité volante, de paysage et de consommation d'espaces agricoles, et de mettre en place le cas échéant des mesures d'évitement et de réduction en la matière.

2.5. Dispositif de suivi des mesures et de leur efficacité

Le porteur de projet prévoit un suivi environnemental par un écologue au cours de chantier pour quatre passages afin de respecter l'application des mesures d'évitement et réduction ainsi qu'un audit après chantier.

Le porteur de projet estime, au regard des impacts résiduels pressentis, qu'aucun suivi en phase d'exploitation n'est nécessaire. Pour l'Autorité environnementale, au regard des possibilités de reconquête de la biodiversité et de rupture de continuité écologique en cas de mauvaise implantation des clôtures, il apparaît nécessaire qu'un suivi post-implantation²¹ soit appliqué. Ce suivi est à conduire pendant toute la durée des impacts du projet sur l'environnement et la santé humaine, à minima tous les cinq ans dès la première année d'implantation du parc pour vérifier l'utilisation du parc par les espèces en phase d'exploitation et pouvoir prendre le cas échéant les actions correctives adaptées.

L'Autorité environnementale recommande d'étendre le dispositif de suivi à l'ensemble des enjeux et mesures et à la phase d'exploitation.

20 La liste rouge régionale des oiseaux nicheurs actualisée mentionne une tendance en « diminution », précisant que : « aucune donnée régionale ne laisse supposer un meilleur état des populations nicheuses qu'à l'échelle nationale. La catégorie NT de la liste rouge France est donc retenue pour AURA ».

21 Portant sur la bonne application de la séquence d'évitement et réduction et sur l'état des populations, notamment au regard des effets cumulés potentiels sur la faune volante.



Projet de centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Serpaize

Mémoire en réponse à l'avis de la MRAE n° 2024- ARA-AP-1760

Date de saisine de l'Autorité environnementale : 26 août 2024

Demande de permis de construire :

Dossier N° PC 038 484 24 10011

Date du dépôt : 03/05/2024

Demandeur : SERPAIZE PV

Représentée par Mathieu DEBONNET

SERPAIZE PV

55 Allée Pierre Ziller, Atlantis 2

06560 Valbonne

France

28 novembre 2024

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
A- Synthèse du mémoire en réponse.....	3
B- Réponses détaillées	4
Recommandation n°1 :.....	4
Recommandation n°2 :.....	4
Recommandation n°3 :.....	6
Recommandation n°4 :.....	8
Recommandation n°5 :.....	8
Recommandation n°6 :.....	10
Recommandation n°7 :.....	10
Recommandation n°8 :.....	10
Recommandation n°9 :.....	12
Recommandation n°10 :.....	13

Dans le cadre du développement du projet de centrale photovoltaïque au sol mené sur la commune de Serpaize, la société SERPAIZE PV a déposé une demande de permis de construire en date du 03/05/2024.

Vous nous avez transmis en date du 22 octobre 2024 votre avis de la saisine environnementale démarré par vos services le 26 août 2024 effectué dans le cadre de l'évaluation environnementale de notre projet. Des recommandations ont été formulées pour améliorer certains points de conception de notre projet.

A- SYNTHÈSE DU MÉMOIRE EN RÉPONSE

Le mémoire suivant en réponse apporte des éléments de précision sur les points de recommandations suivants :

- décrire précisément et inclure explicitement dans le périmètre du projet et donc de l'étude d'impact, le raccordement au réseau électrique, fonctionnellement lié au parc photovoltaïque, et les éventuels nécessaires renforcements du réseau électrique national, associés, évaluer leurs incidences environnementales et présenter les mesures prises pour les éviter, les réduire et si besoin les compenser ;
- préciser, dès à présent, les dispositions prévues en termes d'ancrage et de tranchées, afin d'en apprécier l'incidence environnementale sur les sols et compléter, si besoin, les mesures prises pour les éviter, les réduire ou les compenser ;
- appliquer un schéma d'implantation des clôtures le moins impactant possible pour la faune ;
- présenter des photomontages en saison hivernale en vue proche et éloignée ;
- quantifier les émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie du parc photovoltaïque au sol, appliquer la démarche Éviter – Réduire – Compenser (ERC) à ces émissions afin d'exposer clairement comment le projet contribue à l'atteinte des engagements nationaux et internationaux pris par la France pour lutter contre les émissions de GES et le réchauffement climatique ;
- compléter l'analyse des impacts du projet en phase de démantèlement ou de renouvellement et proposer des mesures de la séquence ERC afin d'en minimiser les impacts sur les fonctionnalités des sols ;
- préciser la note de calcul du bassin de rétention permettant de réduire les impacts sur les ruissellements du projet et justifier les hypothèses retenues ;
- présenter des alternatives d'implantation de ce projet sur des espaces de moindre sensibilité environnementale et agricoles et justifier le choix retenu, notamment sur la base de critères environnementaux ;
- approfondir l'analyse des effets cumulés de l'ensemble des projets du territoire avec ce projet en matière de biodiversité volante, de paysage et de consommation d'espaces agricoles, et mettre en place le cas échéant des mesures d'évitement et de réduction en la matière ;
- étendre le dispositif de suivi à l'ensemble des enjeux et mesures et à la phase d'exploitation.

B- REPONSES DETAILLEES

RECOMMANDATION N°1 :

L'Autorité environnementale recommande de décrire précisément et d'inclure explicitement dans le périmètre du projet et donc de l'étude d'impact, le raccordement au réseau électrique, fonctionnellement lié au parc photovoltaïque, et les éventuels nécessaires renforcements du réseau électrique national, associés, d'évaluer leurs incidences environnementales et de présenter les mesures prises pour les éviter, les réduire et si besoin les compenser.

Réponse :

Le projet Serpaize sera raccordé au réseau public de distribution via un poste de livraison (PDL) qui sera implanté en bordure du projet, accessible depuis la voie publique. Son raccordement est prévu sur le réseau existant issu du poste source de Pont Evêque situé approximativement à 5km.

Il s'agit à ce stade de l'hypothèse la plus probable ; celle-ci et notamment le tracé de raccordement seront définitifs une fois la Proposition Technique et Financière (PTF) réalisée par Enedis. Elle définira de manière précise la solution et les modalités de raccordement (poste source, distance de raccordement) de la centrale photovoltaïque.

Une demande de raccordement auprès d'ENEDIS ne pourra être faite, au travers d'une demande de PTF, qu'après obtention du Permis de Construire (pièce nécessaire à la demande). Le raccordement sera ensuite effectué via une convention de raccordement, qui sera elle-même établie avec le gestionnaire de réseau public.

RECOMMANDATION N°2 :

L'Autorité environnementale recommande de préciser, dès à présent, les dispositions prévues en termes d'ancrage et de tranchées, afin d'en apprécier l'incidence environnementale sur les sols et de compléter, si besoin, les mesures prises pour les éviter, les réduire ou les compenser.

Réponse :

Le chapitre IV.3.3.1 de l'étude d'impacts (p.172) indique les dispositions générales prises pour l'ancrage des pieux.

Dans le cas du site de Serpaize, l'ancrage par battage des pieux est largement privilégié. En effet, comme indiqué en page 59 de l'étude d'impacts, la géologie locale indique la présence d'une formation « lœssique ». Ces formations correspondent à des dépôts sédimentaires détritiques **meubles** formés par l'accumulation de limons (forte composante argileuse). La présence de limons associée à la faible perméabilité des sols sont connues localement, comme cela est d'ailleurs mentionné en page 13 de l'avis de la MRAE.

Dans le cadre de l'étude hydraulique complémentaire qui a été engagée dans le cadre de ce projet (confiée au bureau d'étude Jacquél & Chatillon), des sondages ont été effectués. TSE est en mesure d'apporter les précisions suivantes relatives au sol au droit du projet (Jacquél&Chatillon, Etude relative à la gestion des eaux pluviales, octobre 2024).

« Nos sondages ont mis en évidence la succession lithologique suivante :

De la terre végétale, observée jusqu'à 0.20 m d'épaisseur. Cette épaisseur pourrait être plus importante en dehors de la zone de nos sondages ;

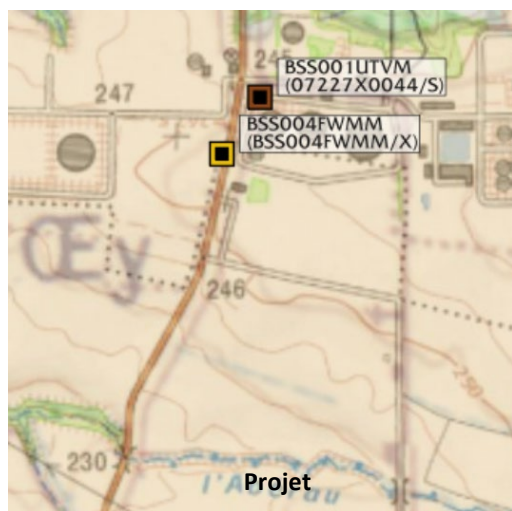
➤ **Du limon argileux**, observées au droit de nos sondages à la tarière SD1 à SD4 jusqu'à 0.90 à 1.60 m de profondeur/TA.

➤ **De l'argile +/- sableuse et limoneuse avec quelques graviers**, observées au droit de nos sondages à la tarière SD1 à SD4 jusqu'à 1.70 à 3.6 m de profondeur/TA (arrêt) ».

A titre de complément, les données publiques du BRGM (Banque du sous-sols) référencent 2 forages situés à proximité et au droit de la même formation géologique (carte ci-dessous). Les coupes géologiques associées indiquent que l'épaisseur des limons lœssiques est de plusieurs mètres, recouvrant des « graviers et galets de matrice argileuse » qui se développent eux, sur une vingtaine de mètres.

Par conséquent, la solution technique d'ancrage par pieux battus apparaît adaptée au terrain considéré. Les impacts sur le sol, estimés faibles, ne devraient pas être remis en question par les études géotechniques.

Néanmoins, si les études géotechniques montrent qu'il est nécessaire d'adapter localement ou totalement le mode d'ancrage, des mesures spécifiques seront prises pour réduire au maximum les éventuels impacts sur la qualité des sols et des eaux souterraines.



Localisation des forages et LOG géologique (à droite) – source : infoterre.brgm.fr

BSS001UTVM

07227X0044/S

Log validé

Profondeur

De 0.0 à 60.0 m Rafraîchir

Profondeur	Formation	Lithologie	Lithologie	Stratigraphie	Altitude
3.00	Formations limoneuses et lœssiques en place		Limon brun.	Würm	245.00
			Graviers et galets dans matrice argileuse.		
21.00	Formations glacio-morainiques et dépôts résiduels associés				227.00
			Sable grossier cimenté, graviers et galets épars.		
45.00			Même formation devenant plus argileuse.		203.00
60.00					188.00



RECOMMANDATION N°3 :

L'Autorité environnementale recommande d'appliquer un schéma d'implantation des clôtures le moins impactant possible pour la faune.

Réponse :

La mesure d'adaptation de la clôture au passage de la petite faune est décrite par le Bureau d'étude ECOMED dans le volet naturel de l'étude d'impact. Celle-ci est intégrée à l'étude d'impact en page 248. Les éléments sont repris ci-dessous.

Adaptation de la clôture au passage de la faune				Code de la mesure : R2
E	R	C	A	R2.1h : Réduction technique en phase travaux
Thématique environnementale :		Milieux naturels		Paysage Air / Bruit
Objectif de la mesure :				
<p>Le secteur est fréquenté par des espèces terrestres. Ces espèces se déplacent librement dans les différents milieux naturels de la zone d'étude lors de leurs activités (reproduction, déplacement, chasse, etc.).</p> <p>La pose d'une clôture autour du parc photovoltaïque constituera un obstacle pour la faune, limitant leurs possibilités de déplacements. Afin de réduire cet impact, des passages pour la faune seront régulièrement créés au niveau de la clôture.</p>				
Habitat(s) / espèce(s) ciblées :			Calendrier de la mesure :	
Petite faune, chiroptérofaune, avifaune			Lors de la mise en place de la clôture	
Méthode :				
<p>Afin de laisser un accès à la petite faune, amphibiens, reptiles mais aussi petits mammifères, le grillage entourant le parc pourra être posé en laissant un espace de 5 à 10 cm entre le bas du grillage et le sol, permettant à la petite faune de passer dessous.</p> <p>En plus de ce dispositif, des passages à faune de 30 cm de large et de 15 cm de haut seront positionnés tous les 25 m, et ce sur toute la périphérie du parc. Ces passages à faune seront simplement découpés dans le grillage.</p> <p>Par ailleurs, afin de limiter l'impact des clôtures sur les chiroptères, la hauteur du grillage est limitée à 2 m. L'emploi de fils barbelés ainsi que de systèmes d'éloignement électrifiés est proscrit.</p> <p>Enfin, l'utilisation de poteaux creux qui peuvent constituer des pièges mortels pour les micromammifères, chiroptères, reptiles et oiseaux sera évitée. En effet, des quantités d'espèces cavernicoles qui cherchent des cavités pour nicher ou se reposer pénètrent dans le poteau creux par le sommet et descendent dedans. Ne pouvant en ressortir, elles sont condamnées à mourir de faim, de soif et d'épuisement. Des expertises ont montré qu'un poteau sur deux non bouché contient des cadavres. Plusieurs espèces ont été trouvées dans ces poteaux : chouettes, pics, mésanges, sittelles, étourneaux, colonies de chauves-souris, loirs et même des serpents et des lézards. Afin d'y remédier et de neutraliser ces pièges mortels pour la faune sauvage, plusieurs obturateurs ont été mis au point :</p> <ul style="list-style-type: none">- Des bouchons en plastique ont été testés. Ils se sont révélés peu fiables et facilement arrachés ;- Des bouchons en métal galvanisé ont également été testés. Ce type de bouchon est plus résistant que les bouchons en plastique mais il s'enlève du poteau suite à la dilatation du métal sous l'effet du chaud et du froid ;- Finalement, un couvercle métallique a été mis au point et semble être satisfaisant (NOBLET, 2010).				

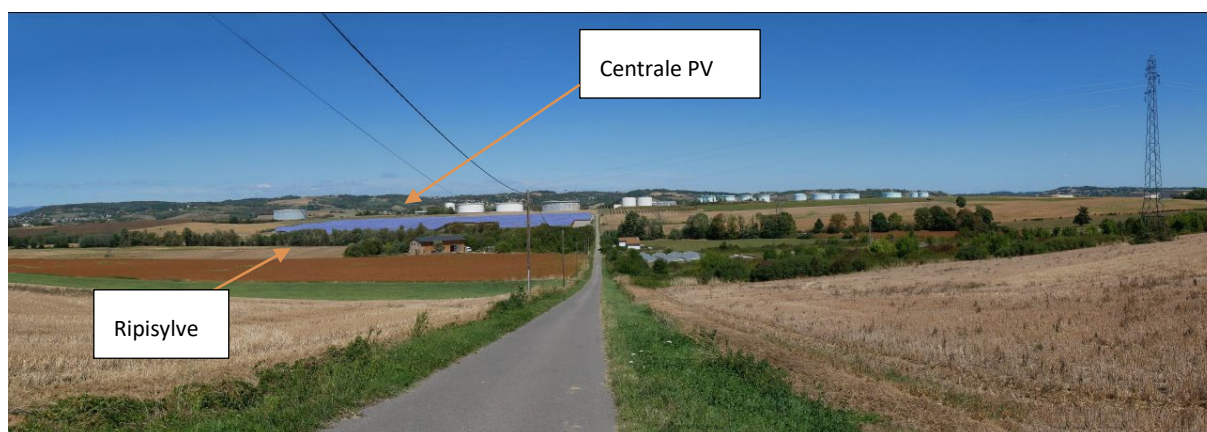
Adaptation de la clôture au passage de la faune		Code de la mesure : R2
<p>Les différents poteaux téléphoniques</p>  <p>A. Poteau bois avec chapeau en plastique. B. Poteau métal creux non bouché avec chouette prisonnière. C. Poteau métal creux avec bouchon plastique noir. D. Poteau métal creux avec bouchon en métal galvanisé. E. Poteau métal creux bouché à la fabrication.</p> <p>Présentation des différents types de bouchons pour obstruer des poteaux creux (Source : NOBLET, 2010)</p>  <p>Exemple de poteaux bouchés par des bouchons en plastique J. VOLANT, 08/06/2021, Méounes-lès-Montrieux (83)</p>		
<p>Matériel nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Clôture ➤ Obturateur de poteaux 		
<p>Localisation de la mesure : clôture de l'enceinte du parc photovoltaïque</p> <p>Modalités de suivi</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ AMO chantier 		
<p>Estimation financière</p>		
<p>Mesure : Intégrée au coût global du projet</p>	<p>Suivi (AMO) : Compris dans l'audit de suivi de mesures avant travaux, pendant travaux et après travaux</p>	

RECOMMANDATION N°4 :

L'Autorité environnementale recommande de présenter des photomontages en saison hivernale en vue proche et éloignée.

Réponse :

L'analyse des incidences réalisée au sein de l'étude d'impact sur l'environnement a révélé qu'au plus proche du projet (Nord de Serpaize notamment) les vues seront certes partiellement masquées par la ripisylve du ruisseau de l'Abéreau, **mais pour une « infime partie »**. Cela est mis en évidence sur le photomontage de la vue n°3 (p. 220 de l'étude d'impact) et reporté ci-dessous.



Ainsi, l'absence de feuillage ne remettra pas en question la quantification des incidences exposées dans l'étude d'impact. Dans ce contexte, la réalisation d'un photomontage en période hivernale n'apparaît pas utile, le changement de perception étant négligeable voire nul.

RECOMMANDATION N°5 :

L'Autorité environnementale recommande de quantifier les émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble du cycle de vie du parc photovoltaïque au sol, d'appliquer la démarche Éviter – Réduire – Compenser (ERC) à ces émissions afin d'exposer clairement comment le projet contribue à l'atteinte des engagements nationaux et internationaux pris par la France pour lutter contre les émissions de GES et le réchauffement climatique. Elle rappelle qu'un bilan carbone complet, incluant la perte éventuelle de captation de carbone de la végétation et des sols du site retenu est à produire, assorti de ses hypothèses, méthodologie et références de calcul.

Réponse :

La méthodologie utilisée par TSE pour évaluer l'impact du projet sur les émissions de gaz à effet de serre est basée sur la méthode ADEME, en considérant un facteur d'émission (FE) de la centrale PV **intégrant l'ensemble du cycle de vie**.

Le facteur d'émissions d'une centrale PV est en effet calculé par la méthode Analyse de Cycle de Vie qui prend en compte :

- L'extraction des matières premières ;
- La fabrication des modules et autres composants et leur transport ;
- Le chantier de construction ;

- L'entretien et la maintenance durant la phase d'exploitation (pendant la phase d'utilisation des panneaux solaires, il n'y a aucun rejet de CO₂ lors de la production de l'électricité) ;
- Le démantèlement et le recyclage des matériaux.

L'électricité générée par la centrale photovoltaïque va se substituer à celle issue du mix électrique Français et Européen. Il est ainsi possible de déterminer les émissions évitées grâce à la production électrique du parc photovoltaïque :

$$\text{Emissions évitées du mix électrique} = \text{Emissions}_{\text{mix}} - \text{Emissions}_{\text{centrale PV}}$$

Avec :

$$\text{Emissions} = \text{FE} \times \text{Production électrique de la centrale PV}$$

Les facteurs d'émissions (FE) des mix électriques français et européens

Les facteurs d'émissions des mix électriques sont issus de la Base carbone V22 de l'ADEME publiée en 2022.

FE mix électrique français : 56,9 g eq CO₂/kWh

FE mix électrique Européen : 420 g eq CO₂/kWh

Le mix électrique français est moins carboné que le mix électrique européen car l'électricité française provient à 67% du nucléaire (peu émetteur de carbone).

Les facteurs d'émissions (FE) d'une centrale PV

Le FE centrale PV proposé par l'ADEME (base de données V22) diffère selon le lieu de production des panneaux (Chine : 43,9 g eq CO₂/kWh, Europe : 32,3 g eq CO₂/kWh, France : 25,2 g eq CO₂/kWh).

Ces FE proposés par l'ADEME sont surestimés : basés sur des données de 2005 de nombreuses évolutions technologiques n'ont pas été intégrées dans les modèles de calculs :

- La puissance, le rendement, la durée de vie et le poids des panneaux et des onduleurs ;
- Le type, le poids et le matériau des fixations des panneaux ;
- L'optimisation des procédés de confection (amélioration de la découpe engendrant moins de perte de matière, diminution de la consommation d'électricité).

Nous proposons d'utiliser le FE centrale PV issu du Projet INCER ACV¹ et de sa plateforme web ouverte². Cette étude, financée avec l'aide de l'ADEME, a permis de générer des modèles mathématiques simplifiés pour l'estimation des impacts environnementaux (dont les facteurs d'émission). Avec l'hypothèse majorante d'un lieu de fabrication des panneaux en Chine, le FE centrale PV est : 37.4 g eq CO₂/kWh.

Le changement d'affectation des sols (sols cultivés vers sols enherbés à court-moyen terme) n'est pas de nature à amoindrir l'effet largement positif du gain d'émission de CO₂ non émis grâce à la centrale. Les sols conserveront leur capacité à stocker du carbone.

¹ [incer-acv-2021-rapport.pdf \(ademe.fr\)](#)

² [INCER ACV - Impacts environnementaux de la filière photovoltaïque & évaluation des incertitudes \(webservice-energy.org\)](#)

RECOMMANDATION N°6 :

L'Autorité environnementale recommande de compléter l'analyse des impacts du projet en phase de démantèlement ou de renouvellement et de proposer des mesures de la séquence ERC afin d'en minimiser les impacts sur les fonctionnalités des sols.

Réponse :

Les centrales photovoltaïques sont composées d'installations légères facilement démontables et l'ensemble est conçu pour être entièrement démantelé de manière à restituer le terrain dans son état d'origine. Il s'agit d'ailleurs d'un engagement de TSE vis-à-vis du propriétaire du terrain, formalisé dans le contrat de bail.

Il s'agit de retirer les structures support des panneaux, qui sont simplement enfoncés dans le sol à faible profondeur et de procéder à l'enlèvement des locaux techniques qui n'ont pas de fondation. Après le retrait de câbles (également à faible profondeur), les tranchées seront rebouchées à partir des matériaux sur site, tout comme les percées générées par les pieux.

Les graves sur les pistes seront retirées et l'espace sera recolonisées naturellement par la végétation (comme cela se voit souvent déjà en phase exploitation sur des pistes engravées).

Les mesures ERC restent les mêmes que pour la phase construction ;

- une attention particulière sera portée au plan de circulation des engins pour limiter le tassement des sols. Au besoin, pour aérer les sols, une scarification sera mise en œuvre.
- passage d'un écologue et adaptation du planning en fonction de la phénologie des espèces

Ces travaux ne sont pas de nature à remettre en question la fonctionnalité locale des sols.

RECOMMANDATION N°7 :

L'Autorité environnementale recommande de préciser la note de calcul du bassin de rétention permettant de réduire les impacts sur les ruissellements du projet et de justifier les hypothèses retenues.

Réponse :

Pour donner suite à la demande de compléments en date du 28/05/24, la note de calcul hydraulique a été mise à jour. Vous trouverez celle-ci jointe à notre mémoire en réponse (« Etude relative à la gestion des eaux pluviales – Octobre 2024 »).

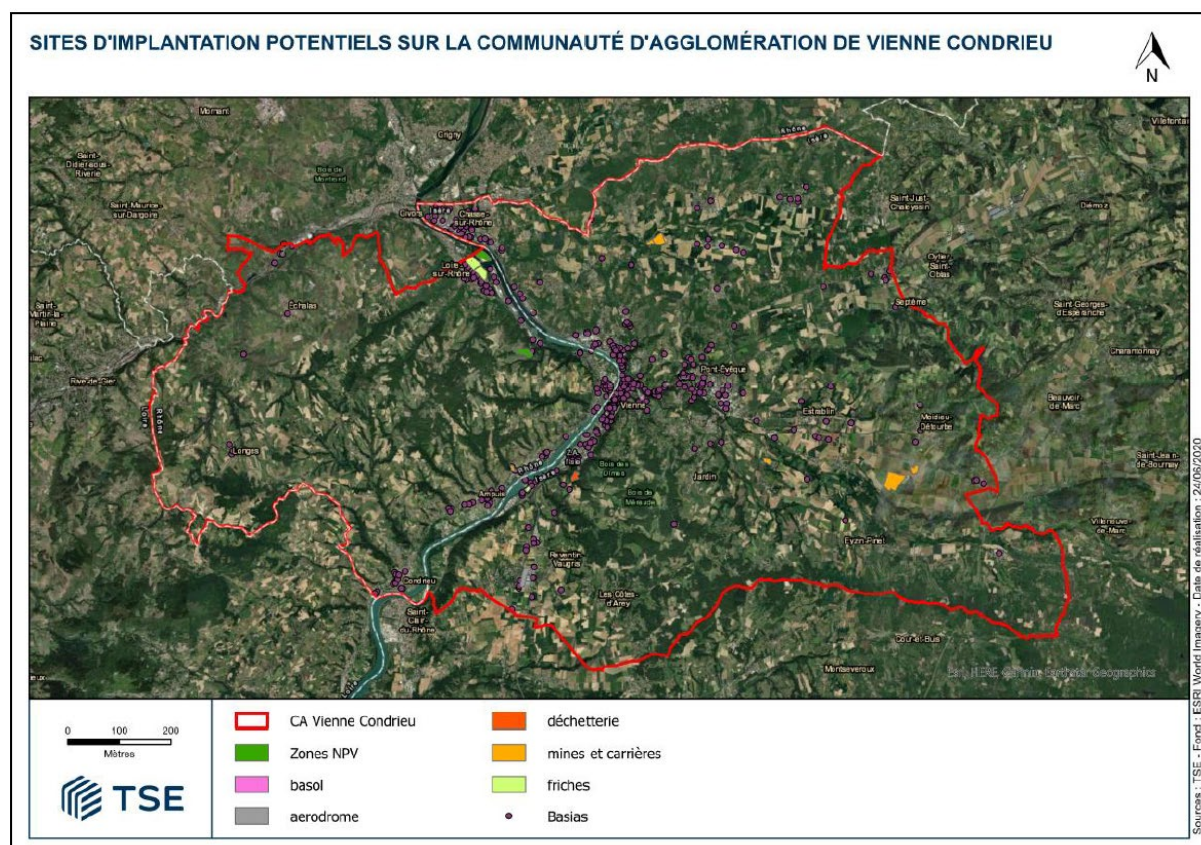
RECOMMANDATION N°8 :

L'Autorité environnementale recommande de présenter des alternatives d'implantation de ce projet sur des espaces de moindre sensibilité environnementale et agricoles et de justifier le choix retenu, notamment sur la base de critères environnementaux.

Réponse :

La justification du choix du site est détaillée au Chapitre IV « VARIANTES ENVISAGEES ET RAISONS DU CHOIX DU PROJET » en page 159 et suivantes de l'étude d'impact.

Il y est démontré en particulier la robustesse de la démarche de recherche cartographique de sites alternatifs, fondée sur une base de données multicritères très complète. Cette analyse réalisée à l'échelle du territoire de la communauté d'agglomération de Vienne Condrieu (cf. carte ci-dessous), a démontré que le site sélectionné sur la commune de Serpaize n'obérait pas d'autres sites plus favorables.



Sites d'implantation potentiels sur la communauté d'agglomération de Vienne Condrieu (Source : TSE)

De plus, sur la base d'un second niveau d'analyse portant sur la situation du site vis à vis des zonages environnementaux, agricoles, patrimoniaux, paysagers, réglementaires,.. il est démontré **l'absence de sensibilité rédhibitoire au droit du site et de ses abords**, à savoir :

- La comptabilité avec les documents d'urbanisme (les parcelles agricoles concernées par le projet, se situent en **zone Ui** du PLU de Serpaize)³
- La compatibilité avec le Plan de Prévention des Risques Technologiques
- La faible sensibilité écologique
- La faible sensibilité paysagère

Consciente de **l'usage agricole** de la parcelle, la société TSE a missionné la **Chambre d'agriculture de l'Isère** pour la réalisation d'une étude d'impact agricole (réalisée à l'automne 2024, et fournie en annexe II de l'étude d'impact) auprès des 3 exploitations agricoles utilisatrices de la zone. Découlant de cette

³ Le règlement écrit afférant à ce zonage Ui autorise, en dehors des constructions à usage industriel et d'entrepôt nécessaires aux activités économiques pétrolières, les constructions et installations nécessaires à des équipements d'intérêts collectifs et services publics (intégrant à ce titre les constructions industrielles concourant à la production d'énergie).

étude, des actions sont en cours afin de trouver et mobiliser du foncier en friche à l'échelle de Serpaize et de la communauté d'agglomération. A ce jour, 3.5 ha de friches agricoles ont déjà été proposées aux exploitants pour une remise en culture et 2.5 ha sont encore en recherche. **Ainsi la démarche engagée permet de compenser totalement l'impact agricole du projet en termes de consommation de surface.**

RECOMMANDATION N°9 :

L'Autorité environnementale recommande d'approfondir l'analyse des effets cumulés de l'ensemble des projets du territoire avec ce projet en matière de biodiversité volante, de paysage et de consommation d'espaces agricoles, et de mettre en place le cas échéant des mesures d'évitement et de réduction en la matière.

Réponse :

- **En ce qui concerne la biodiversité volante**, les 3 projets retenus pour l'analyse des effets cumulés sont présentés dans la Partie 5 du volet naturel de l'étude d'impact : BILAN DES ENJEUX, DES IMPACTS RESIDUELS ET DES MESURES 2. Cumul des incidences.

Le projet de Centrale photovoltaïque au sol – Urbasolar, Villette-de-Vienne (38) situé à environ 330 mètres présente les espèces volantes en commun susceptibles de subir des effets cumulés, à savoir le Busard Saint-Martin, l'Alouette des champs, la Noctule de Leisler et le groupe des « Pipistrelles ». L'analyse conclut à un cumul des effets probables et peu significatif pour l'Alouette des champs, espèce non protégée à faible enjeu de conservation. Les effets cumulés sont estimés très faibles à négligeables pour les autres espèces pré-citées.

En ce qui concerne les deux autres projets (Saint-Romain-en-Gal (69) : Parc photovoltaïque et Serpaize (38) : parc photovoltaïque) la MRAe a respectivement publié une absence d'avis les 06/03/2019 et 05/02/2019. En l'absence d'avis il n'est pas possible d'évaluer des effets cumulés sur la biodiversité volante sur ces deux études.

- **Pour le volet agricole** : se reporter à la réponse de la recommandation n°8.

A noter que l'interaction et le cumul des incidences sur le milieu agricole a été traité dans l'étude préalable agricole citée précédemment. Un extrait est proposé au paragraphe V.7.3 page 232 de l'étude d'impact. C'est notamment ce qui a permis de dimensionner la mesure compensatoire décrite dans la réponse à la recommandation n°8.

- L'analyse des effets cumulés **sur le paysage** est décrite au paragraphe V.7.5 page 232 de l'Etude d'impact, dont voici un extrait :

« la préexistence du motif solaire sur le territoire permet, au même titre que les pylônes électriques ou les dépôts d'hydrocarbure (infrastructures), de relativiser l'insertion paysagère de la centrale solaire étant donné que des incidences visuelles sont préexistantes et induites de ces projets.

*Le cumul de ces infrastructures permet de concentrer les incidences de ces installations au sein d'une zone ne présentant pas d'enjeu majeur (très faible fréquentation). Dans ce sens, cette concentration présente l'avantage de limiter l'effet de mitage et de banalisation des paysages. **Une incidence cumulée faible est donc retenue ici** ».*

Il apparaît que des précisions complémentaires ne sont pas nécessaires, considérant l'ensemble des observations formulées par la MRAE dans son avis rendu le 22/10/2024 sur le projet PV de Serpaize, à savoir :

- Que l'étude d'impact présente très clairement les sensibilités paysagères (p.10) ;
- Que les incidences paysagères du projet apparaissent prises en compte (p. 11) ;
- Que le constat d'impacts cumulés acceptables sur les visibilitées paysagères apparait argumenté de manière proportionnée par l'Autorité environnementale (p.15).

RECOMMANDATION N°10 :

L'Autorité environnementale recommande d'étendre le dispositif de suivi à l'ensemble des enjeux et mesures et à la phase d'exploitation.

Réponse :

Au vu des impacts résiduels du projet, aucun suivi scientifique des impacts de la centrale n'est préconisé. Afin de suivre les mesures mises en œuvre durant la phase exploitation et d'obtenir un retour d'expérience sur la colonisation de grandes cultures transformées en centrale photovoltaïque au sol, TSE propose de mettre en œuvre un suivi BAI (Before After Impact) des communautés d'orthoptères. Ce protocole consiste à faire 1 inventaire en mai-juin et 1 inventaire en juillet-août des orthoptères selon un protocole répétable de transects. Ce suivi aura lieu à N-1 (avant la création de la centrale), à N+1, N+6 et N+11.

3

Avis de la MRAe et Mémoire de réponse

Arrondissement de Vienne
Canton de Vienne-Nord

MAIRIE
de
SERPAIZE

38200

04.74.57.98.17
secretariat@mairie-serpaize.fr

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné, KECHICHIAN MAX, Maire de la Commune de SERPAIZE (Isère),

CERTIFIE que l'Arrêté préfectoral du 13 août 2025 portant ouverture de l'enquête publique préalable à la délivrance d'un permis de construire sollicité dans le cadre du projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol à Serpaize,

a fait l'objet d'un affichage,

à compter du 25 août 2025 jusqu'au 15 octobre 2025 inclus.

En foi de quoi, le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.-

Serpaize, le 20 novembre 2025

Le Maire
Max Kéchichian

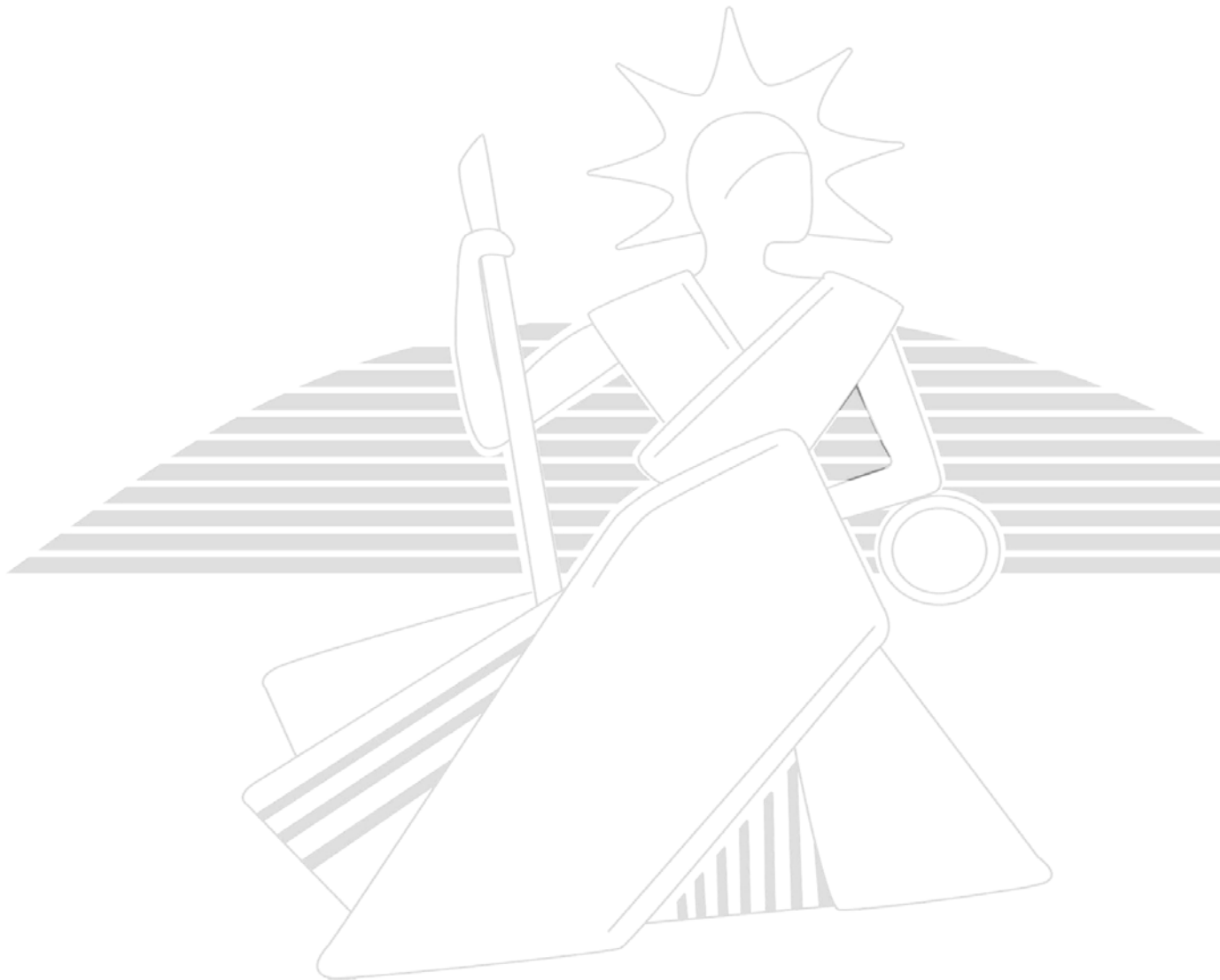


PMG

COMMISSAIRES DE JUSTICE

— ASSOCIÉS —

Maître Axel PARTENSKY - Maître Thomas MARTINS GOMES



SARL PMG Associés
47 Cours de la liberté 69003 LYON
Tél. 04.78.60.06.14
etude@pmg-huissiers.fr
www.pmg-huissiers.fr

PREMIERE EXPEDITION

Sarl PMG Associés

Office de Commissaire de Justice

47 Cours de la Liberté - 69003 LYON

 : **04.78.60.06.14** - E.mail: constat@pmg-huissiers.fr

**PROCES-VERBAL
DE CONSTAT D’AFFICHAGE
D’AVIS D’ENQUETE PUBLIQUE**

Le VENDREDI VINGT NEUF AOUT DEUX MILLE VINGT CINQ

Agissant à la demande de :

La **Société SERPAIZE PV** représentée par la Société TSE domiciliée au 55 allée Pierre Ziler à 06560 VALBONNE.

Laquelle me requiert :

A l'effet de dresser un procès-verbal de constat d'affichage d'AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE.

Déférant à cette réquisition,

Nous, Axel PARTENSKY et Thomas MARTINS GOMES, Commissaires de Justice associés au sein de la Sarl PMG Associés, Titulaire d'un Office de Commissaires de Justice, sis 47 Cours de la Liberté 69003 Lyon, l'un d'eux soussigné,

Certifie m'être transporté ce jour :

- à la **MAIRIE DE SERPAIZE** sis 115 place du 19 Mars 1962 à 38200 SERPAIZE.

Là étant, je constate que l'affichage d'enquête publique est bien visible en extérieur.

Planche photo 1

- **5000 Chasson E 28200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 2

- **250 Route des Vignes à 38200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 3

- **8 Route de Mons à 38200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 4

- **5000 Route de Torgue à 38200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 5

-105 Route de la Pivolée à 38200 SERPAIZE

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 6

De tout ce qui précède, j'ai dressé et délivré le présent procès-verbal de constat, établi sur 03 pages, et 30 photographies annexées, pour servir et valoir ce que de droit,





1



2



3



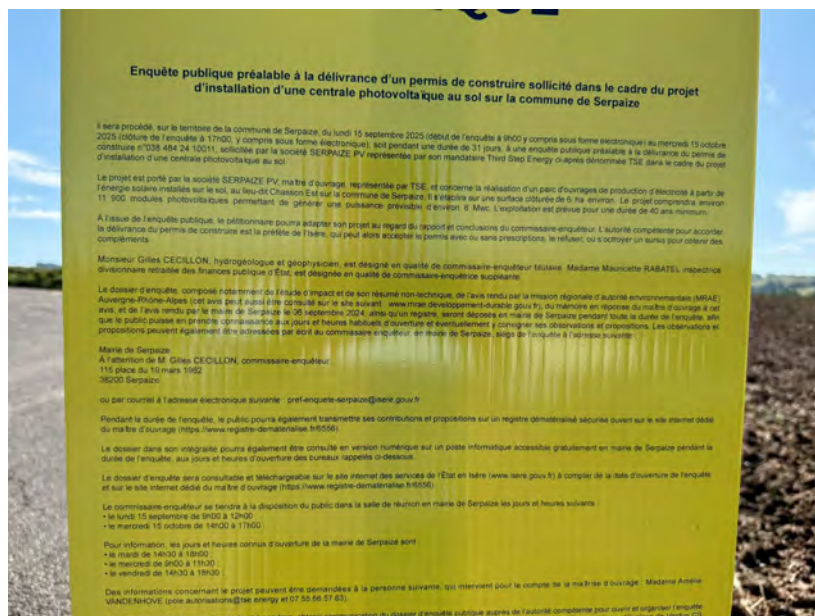
1



2



3



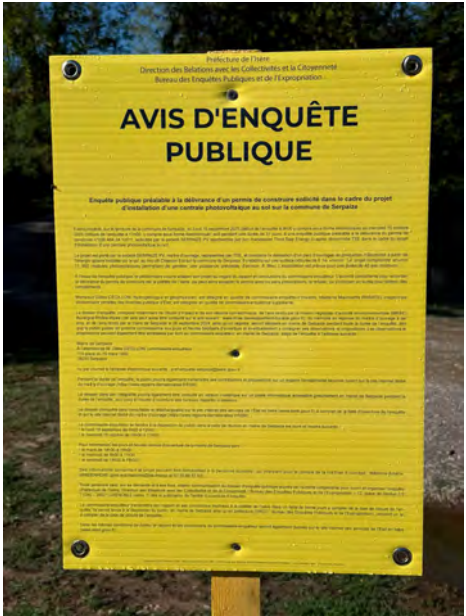
4



5



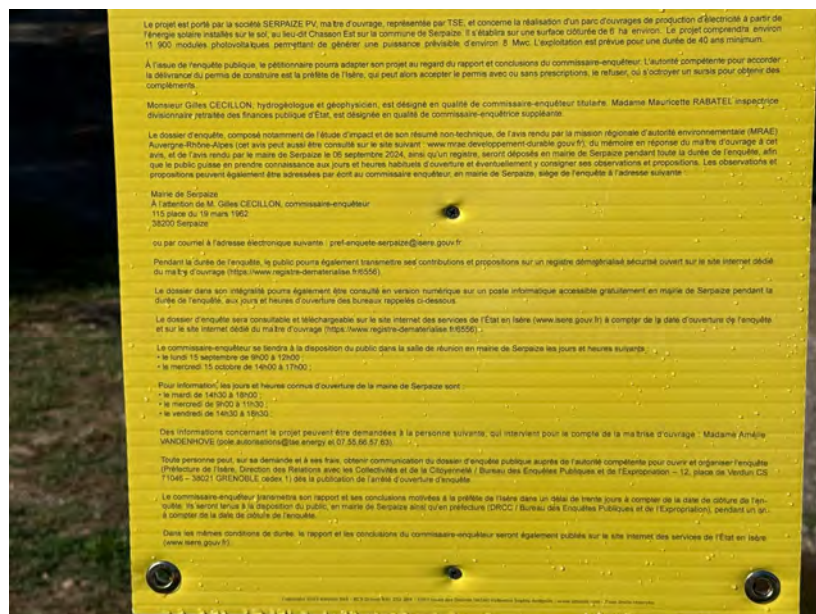
1



2



3





1



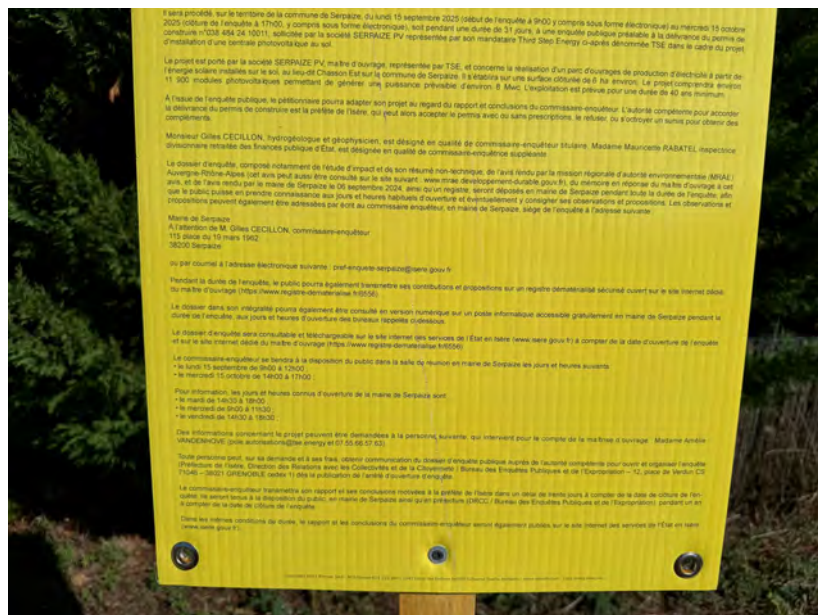
2



3



4



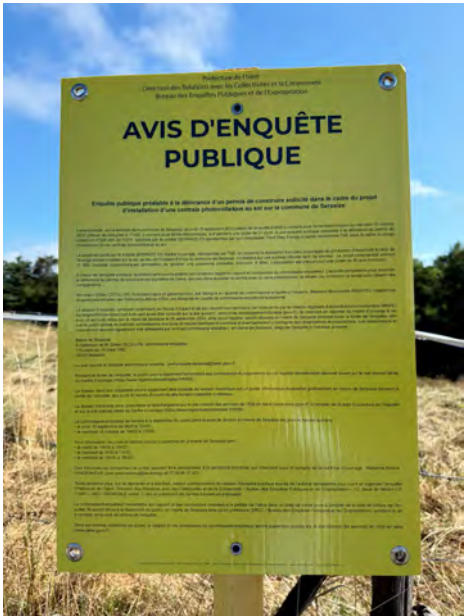
5



1



2



3



4



5



1



2



3



4



5

PMG

COMMISSAIRES DE JUSTICE


— ASSOCIÉS —

Maître Axel PARTENSKY - Maître Thomas MARTINS GOMES



SARL PMG Associés
47 Cours de la liberté 69003 LYON
Tél. 04.78.60.06.14- Fax. 04.78.60.07.80
etude@pmg-huissiers.fr
www.pmg-huissiers.fr

PREMIERE EXPEDITION

<p>Sarl PMG Associés</p> <p>Office de Commissaire de Justice</p> <p>47 Cours de la Liberté - 69003 LYON</p> <p> : 04.78.60.06.14 - E.mail: constat@pmg-huissiers.fr</p>
--

<p>PROCES-VERBAL DE CONSTAT D’AFFICHAGE D’ENQUETE PUBLIQUE</p>

Le LUNDI QUINZE SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT CINQ

Agissant à la demande de :

La **Société SERPAIZE PV** représentée par la Société TSE domiciliée au 55 allée Pierre Ziler à 06560 VALBONNE.

Laquelle me requiert :

A l'effet de dresser un procès-verbal de constat d'affichage d'AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE.

Déférant à cette réquisition,

Nous, Axel PARTENSKY et Thomas MARTINS GOMES, Commissaires de Justice associés au sein de la Sarl PMG Associés, Titulaire d'un Office de Commissaires de Justice, sis 47 Cours de la Liberté 69003 Lyon, l'un d'eux soussigné,

Certifie m'être transporté ce jour :

- à la **MAIRIE DE SERPAIZE** sis 115 place du 19 Mars 1962 à 38200 SERPAIZE.

Là étant, je constate que l'affichage d'enquête publique est bien visible en extérieur.

Planche photo 1

- **5000 Chasson E 28200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 2

- **250 Route des Vignes à 38200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 3

- **8 Route de Mons à 38200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 4

- **5000 Route de Torgue à 38200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 5

-105 Route de la Pivolée à 38200 SERPAIZE

Là étant, je constate que le panneau d’affichage d’enquête publique est bien en place.

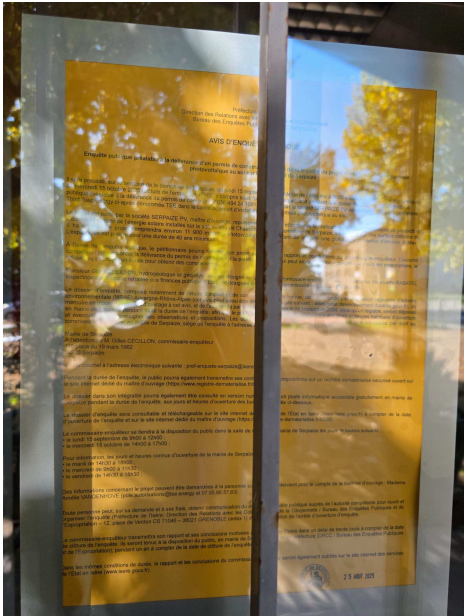
Planche photo 6

De tout ce qui précède, j’ai dressé et délivré le présent procès-verbal de constat, établi sur 03 pages, et 29 photographies annexées, pour servir et valoir ce que de droit,

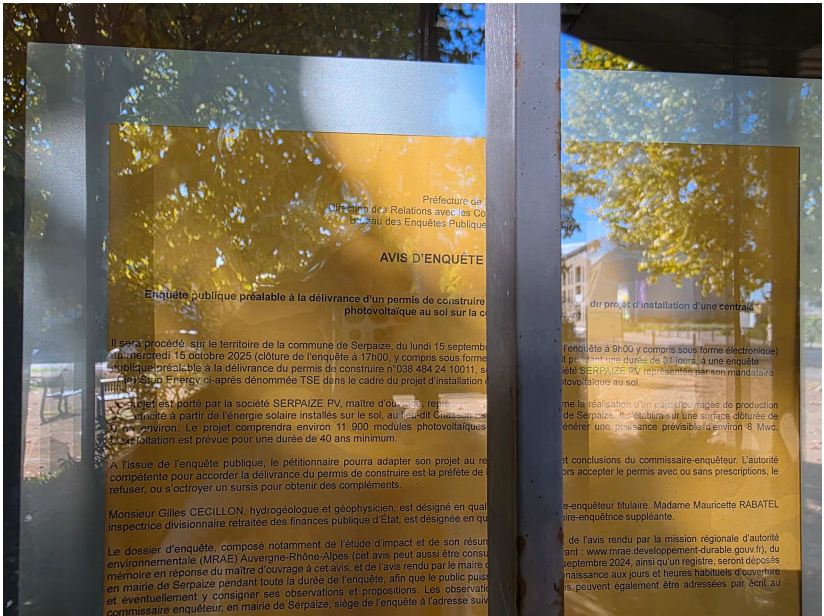




1



2



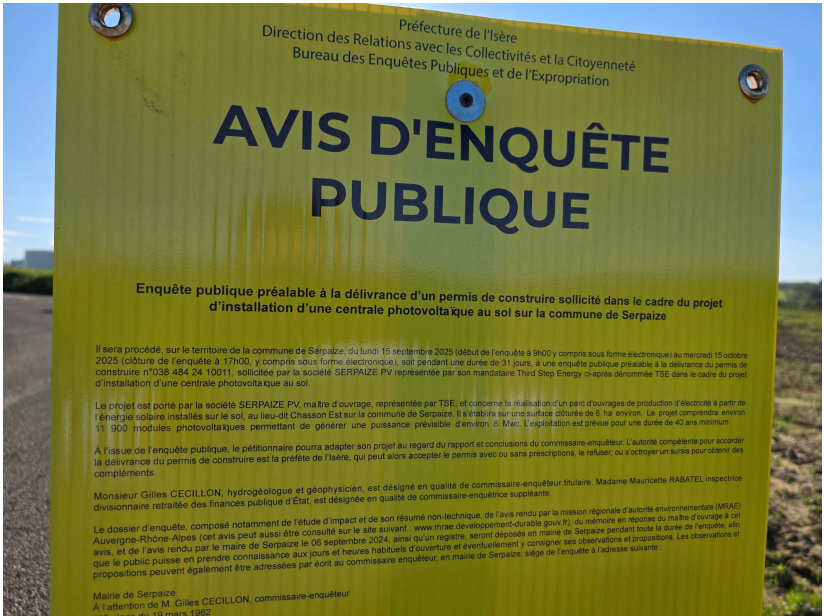
3



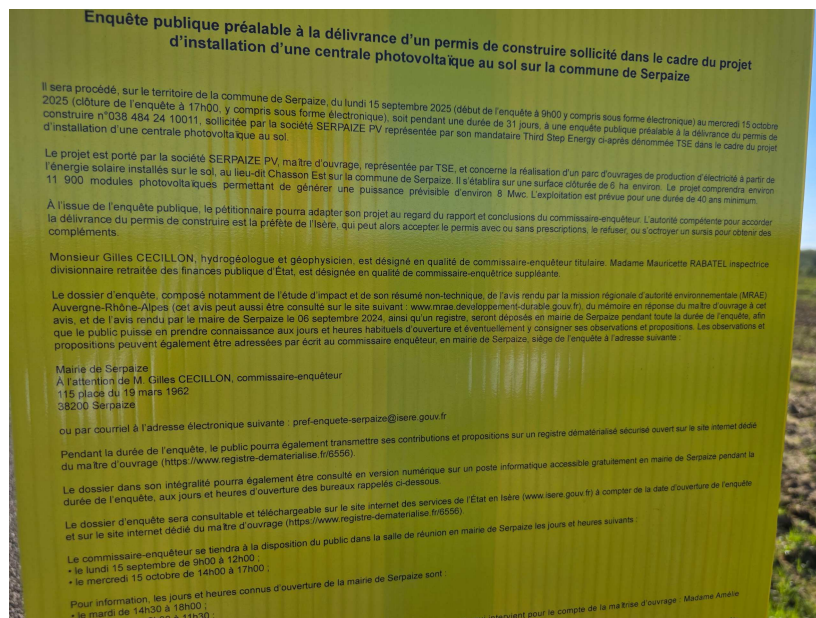
1



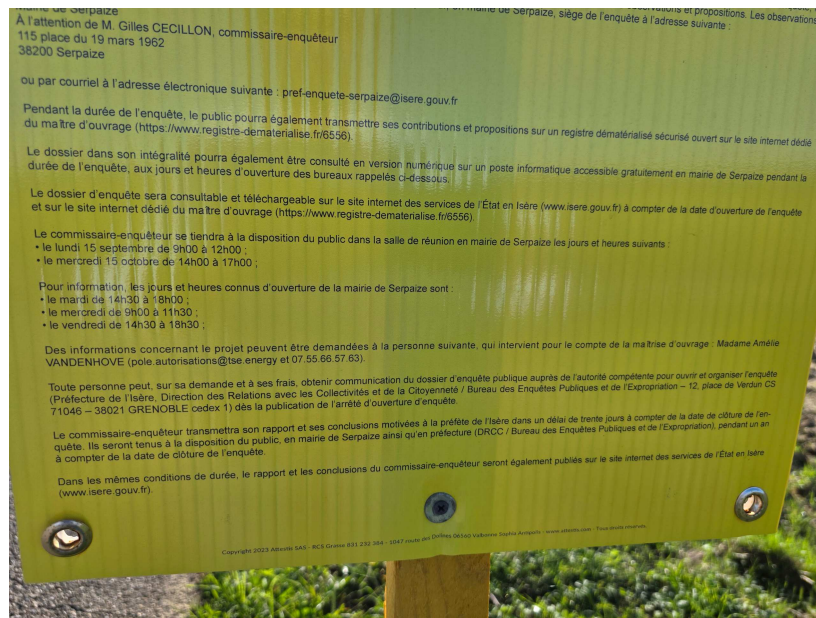
2



3



4



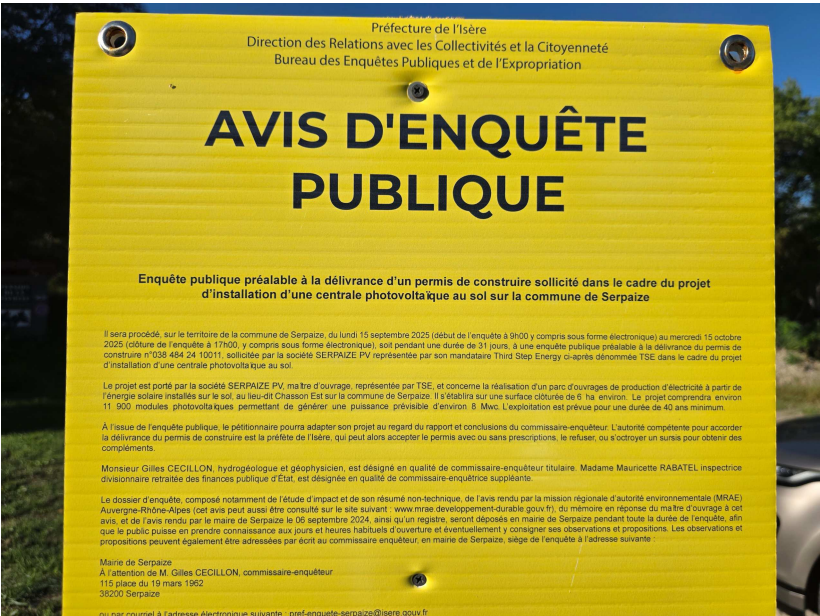
5



1



2



3

construire n°038 484 24 10011, sollicitée par la société SERPAIZE PV représentée par son mandataire Third Step Energy ci-après dénommée TSE dans le cadre du projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol.

Le projet est porté par la société SERPAIZE PV, maître d'ouvrage, représentée par TSE, et concerne la réalisation d'un parc d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installée sur le sol, au lieu-dit Chasson Est sur la commune de Serpaize. Il s'établira sur une surface clôturée de 6 ha environ. Le projet comprendra environ 11 900 modules photovoltaïques permettant de générer une puissance prévisible d'environ 8 Mwc. L'exploitation est prévue pour une durée de 40 ans minimum.

A l'issue de l'enquête publique, le pétitionnaire pourra adapter son projet au regard du rapport et conclusions du commissaire-enquêteur. L'autorité compétente pour accorder la délivrance du permis de construire est la préfète de l'Isère, qui peut alors accepter le permis avec ou sans prescriptions, le refuser, ou s'octroyer un sursis pour obtenir des compléments.

Monsieur Gilles CECILLON, hydrogéologue et géophysicien, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire. Madame Mauricette RABATEL inspectrice divisionnaire retraitée des finances publique d'Etat, est désignée en qualité de commissaire-enquêtrice suppléante.

Le dossier d'enquête, composé notamment de l'étude d'impact et de son résumé non-technique, de l'avis rendu par la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) Auvergne-Rhône-Alpes (cet avis peut aussi être consulté sur le site suivant : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr), du mémoire en réponse du maître d'ouvrage à cet avis, et de l'avis rendu par le maire de Serpaize le 06 septembre 2024, ainsi qu'un registre, seront déposés en mairie de Serpaize pendant toute la durée de l'enquête, afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture et éventuellement y consigner ses observations et propositions. Les observations et propositions peuvent également être adressées par écrit au commissaire enquêteur, en mairie de Serpaize, siège de l'enquête à l'adresse suivante :

Mairie de Serpaize
À l'attention de M. Gilles CECILLON, commissaire-enquêteur
115 place du 19 mars 1962
38200 Serpaize

ou par courriel à l'adresse électronique suivante : pref-enquete-serpaize@isere.gouv.fr

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra également transmettre ses contributions et propositions sur un registre dématérialisé sécurisé ouvert sur le site internet dédié du maître d'ouvrage (<https://www.registre-dematerialisee.fr/6556>).

Le dossier dans son intégralité pourra également être consulté en version numérique sur un poste informatique accessible gratuitement en mairie de Serpaize pendant la durée de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture des bureaux rappelés ci-dessous.

Le dossier d'enquête sera consultable et téléchargeable sur le site internet des services de l'Etat en Isère (www.isere.gouv.fr) à compter de la date d'ouverture de l'enquête et sur le site internet dédié du maître d'ouvrage (<https://www.registre-dematerialisee.fr/6556>).

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public dans la salle de réunion en mairie de Serpaize les jours et heures suivants :

- le lundi 15 septembre de 9h00 à 12h00 ;
- le mercredi 15 octobre de 14h00 à 17h00 ;

Pour information, les jours et heures connus d'ouverture de la mairie de Serpaize sont :

- le mardi de 14h30 à 18h00 ;
- le mercredi de 9h00 à 11h30 ;
- le vendredi de 14h30 à 18h30 ;

Des informations concernant le projet peuvent être demandées à la personne suivante, qui intervient pour le compte de la maîtrise d'ouvrage : Madame Amélie VANDENHOVE (pole.autorisations@tse.energy et 07.55.66.57.63).

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête (Préfecture de l'Isère, Direction des Relations avec les Collectivités et de la Citoyenneté / Bureau des Enquêtes Publiques et de l'Expropriation – 12, place de Verdun CS 71046 – 38021 GRENOBLE cedex 1) dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Le commissaire-enquêteur transmettra son rapport et ses conclusions motivées à la préfète de l'Isère dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront tenus à la disposition du public, en mairie de Serpaize ainsi qu'en préfecture (DRCC / Bureau des Enquêtes Publiques et de l'Expropriation), pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Mairie de Serpaize
À l'attention de M. Gilles CECILLON, commissaire-enquêteur
115 place du 19 mars 1962
38200 Serpaize

ou par courriel à l'adresse électronique suivante : pref-enquete-serpaize@isere.gouv.fr

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra également transmettre ses contributions et propositions sur un registre dématérialisé sécurisé ouvert sur le site internet dédié du maître d'ouvrage (<https://www.registre-dematerialisee.fr/6556>).

Le dossier dans son intégralité pourra également être consulté en version numérique sur un poste informatique accessible gratuitement en mairie de Serpaize pendant la durée de l'enquête, aux jours et heures d'ouverture des bureaux rappelés ci-dessous.

Le dossier d'enquête sera consultable et téléchargeable sur le site internet des services de l'Etat en Isère (www.isere.gouv.fr) à compter de la date d'ouverture de l'enquête et sur le site internet dédié du maître d'ouvrage (<https://www.registre-dematerialisee.fr/6556>).

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public dans la salle de réunion en mairie de Serpaize les jours et heures suivants :

- le lundi 15 septembre de 9h00 à 12h00 ;
- le mercredi 15 octobre de 14h00 à 17h00 ;

Pour information, les jours et heures connus d'ouverture de la mairie de Serpaize sont :

- le mardi de 14h30 à 18h00 ;
- le mercredi de 9h00 à 11h30 ;
- le vendredi de 14h30 à 18h30 ;

Des informations concernant le projet peuvent être demandées à la personne suivante, qui intervient pour le compte de la maîtrise d'ouvrage : Madame Amélie VANDENHOVE (pole.autorisations@tse.energy et 07.55.66.57.63).

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête (Préfecture de l'Isère, Direction des Relations avec les Collectivités et de la Citoyenneté / Bureau des Enquêtes Publiques et de l'Expropriation – 12, place de Verdun CS 71046 – 38021 GRENOBLE cedex 1) dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Le commissaire-enquêteur transmettra son rapport et ses conclusions motivées à la préfète de l'Isère dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront tenus à la disposition du public, en mairie de Serpaize ainsi qu'en préfecture (DRCC / Bureau des Enquêtes Publiques et de l'Expropriation), pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dans les mêmes conditions de durée, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront également publiés sur le site internet des services de l'Etat en Isère (www.isere.gouv.fr).

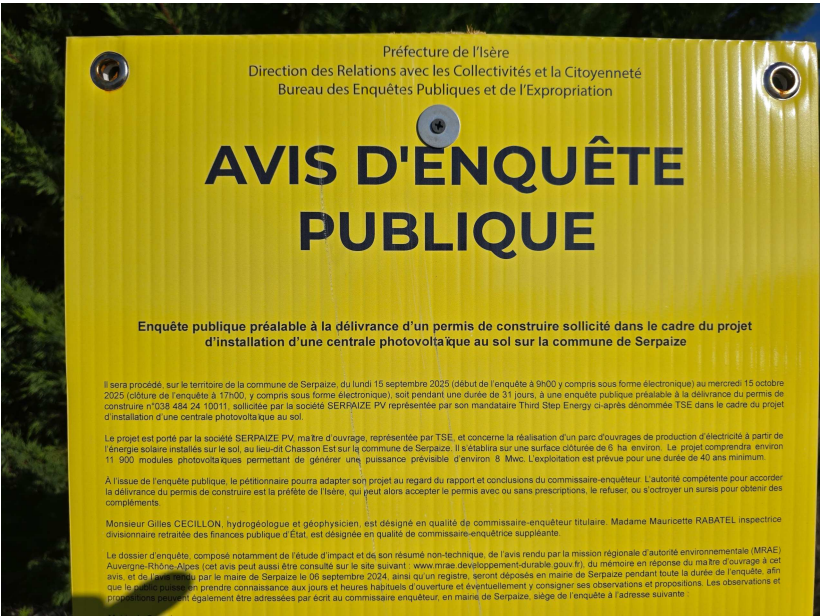
Copyright 2024 Atroris SAS - RCS Greno 845 022 984 - 1007 route des Dardes 38140 Valbonne Sophia Antipolis - www.atroris.com - Tous droits réservés



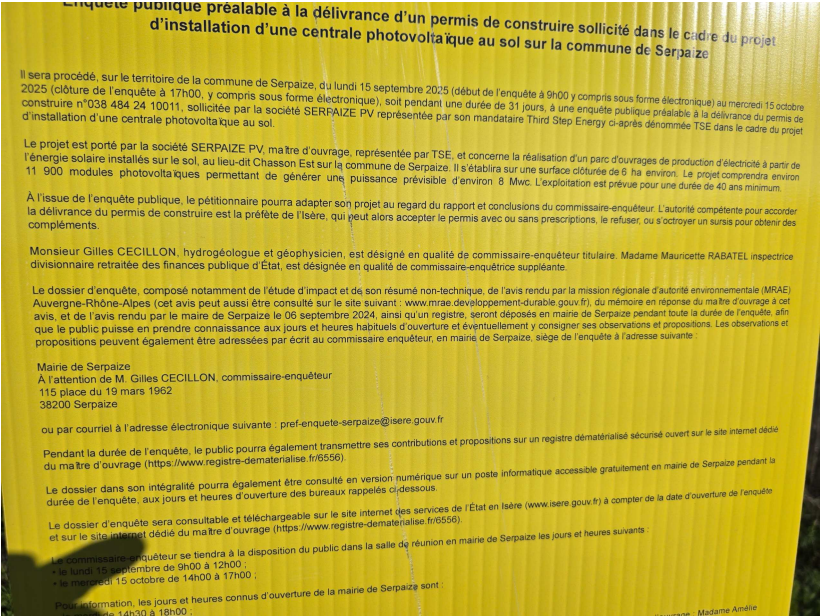
1



2

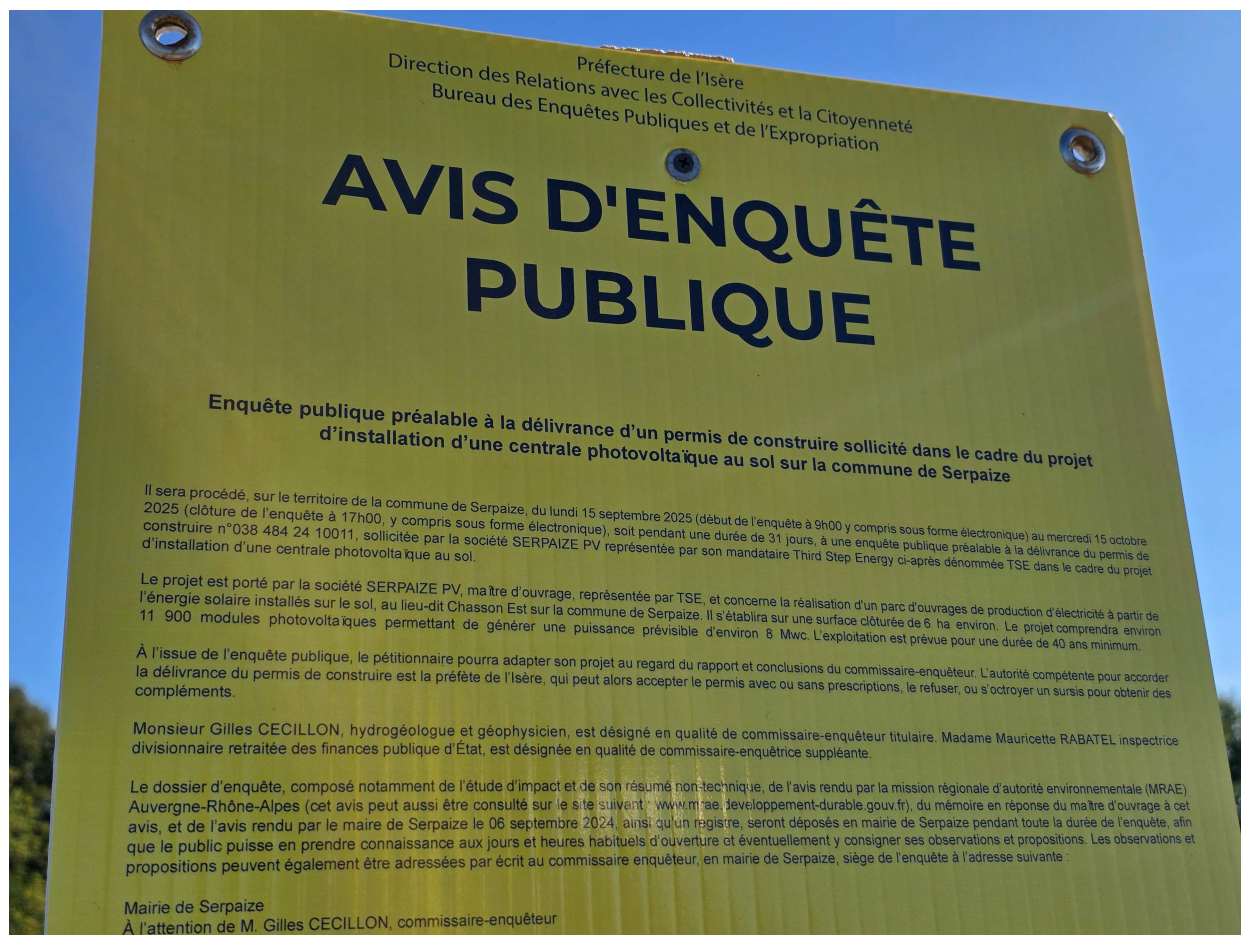


3

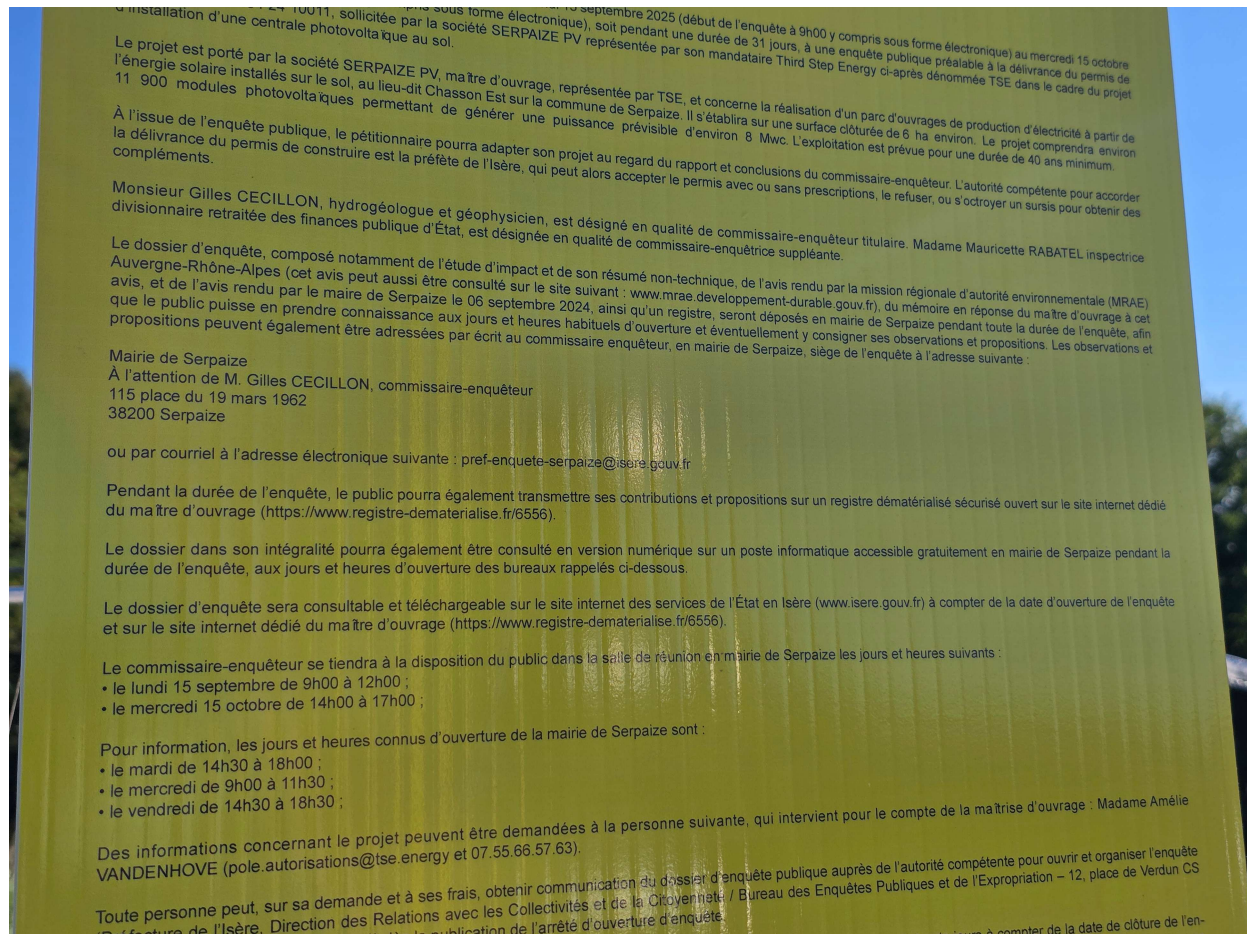




1

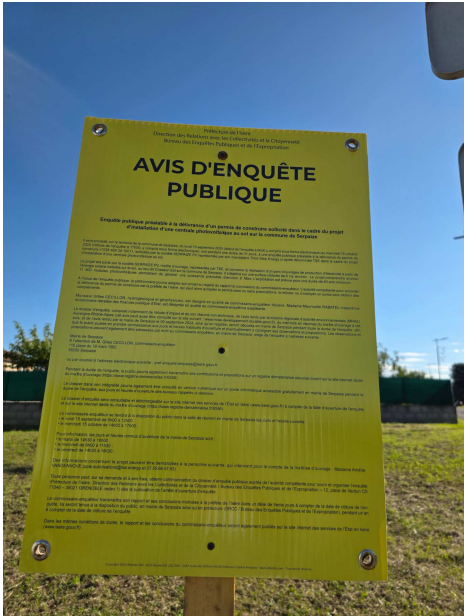


2





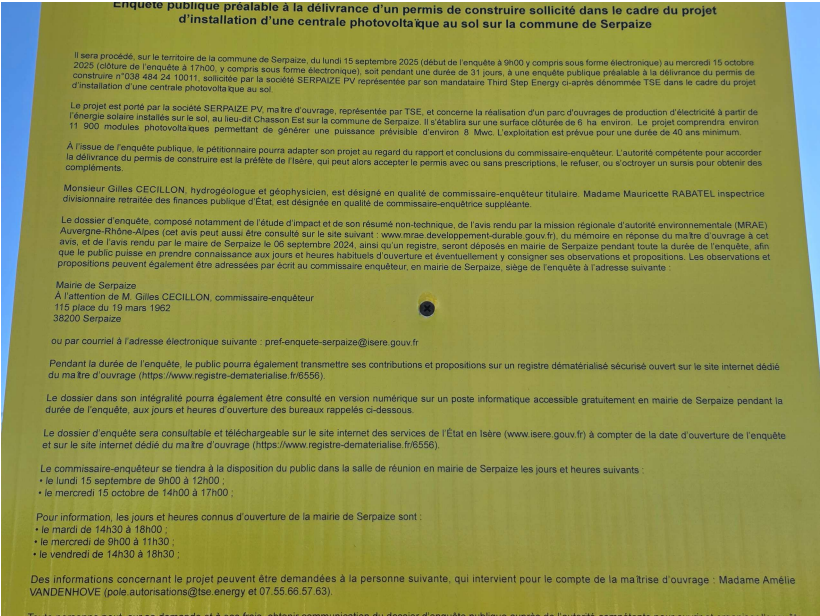
1



2



3

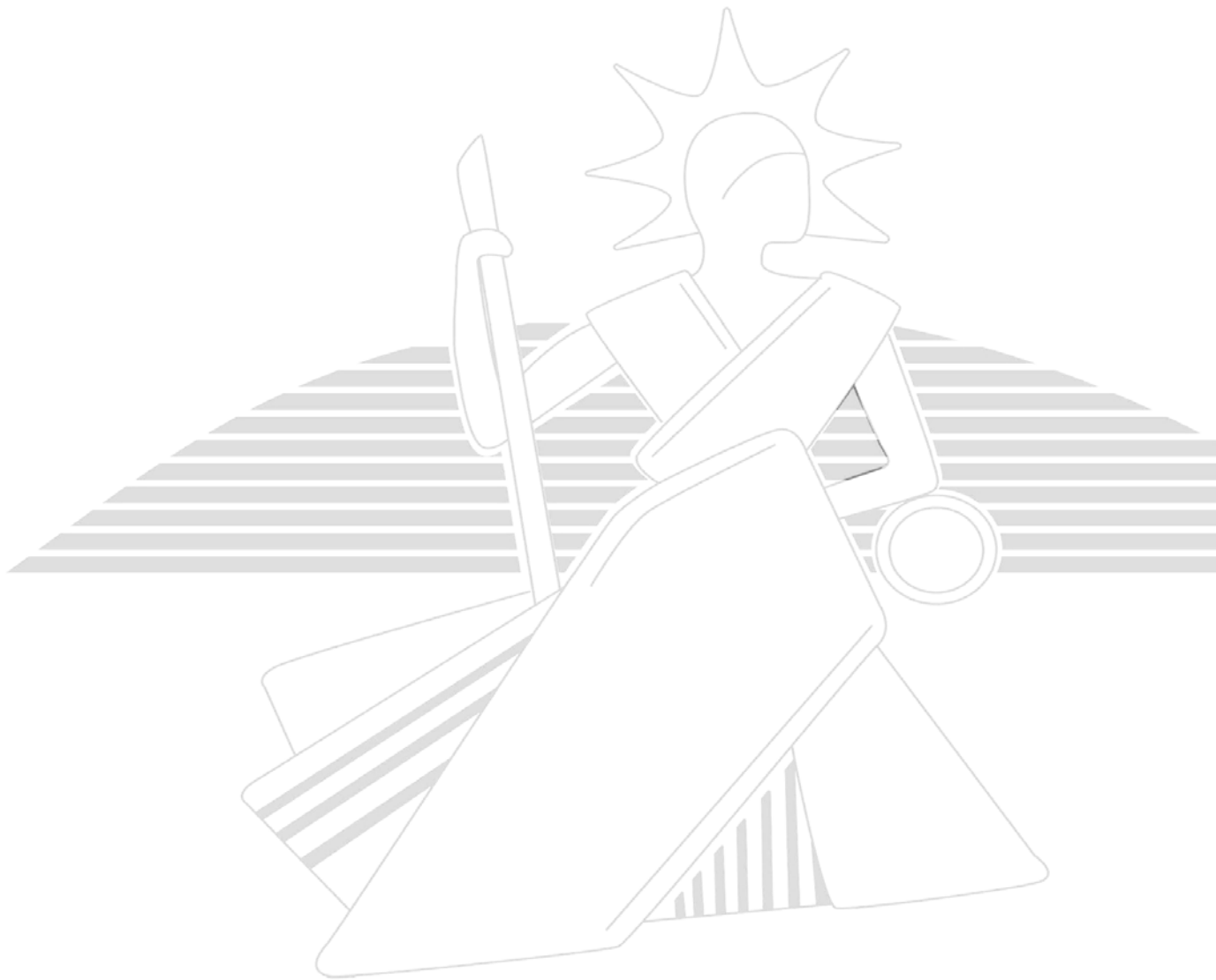


PMG

COMMISSAIRES DE JUSTICE

— ASSOCIÉS —

Maître Axel PARTENSKY - Maître Thomas MARTINS GOMES



SARL PMG Associés
47 Cours de la liberté 69003 LYON
Tél. 04.78.60.06.14- Fax. 04.78.60.07.80
etude@pmg-huissiers.fr
www.pmg-huissiers.fr

PREMIERE EXPEDITION

Sarl PMG Associés

Office de Commissaire de Justice

47 Cours de la Liberté - 69003 LYON

 : **04.78.60.06.14** - E.mail: constat@pmg-huissiers.fr

**PROCES-VERBAL
DE CONSTAT D’AFFICHAGE
D’ENQUETE PUBLIQUE**

Le VENDREDI QUINZE OCTOBRE DEUX MILLE VINGT CINQ

Agissant à la demande de :

La **Société SERPAIZE PV** représentée par la Société TSE domiciliée au 55 allée Pierre Ziler à 06560 VALBONNE.

Laquelle me requiert :

A l'effet de dresser un procès-verbal de constat d'affichage d'AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE.

Déférant à cette réquisition,

Nous, Axel PARTENSKY et Thomas MARTINS GOMES, Commissaires de Justice associés au sein de la Sarl PMG Associés, Titulaire d'un Office de Commissaires de Justice, sis 47 Cours de la Liberté 69003 Lyon, l'un d'eux soussigné,

Certifie m'être transporté ce jour :

- à la **MAIRIE DE SERPAIZE** sis 115 place du 19 Mars 1962 à 38200 SERPAIZE.

Là étant, je constate que l'affichage d'enquête publique est bien visible en extérieur.

Planche photo 1

- **5000 Chasson E 28200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 2

- **250 Route des Vignes à 38200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 3

- **8 Route de Mons à 38200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 4

- **5000 Route de Torgue à 38200 SERPAIZE**

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

Planche photo 5

-105 Route de la Pivolée à 38200 SERPAIZE

Là étant, je constate que le panneau d'affichage d'enquête publique est bien en place.

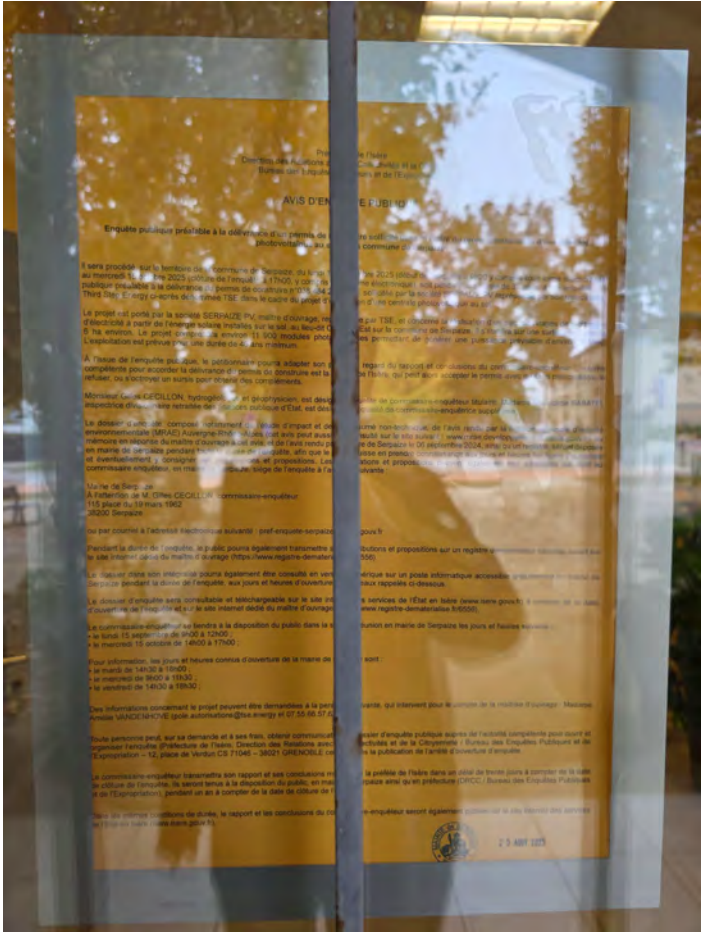
Planche photo 6

De tout ce qui précède, j'ai dressé et délivré le présent procès-verbal de constat, établi sur 03 pages, et 24 photographies annexées, pour servir et valoir ce que de droit,

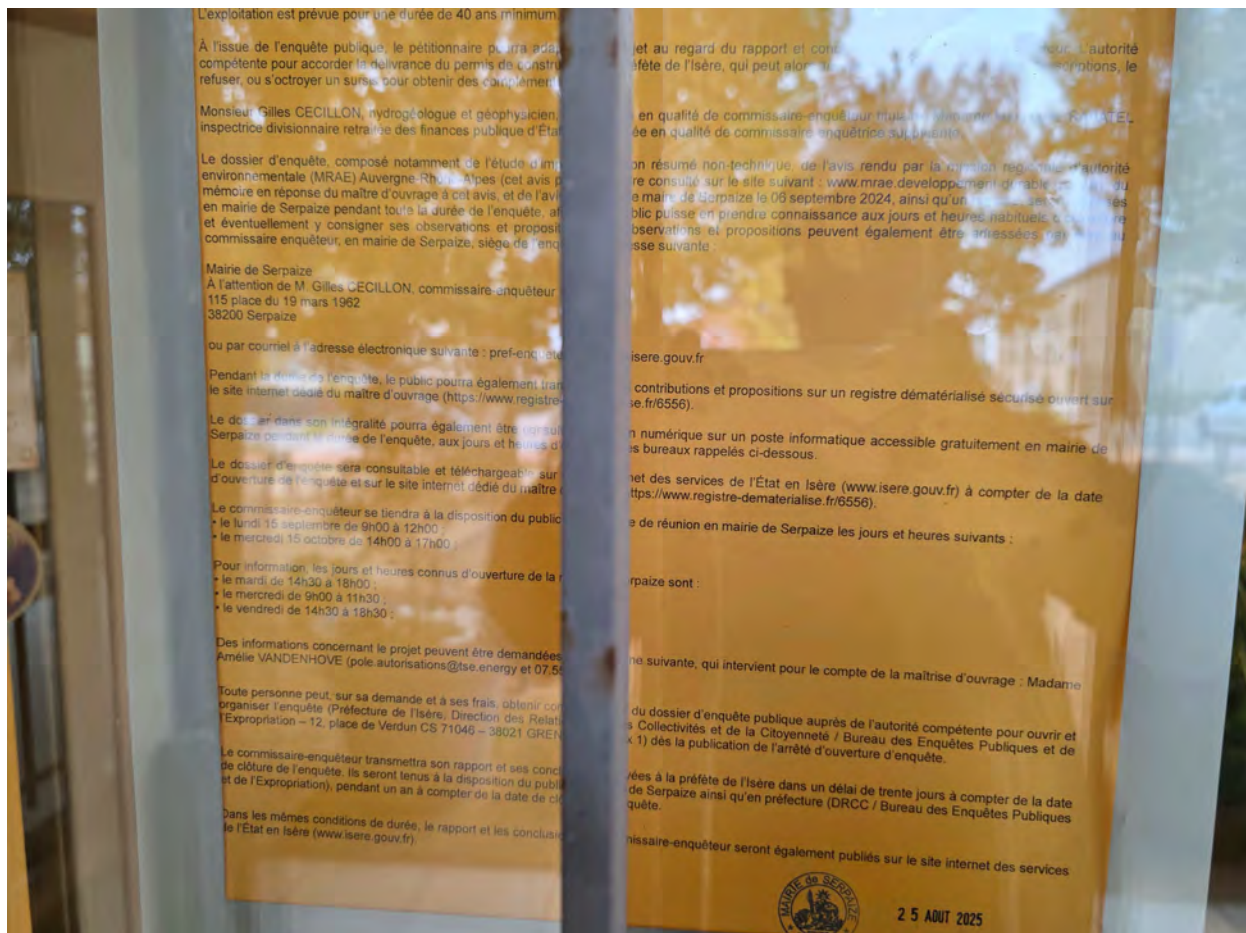
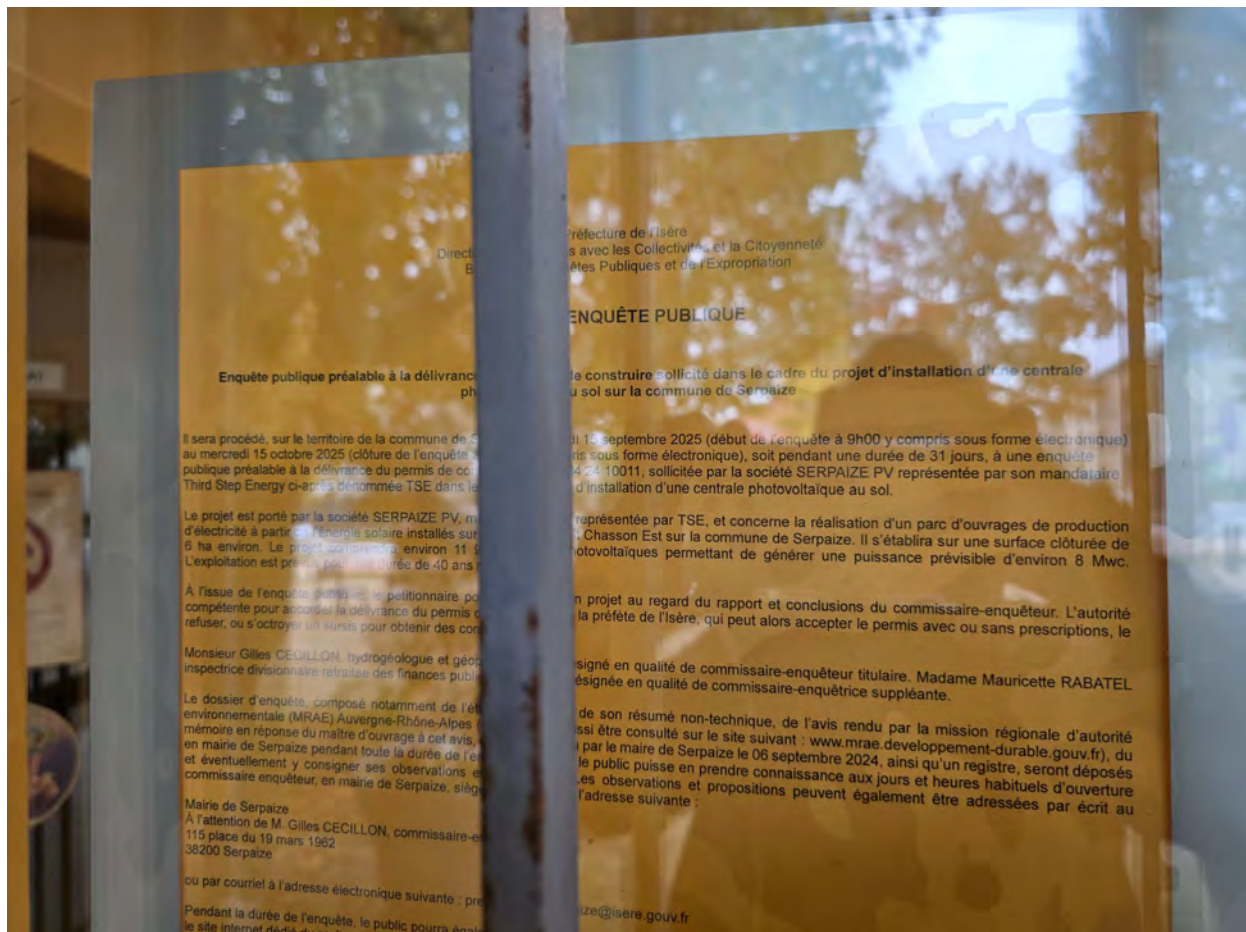




1



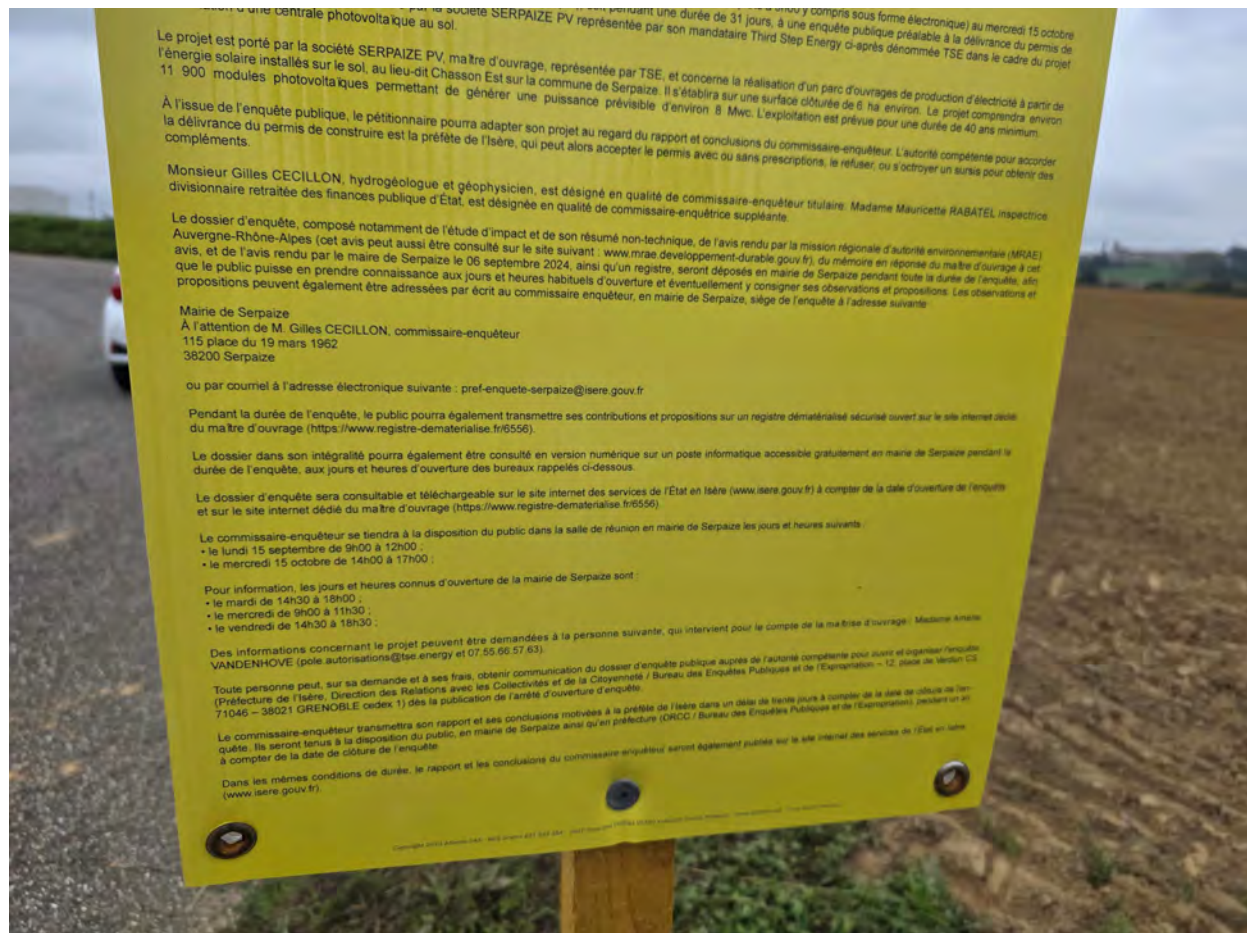
2







3



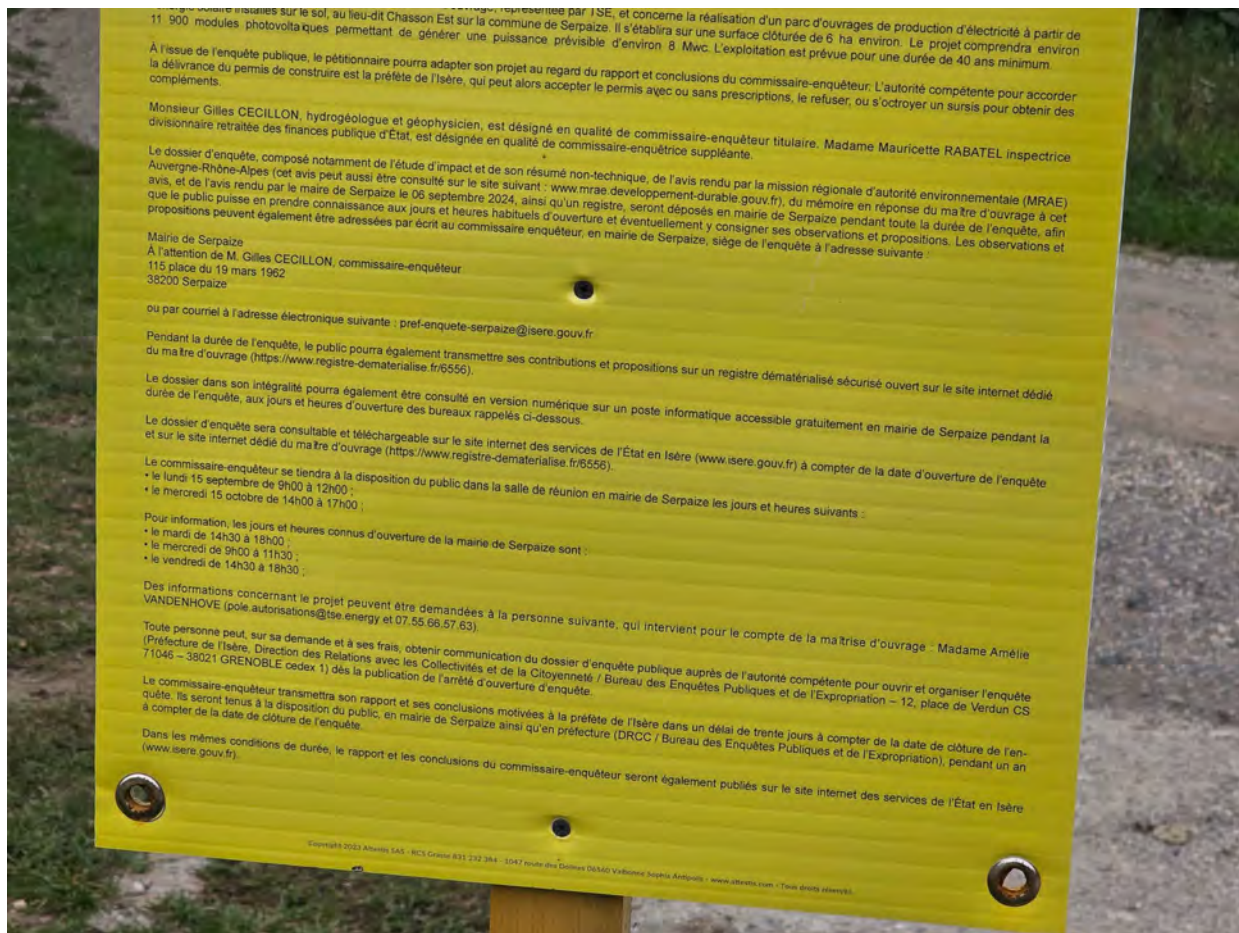
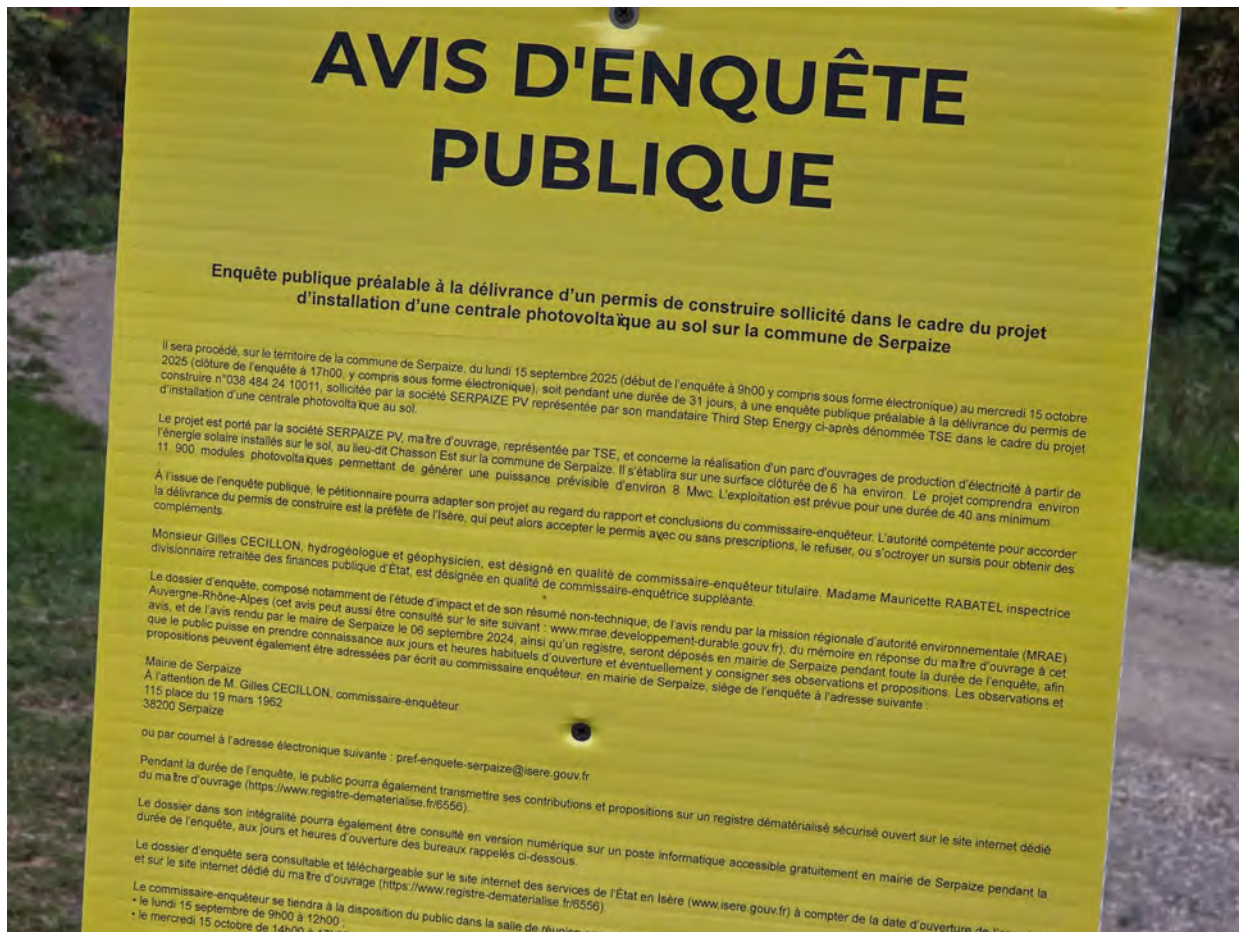
4



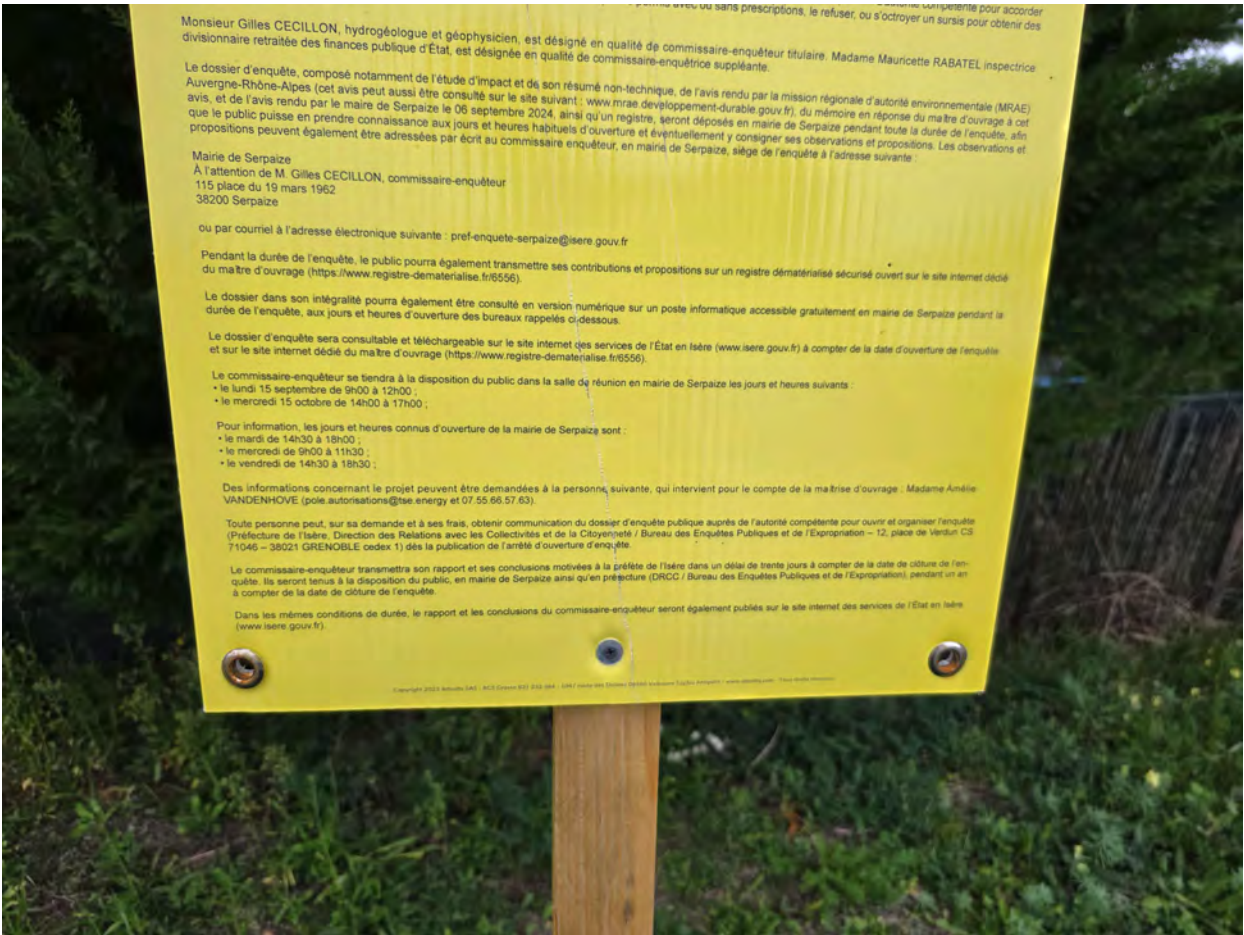
1



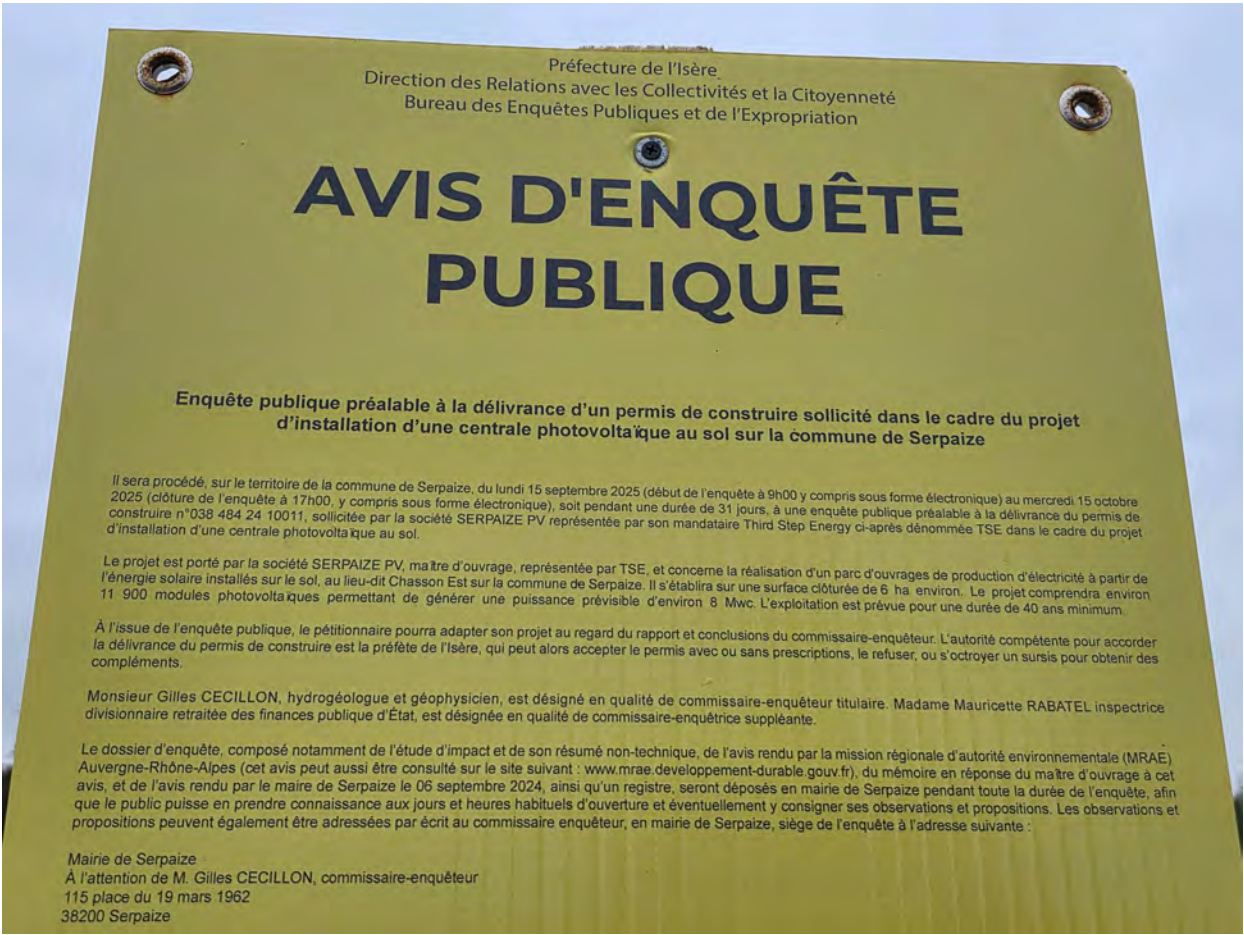
2









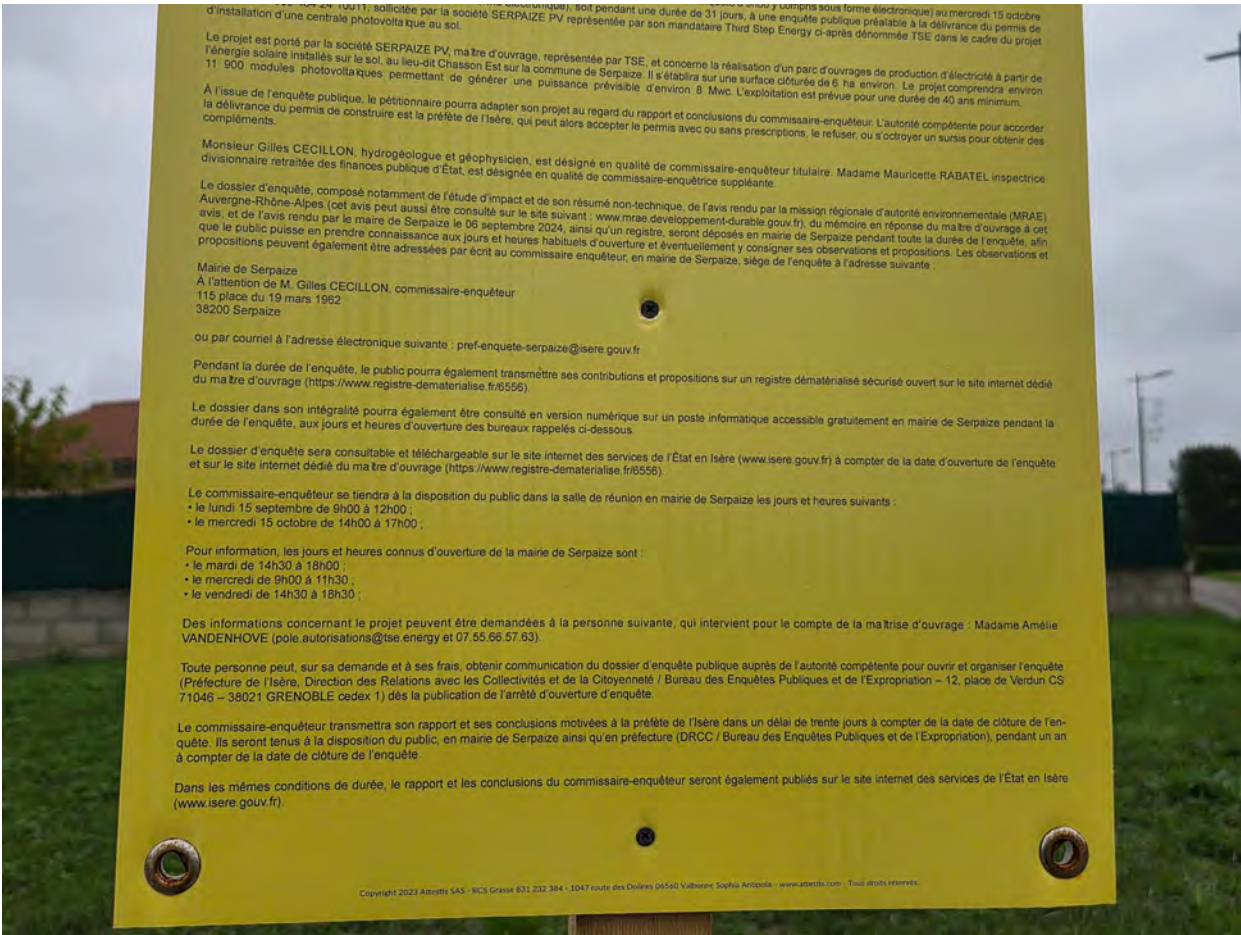




1



2



4

Certificats d'affichage de la mairie et du maître d'ouvrage

5

Contributions du public

5.1 Contributions numériques

SERPAIZE : délivrance d'un permis de construire sollicité dans le cadre du projet d'installation d'une centrale photovoltaïque au sol

<https://www.registre-dematerialise.fr/6556/>

Contributions dématérialisées uniquement

Dates

Du lundi 15 septembre 2025 à 09h00 au mercredi 15 octobre 2025 à 17h00

Référence du Tribunal Administratif

Décision n° E25000155/38 en date du 16 juillet 2025 - Tribunal Administratif de GRENOBLE

Arrêté d'ouverture

Arrêté préfectoral en date du 13 août 2025

Commissaire enquêteur(rice)

Monsieur Gilles CECILLON

Commissaire enquêteur suppléant

Madame Mauricette RABATEL

Maître(s) d'ouvrage

Société SERPAIZE PV représentée par TSE

Batiment Atlantis 2

55 Allée Pierre Ziller - Sophia Antipolis

06560 VALBONNE

Contribution n°92 (Web)

Proposée par Marion Morand

(Marion3781@yahoo.fr)

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 16h36

Adresse postale : 730 route de la Prat 38200 Serpaize

Je suis défavorable à ce projet.

- défavorable à l'installation sur un terrain agricole
- défavorable à défricher des terrains en compensation ce qui est nuisible à la biodiversité
- dégradation du paysage alors que de tels installations pourraient être établies sur des bâtiments existants

Contribution n°91 (Web)

Proposée par JACQUELINE Alain

(a.jacqueline@free.fr)

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 15h29

Adresse postale : 414 Rte de Premoulon 38200 SERPAIZE

Je suis très défavorable à l'abandon de terres cultivées ou cultivables au profit d'installation de panneaux photovoltaïques. Au delà de l'utilisation des toits de hangars agricoles où le photovoltaïque peut contribuer au financement de l'ouvrage, il existe de nombreux espaces sur le territoire devenus inutilisables pour des fonctions à vocation agricole ou résidentielles suite à leur pollution (anciens sites industriels, zones d'enfouissement de déchets....) ,ou compte tenu de leur configuration physique (délaiés d'échangeurs autoroutiers p.ex.) et qui peuvent répondre à l'objectif de diversifier la fabrication d'énergie.

Nous sommes là dans des réflexions qui dépassent le niveau communal et la proposition d'une compensation de terrain formulée par le pétitionnaire n'est qu'un rideau de fumée car au final se sont bien 5 à 6 hectares qui seront artificialisés; comment se comprend alors l'objectif du "zero artificialisation nette " à terme ?

Quel est l'intérêt de la commune? Quelques retombées fiscales peut-être...

Les matériels seront probablement d'origine extra européenne et les investisseurs incluront des fonds de pension américains trouvant là des placements sans risque car garantis par le prix de rachat des KWH partiellement subventionnés par les consommateurs français au travers des taxes appliquées aux consommations électriques....

Méfions nous d'avoir un jour des grandes plaines miroitantes de panneaux et d'être obligé d'acheter ses choux et ses carottes outre mer !

Merci de votre attention

Contribution n°90 (Web)

Proposée par Robin Pascale

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 15h24

Je ne suis pas favorable à ce projet car il n'est pas en cohérence ni avec le territoire ni avec l'environnement et encore moins avec la volonté citoyenne au vu des interrogations et des préoccupations de cet avis d'enquête publique !

La préfecture a le devoir de considérer les préoccupations émanant de l'avis d'enquête publique comme le reflet d'une démocratie qui doit être respecté !

Ce genre de projets n'est défendu que par les entreprises ayant un intérêt financier.

Ce projet n'est pas bien reçu de la part de la population car il n'est pas une solution à la transition énergétique demandé par le gouvernement et par la population.

Merci d'agir en faveur de la population et non au nom de l'argent...

(ci-joint un article au sujet de ce projet sur le Dauphiné Libéré)

1 document associé

contribution_90_Web_1.jpg

Contribution n°89 (Web)

Proposée par Teddy Haller

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 15h23

Agriculteur à proximité du terrain concerné par le projet de central photovoltaïque je me prononce très défavorable pour plusieurs raisons :

- premièrement, la pression foncière à proximité des grandes villes partout en France provoque une inflation des terres agricoles et donc une grande difficulté pour des jeunes à accéder aux fonciers pour s'installer en agriculture. Les projets photovoltaïques sur terrain agricole aggravent cette menace en donnant plus de valeur financière à la production d'électricité qu'à la production alimentaire !
- deuxièmement, la perte de photosynthèse sur des surfaces comme celle-ci provoque un dérèglement du microclimat au niveau de la parcelle et autour de celle-ci. En effet notamment en période de canicules, la chaleur accumulée par les panneaux photovoltaïques engendre une augmentation notable de la température dans le périmètre autour d'une centrale photovoltaïque comme celle-ci.
- troisièmement, des élevages de type brebis sous les panneaux n'ont pas donné les résultats attendus. En effet la pousse d'herbe n'est pas suffisante et les brebis sont sensibles aux champs électriques et électromagnétiques émis par les panneaux et leurs onduleurs.
- quatrièmement, l'imperméabilisation de cette surface par les panneaux modifie grandement l'absorption des eaux pluviales provoquant ainsi une érosion plus importante.
- cinquièmement, le démantèlement de ce genre de centrale une fois leur période de production terminée doit faire preuve d'une grande attention. en effet les panneaux contiennent des composants électronique et donc des matériaux potentiellement polluants point il en est de même dans le cas d'un incendie où les eaux sur une surface agricole ne sont pas contrôlés comme cela peut l'être sur un parking goudronné point sixièmement de manière générale la perte de biodiversité suite à l'installation d'un projet comme ça et considérable de nombreuses études notamment l'ADEME n'ont trouvé d'intérêt à ce genre de projet uniquement en zones arides ou semi-arides.
- dernièrement, il est à noter que le Scot et la CDPENAF ont émis un avis défavorable. Les réponses faite par l'entreprise TSE à ces organismes sont très expéditives et ne considèrent pas les préoccupations comme un ensemble mais comme des points isolés...

Je déplore dans ce projet et tous les projets similaires un manque considérable de bon sens expliqué par les très gros profits généré par cette entreprise privée.

Contribution n°88 (Web)

Proposée par Carrière Jean-Paul
(jp.carriere2@wznadoo.fr)

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 14h35

Adresse postale : 285 route de Prémoulon 38200 Serpaize

Bonjour, je suis contre cette installation, elle contribuera à impacter les réacteurs nucléaires. Par beau temps venteux production renouvelable baisse de la production nucléaire, mauvais temps sans vent augmentation de la production nucléaire - (fragilisation du parc nucléaire) . D'autres part nous sommes autosuffisant en terme de production d'électricité, et à celà des réacteurs sont en chantier. Je ne parlerai pas de la future vente des barrages à des privés qui feront eux des variations en fonction de l'offre et de la demande. Cordialement. Jean-Paul Carrière

Contribution n°87 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 03h10

Mail de désaccord

1 document associé
contribution_87_Web_1.pdf

Contribution n°86 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 03h10

1 document associé
contribution_86_Web_1.pdf

Contribution n°85 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 15 octobre 2025 à 00h20

Totalement contre !

Un champ de panneau photovoltaïque juste dans le champ de vision.

Une pollution visuel de plus après les cuves qui va contribuer à dénaturer l'environnement pour se rapprocher de plus en plus d'un site industriel.

Contribution n°84 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 21h48

Il n'y a plus trop d'agriculteurs ni de terrains à cultiver dommage d'utiliser une aussi grande parcelle pour cela

Contribution n°83 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 21h08

Il y a d'autres possibilités d'installer des panneaux photovoltaïques que dans un champ exploitable

Contribution n°82 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 20h14

Trop de construction sur le village

Contribution n°81 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 14 octobre 2025 à 19h38

Habitante de Serpaize, je suis contre ce projet.

Le photovoltaïque a plus sa place sur les toits des bâtiments publiques ou constructions actuelles plutôt de sacrifier encore des terres agricoles.

Contribution n°80 (Web)

Proposée par GUERRY Adeline
(adeline.guerry@yahoo.fr)

Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 18h42

Adresse postale : Route du village 38200 SERPAIZE

Je suis contre le projet d'installation de panneaux photovoltaïques.

Le défrichage de terres en friches pour compenser la perte de terres arables ne me paraît pas pertinent pour 2 raisons :

- on ne sait pas si ces terres défrichées sont des terres de qualité égales à celles sacrifiées.
- les terres en friche sont des nids de biodiversité. La perte de cette biodiversité ne sera pas compensée.

On peut également aborder la question de la pollution visuelle de nos campagnes.

Enfin compte tenu du nombre de logements collectifs et individuels en cours de construction dans le village, la surface de panneaux solaires pourrait être atteinte avec le bâti à venir et existant, sans création de nuisances supplémentaires.

Contribution n°79 (Web)

Proposée par Rupert Barrow

(rupert.barrow.tdl@free.fr)

Déposée le lundi 13 octobre 2025 à 12h42

Madame, Monsieur,

Il est incompréhensible que l'on consomme 6ha de terres agricoles pour implanter 12 000 panneaux solaires, qui vont occuper des terres productives et nourricières.

De plus, la vue sera polluée alors que nous sommes en pleine zone agricole.

Je pense que les habitants de Serpaize ne souhaitent pas l'extension géographique des nuisances déjà occasionnées par le centre de stockage à proximité.

L'impact écologique et agricole a déjà été évalué.

Enfin, il existe des alternatives à la pose de panneaux solaires qui pourraient, de façon très utile, occuper les toits de hangars, magasins de grandes surfaces ou bureaux, sans polluer davantage le paysage.

J'espère que ce projet ne sera pas accepté.

Cordialement,

M. Rupert Barrow

Contribution n°78 (Web)

Proposée par Marais Xavier

(xavier.marais@free.fr)

Déposée le dimanche 12 octobre 2025 à 22h48

Adresse postale : 20 ROUTE DE VERMONS ET VERMEZIEUX 38200 SERPAIZE

Ce projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur 6 hectares de terres agricoles actuellement exploitées me semble mauvais:

- 1- Mauvais pour les agriculteurs exploitants qui retrouveront difficilement des terres équivalentes dans notre périmètre immédiat, tant la tension est importante sur les terres agricoles ici.
- 2- L'artificialisation supplémentaire de 6 hectares pour poser des panneaux photovoltaïques n'est pas nécessaire. Il existe d'immenses surfaces couvertes disponibles: hangars, immeubles, maisons, qui pourraient accueillir ces installations, sans ajouter la moindre surface d'artificialisation.
- 3- L'implantation dans la vallée rendra ces installations visible depuis énormément d'habitations à des kilomètres, et viendra s'ajouter aux citernes de stockage de pétrole déjà si peu harmonieuses.
- 4- Le maître d'ouvrage s'engage à rendre cultivable la même surface dans un environnement proche; cet engagement n'est pas réalisé, ni même réaliste tant les tensions sur le foncier dans notre région sont importantes.

Contribution n°77 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 12 octobre 2025 à 22h00

Je souhaite exprimer mes réserves concernant le projet de centrale photovoltaïque au sol prévu à Serpaize.

S'il est nécessaire d'accélérer la transition énergétique, cela ne peut se faire au détriment des sols vivants, de la biodiversité et du paysage agricole qui fait l'identité de notre commune.

Le site retenu, actuellement cultivé, représente plus de 5 hectares de terres agricoles situées à proximité immédiate du ruisseau de l'Abéreau.

Or, les études scientifiques récentes (ADEME, FRB, SER 2023, CNPN 2024) montrent que les parcs photovoltaïques au sol entraînent souvent une perte de biodiversité locale, une modification du sol et un risque de fragmentation des habitats. Leur impact paysager est également majeur : les structures métalliques, clôtures et panneaux, visibles depuis les habitations et les voies de circulation, altèrent la qualité visuelle du paysage rural et rompent la continuité naturelle entre champs, haies et coteaux.

Je demande :

que soient étudiées des alternatives sur des zones déjà artificialisées (friches, bâtiments, parkings) ;

qu'une évaluation complète et indépendante du raccordement électrique, du bilan carbone, des impacts cumulatifs et visuels soit publiée ;

qu'un suivi environnemental de 10 ans soit mis en place, avec gestion écologique du site (prairies fleuries, haies, clôtures faune-compatibles, fauchage tardif) ;

et qu'un plan clair de démantèlement et de remise en état du terrain soit garanti.

La transition énergétique doit se construire avec la nature et le paysage, pas contre eux.

Serpaize peut être un territoire exemplaire en privilégiant le photovoltaïque sur le bâti plutôt que sur les champs.

Contribution n°76 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 11 octobre 2025 à 23h19

Je suis contre ce projet, qui à mon sens est contre productif. Je suis contre les champs de panneaux photovoltaïques. Pour 2 raisons :

- les terres en friche sont des nids de biodiversité. La perte de cette biodiversité ne sera pas compensée.
- les toits, comme celui de la nouvelle cantine scolaire, sont tout à fait aptes et suffisants pour accueillir des panneaux photovoltaïques.

Aussi serait-il possible de revoir ce projet?

Contribution n°75 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 10 octobre 2025 à 05h42

Je suis formellement contre ce projet qui va dénaturer notre belle commune.

Contribution n°74 (Web)

Proposée par Aurèle

(aurele.giraud08@gmail.com)

Déposée le jeudi 9 octobre 2025 à 18h58

Adresse postale : 123 route du canal 38200 Serpaize

Bonjour,

J'habite la route du canal, et donc directement à côté de la zone du projet concerné. Depuis que j'habite ici il ne se passe pas un jour où je regarde dehors sans me désoler d'y voir des cuves de plusieurs dizaines de mètres de large et d'une couleur qui ne vient absolument pas se fondre dans le paysage. Ces cuves ont un effet sûrement discutable sur l'environnement et l'écosystème dans lesquelles elles ont été installés, car elles viennent empêcher la circulation des bêtes sauvages qui se retrouvent encerclés par des constructions et des routes. Ainsi, le paysage est déjà dévasté par ces cuves et ce projet souhaite enlever plusieurs hectares de terres agricoles afin de les remplacer par un grand champ de panneaux solaires.

Or, Third Step Energy qui est porteur du projet est partenaire de l'UPGE (Union professionnelle du génie écologique) et qui a comme conviction d'après leur site internet d'être acteur de projet "intégrés dans les territoires, co-construits avec les collectivités et les acteurs locaux, associant les dimensions de production énergétique, de préservation de l'environnement dont la reconquête de la biodiversité et le maintien de l'activité agricole." (<https://www.genie-ecologique.fr/third-step-energy-rejoint-lupge-en-tant-que-partenaire/>)

Pourtant, d'après le rapport de la MRAe sur le sujet, le projet comporte plusieurs risques:

-Danger pour l'alouette Lulu et les chiroptères

-Non compatibilité avec l'usage agricole actuelle
-détérioration du paysage
-non prise en compte de l'impact des travaux de raccordement au réseau électriques.

En conclusion, d'après tous les documents fournis par les différents acteurs, je trouve que ce projet ne devrait pas se faire car aurait également un fort impact morale sur les riverains en plus des raisons évoqués précédemment.

Contribution n°73 (Web)

Proposée par Vacher yohan
(Yohan.vacher@sfr.fr)
Déposée le jeudi 9 octobre 2025 à 13h48
Adresse postale : 97 route de la gouttole 38200 Serpaize

Un champ de panneau photovoltaïque juste dans l'axe de nos fenêtres.
Une pollution visuelle de plus qui va contribuer à dénaturer l'environnement pour se rapprocher de plus en plus d'un site industriel.
Laisser notre campagne tranquille .

Contribution n°72 (Web)

Proposée par emilie

Déposée le jeudi 9 octobre 2025 à 13h10
Adresse postale : 21 Route Du Canal

Je suis contre ce projet, il y a d'autres endroits moins visibles, comme la zone entre Luzinay et Serpaize où il y en a déjà. Nos habitations sont juste à côté. Habiter à la campagne pour avoir des champs remplis de panneaux photovoltaïques juste à côté, c'est vraiment dommage! Pourquoi pas y mettre une usine aussi !!

Contribution n°71 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 9 octobre 2025 à 12h04

Non à l'installation de panneaux solaires à proximité des habitations !
Ce projet présente des risques pour notre cadre de vie, notre environnement local et notre tranquillité quotidienne.

Nous demandons :

- Une concertation publique réelle avec les riverains avant toute décision,
- la qualité de vie des riverains (bruit, reflet, perte de vue dégagée, dévalorisation du cadre de vie),
- la biodiversité locale, notamment la faune et la flore présentes dans le champ concerné.
- la relocalisation du projet sur un terrain plus approprié (zone industrielle, friche, toiture publique...)

Nous demandons de reconsidérer l'implantation afin de concilier transition énergétique et respect du cadre de vie des habitants.

Contribution n°70 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 21h30

Non à ces panneaux photovoltaïques dans les champs! On détruit la nature pour sauver la planète...logique. Les patates ? Elles disparaissent. Les vaches ? Elles auront le Wi-Fi, c'est déjà ça. Et le paysage ? Pouf, envolé. Franchement, il y a mille autres endroits pour ces panneaux sans transformer nos campagnes en décor de science-fiction au budget ras des pâquerettes...

Contribution n°69 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 20h39

Je suis totalement contre ce projet .

Tout d'abord parce que ce sera sur des terres agricoles , cela va polluer le site et en plus visuellement parlant ces panneaux seront inesthétiques.

Contribution n°68 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 20h26

Inutile. Impact environnemental important. Cher.

Contribution n°67 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 20h17

Pollution visuelle qui va enlaidir le paysage, laissez les espaces libres aux agriculteurs.

Contribution n°66 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 20h15

Non au projet

Contribution n°65 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 20h15

Je m oppose a ce projet

Contribution n°64 (Web)

Proposée par Leterre emilie

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 18h04

Je ne vois pas l'interet de panneaux photovoltaïques...surtout que c'est à la place et non en lien avec l'agriculture. On se plaint du manque d'agriculteurs et on continue à supprimer des terres...

Contribution n°63 (Web)

Proposée par Carle stephanie

(Xx-s.c-xx@hotmail.fr)

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 16h02

Adresse postale : 67 Route du Canal 38200 Serpaize

Non favorable. C'est vraiment polluant visuellement. Laisser l'espace au agriculteur. Pourquoi pas en mettre au même endroit que celui entre luzinay et serpaize là au moins c'est discret et ne gêne pas les habitations.

Espérant que notre écrit seront prit en compte.

Contribution n°62 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 15h59

Je suis contre ce projet , il y a déjà eu toutes ces constructions alors que nous sommes à la campagne.

Dénaturer les terres agricoles non merci...

Contribution n°61 (Web)

Proposée par Dumas Geraldine

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 15h22

Je suis contre le projet

Cela n'apporte rien à notre village à part enlaidir le paysage

Contribution n°60 (Web)

Proposée par Emmanuel

(Manufaure38200@gmail.com)

Déposée le mercredi 8 octobre 2025 à 10h05

Adresse postale : 730 Route de la Prat 38200 Serpaize

En tant qu'habitant de la commune de Serpaize, je souhaite exprimer mon avis défavorable au projet d'installation d'un parc photovoltaïque sur des terres actuellement cultivées.

Si la transition énergétique et le développement des énergies renouvelables sont des objectifs indispensables, leur mise en œuvre ne doit pas se faire au détriment des terres agricoles, de la souveraineté alimentaire et des équilibres écologiques locaux.

1. Atteinte au potentiel agricole et à la souveraineté alimentaire

Le projet entraînerait une artificialisation irréversible de sols fertiles participant aujourd'hui à la production agricole locale.

Dans un contexte de changement climatique et de tensions sur les ressources alimentaires, la préservation des terres agricoles de Serpaize revêt une importance stratégique.

Remplacer des surfaces nourricières par des panneaux solaires revient à sacrifier une ressource irremplaçable, contraire à l'intérêt collectif et à l'objectif de maintien d'une agriculture vivante sur notre territoire.

2. Contradiction avec les objectifs de sobriété foncière

La loi Climat et Résilience et la stratégie nationale du "Zéro Artificialisation Nette" (ZAN) imposent la réduction de la consommation d'espaces naturels et agricoles.

Planter un parc photovoltaïque sur des terres cultivées de Serpaize va à l'encontre de ces principes.

Des alternatives existent et devraient être privilégiées : toitures de bâtiments agricoles ou industriels, parkings, ou autres zones déjà dégradées. Ces sites permettraient de développer l'énergie solaire sans nuire à la vocation agricole du territoire.

3. Impacts environnementaux et paysagers

Un parc photovoltaïque à grande échelle modifierait profondément le paysage rural de Serpaize :

fermeture visuelle du territoire et dégradation du cadre de vie,

perturbation de la faune locale (oiseaux, insectes, petits mammifères),
altération du sol et modification du régime hydrique,
risques liés à la maintenance, aux incendies ou à la dégradation du matériel.

Ce type d'installation, souvent présenté comme "écologique", n'est pas neutre pour l'environnement.

4. Retombées économiques locales limitées

Les bénéfices réels de ce projet profiteraient surtout aux investisseurs privés, tandis que la commune et les habitants de Serpaize n'en retireraient qu'une part marginale.
Les emplois générés seraient temporaires (phase de chantier), sans réelle plus-value pour l'économie locale.
Cette logique économique ne sert pas durablement le territoire.

5. Une transition énergétique qui doit rester cohérente et locale

Je ne suis pas opposé à l'énergie solaire, mais à sa mise en œuvre au mauvais endroit.
La transition énergétique doit être pensée à l'échelle du territoire, en concertation avec les habitants, et en privilégiant les surfaces déjà artificialisées.
Le projet envisagé à Serpaize traduit une logique de rentabilité à court terme, déconnectée des enjeux agricoles, paysagers et humains du territoire.

Pour toutes ces raisons, je demande à la commission d'enquête de donner un avis défavorable à ce projet de parc photovoltaïque sur la commune de Serpaize.
Le développement du solaire doit se faire en priorité sur les surfaces déjà artificialisées, dans le respect de nos terres, de nos paysages et de l'avenir agricole de notre commune.

Emmanuel Faure

Contribution n°59 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 7 octobre 2025 à 14h04

Habitant serpaize je ne vois pas l'intérêt pour la commune ...sinon une pollution visuelle de plus .
Contre ce projet

Contribution n°58 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 7 octobre 2025 à 13h04

Contre
Je ne vois pas ce que ce projet pourrait apporter à notre village
À part l'enlaidir

Contribution n°57 (Web)

Proposée par CUSIN Marjorie
(marjcusin@hotmail.com)

Déposée le lundi 6 octobre 2025 à 21h34

Adresse postale : 20, route de Vermons et Vermezieux 20, route de Vermons et Vermezieux 38200 SERPAIZE

Je suis contre le projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur des terres utilisées aujourd'hui pour l'agriculture.
Si la production d'énergie renouvelable est une préoccupation importante et nécessaire, la préservation des terres cultivées pour nourrir nos concitoyens est bien plus essentielle.
Et par ailleurs, les panneaux photovoltaïques peuvent s'installer sur des bâtiments, sans nuisance pour l'agriculture.
Alors je m'oppose totalement à l'installation de panneaux photovoltaïques sur la commune de Serpaize.

Contribution n°56 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le lundi 6 octobre 2025 à 17h57

Contre

Aucun apport positif

Ce type de projet doit apporter beaucoup à certains pour que ces personnes méprisent totalement notre village. Ses habitants et son environnement.

Contre

Contribution n°55 (Web)

Proposée par Cottet-Emard Floriane

(cefloriane@gmail.com)

Déposée le lundi 6 octobre 2025 à 13h02

Adresse postale : 12 allée des Amandiers 38200 SERPAIZE

Je trouve inadmissible d'envisager l'installation de ces panneaux photovoltaïques, qui n'apporteront rien au village, si ce n'est l'enrichissement de quelques-uns au détriment de notre environnement.

Nous disposons déjà de nombreux bâtiments dont les toitures pourraient accueillir ces installations — inutile donc de sacrifier des terres agricoles.

Ce projet portera atteinte à l'aspect visuel du village, contribuant à sa dévalorisation, tout en supprimant des surfaces cultivables précieuses.

Et la biodiversité, dans tout cela ? Apparemment, elle ne rapporte pas assez pour être prise en compte...

Quel dommage.

En résumé, je suis fermement opposée à ce projet.

Contribution n°54 (Web)

Proposée par JAKUBOWSSKI Mathieu

(jakubowski.mathieu@gmail.com)

Déposée le dimanche 5 octobre 2025 à 13h50

Adresse postale : 14 ALLEE DES GRANGETTES 39200 SERPAIZE

Je suis contre le projet d'installation de panneaux photovoltaïques.

L'imperméabilisation des sols pour l'installation de panneaux photovoltaïque me paraît à contre courant d'une démarche raisonnée d'un urbanisme moderne.

De nombreuses toitures d'équipement public peuvent être utilisées.

Par ailleurs

Le défrichage de terres en friches pour compenser la perte de terres arables ne me paraît pas pertinent pour 2 raisons :

- on ne sait pas si ces terres défrichées sont des terres de qualité égales à celles sacrifiées.
- les terres en friche sont des nids de biodiversité. La perte de cette biodiversité ne sera pas compensée. (cf étude Moscatelli et al. 2022; étude Lambert et al 2023)

Contribution n°53 (Web)

Proposée par Boyer Nicolas

Déposée le dimanche 5 octobre 2025 à 09h38

Je ne souhaite pas voir ce projet aboutir, tant pour le désastre écologique pour amener ces panneaux solaires ainsi que la perte encore de terrain agricole.

Quels sont les avantages aux habitants de Serpaize ?

Sûrement aucun ..

Contribution n°52 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 4 octobre 2025 à 23h06

Je ne suis pas favorable à ce projet. L'architecture industrielle et commerciale a déjà une dette énorme à l'égard de la nature, surtout en vallée du Rhône ; ce ne devrait pas être aux terres agricoles ou aux zones naturelles limitrophes de payer.

Contribution n°51 (Web)

Proposée par Bally sonia

(soniabally4@gmail.com)

Déposée le samedi 4 octobre 2025 à 21h58

Adresse postale : 491 route de l'église 38200 serpaize

Ce Projet est beaucoup trop grand 6 hectares , ça va complètement dénaturer le paysage, on a déjà les cuves avec les odeurs de gaz et c'est déjà beaucoup.

Il y a déjà des panneaux photovoltaïques installés sur la route qui va à luzinay et on a des flash lumineux l'été suivant les heures de la journée .

je n'ai vraiment pas envie d'avoir la même chose des 2 côtés de la maison.

Contribution n°50 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 4 octobre 2025 à 21h32

Bonjour, je suis contre ce projet.

La biodiversité n'est pas respectée. Nous avons besoin de préserver la biodiversité des terres agricoles, et non de couvrir les champs d'un toit.

Il y a bien assez de toits à recouvrir de panneaux solaires sur les usines, les grandes surfaces, et les bâtiments communaux.

Contribution n°49 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 4 octobre 2025 à 19h00

CONTRE !!!

Contribution n°48 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 4 octobre 2025 à 18h57

Oui au photovoltaïque sur les toits, les parkings, les usines mais pas dans les champs surtout agricoles cultivées.

Contribution n°47 (Web)

Proposée par Jargeaix Pascale

(pascalejargeaix@gmx.fr)

Déposée le samedi 4 octobre 2025 à 12h35

Adresse postale : 21impasse des Burgondes 38200 VIENNE

L'installation de panneaux photovoltaïque est une excellente chose mais PAS sur des terres agricoles.

Contribution n°46 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 4 octobre 2025 à 08h19

Nous nous opposons au projet d'Artificialisation des terres agricoles tout comme les contributions précédentes.
Des agriculteurs cultivent ces terres depuis toujours pour nous nourrir, Vous nourrir ! Stop au massacre des terres agricoles ! Vous détruisez le Monde !
Réfléchissez plutôt aux nombreux hectares de toitures disponibles pour installer vos panneaux mais venez pas grignoter sur des terres, sources de nourriture et de vie !

Contribution n°45 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 3 octobre 2025 à 22h50

Je suis contre ce projet de panneaux solaires sur ce terrain.
Il va dénaturé le paysage.

Contribution n°44 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 3 octobre 2025 à 22h25

Du grand n'importe quoi, sur une zone proche d'habitations et sans réel intérêt énergétique.
Sacrifier encore des terres agricoles pour uniquement un aspect financier, quel dommage

Contribution n°43 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 3 octobre 2025 à 21h48

Notre village a été défiguré au fil des ans par des constructions, nous ne pouvons continuer à subir ce saccage qui nous est imposé par des implantations intempestives quelque-ellzs soient ! Et la SAFER dans tout cela, elle fait le mort, elle laisse faire ce saccage des terres agricoles ?!

Contribution n°42 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 3 octobre 2025 à 11h52

Je suis contre ce nouveau projet qui altère l'image de notre beau village surtout à l'endroit où il est prévu.

Contribution n°41 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 3 octobre 2025 à 09h56

Risque d'éblouissement permanent par reflet des panneaux ?
Perte de terre agricole à fort rendement ! Une honte !

TSE dit compensé des terres agricoles ? lieu ? coût pour défricher ?
Risque d'incendie des panneaux photovoltaïques ou du transformateur ? quels seront les risques chimiques ?
Dégagements des fumées vers les habitations ?
Est-il prévu une remise en état des routes communales pendant et après la fin du chantier ?
Baisse du prix du foncier avec une nouvelle « pollution visuelle » ! après les cuves SPMR !!
Nuisance sonore lors des travaux ! En outre, lors de la pose de poteau par enfoncement-pieux les soirées et WE ?
La sous-traitance de la pose des structures est faite par quelle société ? Etrangères ? Préservons nos emplois !
Tracé de la ligne haute tension enterré qui va relier Pont-Evêque ?
Risque champ magnétique ? nuisance sur la santé ?
Quelles réponses apportez-vous à l'avis défavorable du SCOT ?
La DDT 38 a donné un avis défavorable, quel suivi ?
Ne faut-il déjà pas couvrir nos toits et hangars ? Bâtiment communaux ?

Contribution n°40 (Web)

Proposée par Pissavin Rachel
(rachel.pissavin@gmail.com)
Déposée le vendredi 3 octobre 2025 à 09h13
Adresse postale : 12 allée des Cytises Le Méridien 38200 Serpaize

Je suis opposée à l'installation de ce projet de centrale photovoltaïque sur la commune de Serpaize.
Il me semble plus opportun d'utiliser des surfaces déjà bâties comme des toitures où des hangars pour installer des panneaux photovoltaïques.
La destruction de surfaces agricoles, ou toute autre surface naturelle où la faune et la flore peuvent évoluer en paix sont à proscrire. Il en va de la préservation de la qualité de vie des habitants de notre village de maintenir les sols de la terre qui nous entourent vivants et riches en diversité végétales.
Avec la montée des températures que nous enregistrons ces dernières années à Serpaize, comme partout ailleurs sur le territoire français, devrait nous encourager à la retenue de détruire le vivant au profit de surface qui vont contribuer à faire monter la température autour du village.
Les installations industrielles déjà existantes sur notre commune marquent bien suffisamment notre paysage (cuves & champ photovoltaïque) avec tous les risques sanitaires et environnementaux qui les accompagnent.
J'espère sincèrement que ce projet ne verra pas le jour à Serpaize, dans le village que j'habite depuis trente ans et qui a vu naître et grandir mes enfants.

Contribution n°39 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 3 octobre 2025 à 08h50

Contre ce projet
A l'heure où l'on parle de souveraineté alimentaire, quel est l'intérêt à détruire une parcelle reconnue comme une des meilleures terres agricoles du village ?
N'y a-t-il pas d'autres terrains/friches inaptes à l'agriculture à utiliser avant ? Sans parler des parkings & toits de hangars ou entrepôts ?
Cdt

Contribution n°38 (Web)

Proposée par FAVARON Severine
(sfavaron@orange.fr)
Déposée le vendredi 3 octobre 2025 à 06h54
Adresse postale : 25 Allée Des Guepiers 38200 Serpaize

Bonjour,
Je suis contre parce que ça se voit de la route.
Nous avons déjà des cuves et des désagréments d'odeur de gaz dont on ne connaît pas les conséquences sur notre santé
La pollution visuelle, cela va dévaluer la valeur de nos maisons
Cordialement

Contribution n°37 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 3 octobre 2025 à 01h10

Projet qui dénaturé les campagnes au profit des industriels.

Une ferme juste a coté va sûrement subir les conséquences.

Les panneaux vont générer du bruit, une pollution visuelle...

On ne veut pas de ce genre de projet.

Contribution n°36 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 2 octobre 2025 à 23h01

Bonjour,

Je suis opposé à ce projet.

On a déjà des citernes, un premier champ photovoltaïque et de nombreux pylônes électriques. Cela suffit, il faut arrêter d'enlaidir notre environnement et préserver nos belles campagnes.

De plus je suis totalement opposé à la destruction de terres agricoles (ou de tout autre espace vert) pour installer des panneaux photovoltaïque. Priorité à notre alimentation et à notre agriculture.

La place des panneaux photovoltaïque est sur des toits de parkings ou de hangars dans des zones industrielles, préservons notre nature.

Contribution n°35 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 2 octobre 2025 à 20h41

Je suis opposée au projet de ces panneaux, qui vont dénaturer le village

Contribution n°34 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 2 octobre 2025 à 19h20

Je suis contre

Contribution n°33 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 2 octobre 2025 à 19h17

Contre c'est moche.

Contribution n°32 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 2 octobre 2025 à 18h32

La société Serpaize PV est la société porteuse du projet, elle est gérée par une autre société qui se situe dans le 06 donc absolument pas de la région.

Comment peut-on avoir les informations sur la société et le bien fondé de sa démarche?

Contribution n°31 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 2 octobre 2025 à 18h19

Je ne comprends pas qu'on veuille dénaturer la nature et les champs agricoles. Nous ne pourrions pas manger des panneaux photovoltaïques !! Pourquoi ne pas les mettre sur des parkings déjà existants, cela fait de l'ombre pour les voitures en plus, ou bien sur les toits d'entreprise ou en haut des immeubles. Je pense qu'il y a suffisamment de place ailleurs que dans nos champs !!! Stop à cette course à l'argent et au profit, ras le bol !!

Merci de trouver d'autres solutions, car il y en a !

Contribution n°30 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 2 octobre 2025 à 18h17

Paysage très dégradé avec ces panneaux photovoltaïques ! Les cuves le dégradent assez déjà

Contribution n°29 (Web)

Proposée par Richard hubert

(Hubert.richard638@orange.fr)

Déposée le jeudi 2 octobre 2025 à 18h11

Adresse postale : 16 allée des cythys 38200 Serpaize

Quelle est la valeur ajoutée pour la commune d'avoir une 2ème ferme solaire?

Contribution n°28 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 2 octobre 2025 à 11h38

Etude d'impact environnemental qui pose grandement question..... Beaucoup d'espèces oubliées, le chevreuil n'est même pas cité ! Il y a des espèces de la Directive HFF et Oiseaux, et des espèces protégées.

Contribution n°27 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 2 octobre 2025 à 11h24

Habitants de Serpaize, nous nous opposons fermement à ce projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol. L'impact paysager est bien trop important (presque 6 ha!!), nous verrons la centrale de la route du village, alors ne parlons pas des habitants aux alentours.. L'impact sonore de ces centrales est insupportable, nous avons déjà exemple de celle située à proximité. Nous grapillons sur de l'espace naturel et des parcelles agricoles où la faune et la flore viennent se nourrir (et pas des moindres avec halte migratoire de Cigogne blanche, Busard Saint-Martin, Alouettes, Pie-grièche...!) et où des agriculteurs vivent. N'avons-nous pas assez de bâtiments à Serpaize pour faire ce genre d'installation ? Sans parler de l'hypocrisie d'impact environnemental favorable quand on sait où sont fabriqués ces panneaux et comment ils sont recyclés.....

Contribution n°26 (Web)

Proposée par Lérat David

(lerat.david@club.fr)

Déposée le mercredi 1 octobre 2025 à 20h41

Adresse postale : Route de Mons, 33 les jardins de Neyve 38200 Serpaize

C'est affreux ces champs de panneaux. On condamne des espaces de nature (visuellement beaux) qui permettent de tempérer la chaleur estivale, au lieu de mettre ces panneaux là où ils devraient être : sur des toits.

Contribution n°25 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 30 septembre 2025 à 19h28

Sommes nous d'accord pour sacrifier nos paysages, notre agriculture, et pour abandonner au profit de la Chine une part grandissante de notre souveraineté?

Contribution n°24 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 27 septembre 2025 à 16h54

Utiliser une surface agricole ou la terre est riche et donc promesse de ressources alimentaires pr produire de l'énergie me paraît non éthique dans le sens où ces panneaux pourraient être posés hors sol, sans nuire à une autre production vitale, vivante.

Contribution n°23 (Web)

Proposée par Commare marie

(Marie.barillec@hotmail.fr)

Déposée le mercredi 24 septembre 2025 à 20h28

Adresse postale : 86 rue du mont blanc 38200 Serpaize

Quel dommage d'enlever encore un peu plus de terre agricole. Je suis pour les énergies renouvelables mais pourquoi ne pas faire la même chose sur les toits des bâtiments publics ou privés ?

Contribution n°22 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 23 septembre 2025 à 19h13

Pourquoi utiliser des surfaces agricole pour y produire de l'énergie alors que les nouveaux bâtiments de serpaize en sont dépourvue ?

Contribution n°21 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mardi 23 septembre 2025 à 09h05

Bonjour, en tant qu'habitant de Serpaize, je m'oppose à ce projet d'installation d'un nouveau parc photovoltaïque de 6ha en raison de :

- Perte de terres agricoles
- Artificialisation des sols
- Perte de biodiversité

Des panneaux photovoltaïques ont déjà été installés sur la commune de Serpaize qui se transforme en ville avec notamment la construction récente d'un immeuble imposant en bord de route en plein centre du village. Quel dommage et quelle déception pour des maisons individuelles environnantes qui sont mises devant le fait accompli face à un paysage urbain avec du vis à vis.

Contribution n°20 (Web)

Proposée par Plan Alain

(a.plan@hotmail.fr)

Déposée le dimanche 21 septembre 2025 à 11h11

Adresse postale : 14 ALLEE DES CYTISES, 38200 SERPAIZE

Bonjour

Je suis opposé à ce type de projet pour les raisons suivantes :

- selon tous les économistes, la population mondiale va continuer à augmenter dans les prochaines décennies alors que les surfaces de terres agricoles sont toujours en baisse. Nourrir l'humanité va être un enjeu de plus en plus stratégique.
- De nombreuses surfaces seraient valorisables: toits de centres commerciaux, de sites industriels et parkings...

Par ailleurs, on sait que les surfaces des anciens sites industriels ou logistiques ne sont presque jamais restitués en surfaces naturelles ou agricoles, alors que ceux qui les ont exploités devraient avoir obligation de le faire.

Contribution n°19 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le dimanche 21 septembre 2025 à 09h02

Je suis opposée à ce projet, ça détruit le paysage, nous avons besoin de nos terres pour l'agriculture, ça détruit la terre et je ne suis pas si sûre que ça soit bon pour l'environnement (recyclage des panneaux en fin de vie)

Contribution n°18 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 20 septembre 2025 à 19h00

Contre le projet, laissez des espaces naturel, non à l'artificialisation des sols.

Contribution n°17 (Web)

Proposée par Lemoine Maïté

(maite.lemoine@gmail.com)

Déposée le samedi 20 septembre 2025 à 17h39

Je suis absolument contre le projet d'utiliser à nouveau des terres agricoles pour un projet de panneaux solaires, alors que tant d'espaces seraient possibles sur les toits des bâtiments et habitations.

Contribution n°16 (Web)

Proposée par Robardey Matthieu

(matthieu.robarday@gmail.com)

Déposée le samedi 20 septembre 2025 à 17h38

Adresse postale : 44 Lotissement les Jardins de Neyve 38200 SERPAIZE

Bonjour,

Je suis contre le projet d'installation de panneaux photovoltaïques.

Le défrichage de terres en friches pour compenser la perte de terres arables ne me paraît pas pertinent pour 2 raisons :

- on ne sait pas si ces terres défrichées sont des terres de qualité égales à celles sacrifiées.
- les terres en friche sont des nids de biodiversité. La perte de cette biodiversité ne sera pas compensée.

Enfin, ce projet ne me semble pas pertinent au vu du nombre important de toits (publics et privés) disponibles pour pouvoir accueillir des panneaux photovoltaïques.

Contribution n°15 (Web)

Proposée par Ramos Marie-José

Déposée le samedi 20 septembre 2025 à 17h29
Adresse postale : 36 chemin du bois royal 38200 Vienne

Les terres de bonne qualité susceptibles d'être cultivées à proximité des villes sont à préserver. Et cet usage potentiel visant à nourrir la population l'emporte sur l'installation d'une centrale de panneaux solaires.
Voici la véritable "utilité publique" de cette superficie: rester une terre agricole.

Contribution n°14 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 20 septembre 2025 à 14h11

Je m'oppose au projet de centrale Photovoltaïque.
Je trouve dommageable d'utiliser des terres agricoles pour ce genre d'usage. Ce genre de projet dénature le paysage et change fondamentalement la nature de l'environnement.
Je ne suis pas contre l'utilisation de panneaux solaires mais pas dans un cadre comme celui-ci

Contribution n°13 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 20 septembre 2025 à 10h38

Habitante de Serpaize, je suis totalement contre l'installation de ces panneaux photovoltaïques. On a déjà ces cuves qui sont des verrues au niveau du paysage, il faudrait encore rajouter des champs de panneaux photovoltaïques ?
Ils pensent sincèrement que les gens vont accepter ça ? Transformer ce village en laboratoire d'expérience technologique contreproductif alors qu'une belle faune et flore est visible régulièrement chaque année...(présence de cigognes, entre autres).
Qu'ils aillent mettre leurs champs de panneaux ailleurs ! Ou alors qu'ils nous enlèvent les cuves et les mettent à la place, mais certainement pas les 2 en même temps ! Qui accepterait ça ? Qui accepterait un tel non-sens ? Une telle dévaluation pour le village ensuite ? Certainement pas les habitants de Serpaize ni ceux qui aiment la Nature.

Contribution n°12 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le samedi 20 septembre 2025 à 08h46

Nous sommes opposés au projet de parc photovoltaïque prévu sur notre territoire.
Il va dénaturer le paysage et porter atteinte à l'identité de notre commune.

Nous sommes aussi préoccupés par le sort et l'avis réel des agriculteurs directement concernés par le projet : ont-ils été consultés et écoutés ? Quelles garanties ont-ils sur la préservation de leur activité ?

La SEDEPENAF et Rives du Rhône ont déjà émis un avis défavorable et, au vu des premières contributions à l'enquête publique, une majorité d'habitants s'y oppose également.

Nous ne sommes pas contre les énergies renouvelables, mais celles-ci doivent être développées sur des surfaces déjà artificialisées (bâtiments, friches, parkings), et non au détriment des terres agricoles et des paysages.

Contribution n°11 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 19 septembre 2025 à 17h44

Ce projets va occuper 6 hectares de bonnes terres agricoles.

Beaucoup de jeunes agriculteurs n'arrivent pas à trouver du terrain, et là on monopolise ces surfaces pour des panneaux solaires que l'on pourraient installer sur les toits des grandes surfaces et des bâtiments d'entreprise.

De plus, on ne peut pas intégrer ces panneaux dans le paysage.

Contribution n°10 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 19 septembre 2025 à 16h03

Habitante du village de Serpaize je m'oppose à ce projet photovoltaïque au sol pour toutes ses raisons :

- Artificialisation de terres agricoles qui servent à nourrir --> n'y a-t'il pas assez d'hectares de toitures pour poser ces panneaux ?

- Réchauffement climatique : ces panneaux participent au réchauffement climatique local de plusieurs degrés. Où est la transition écologique ? où est l'énergie verte ?

- Risque d'incendie : le risque d'incendie n'est pas anodin, il y a des habitations autour, de la biodiversité qui mérite d'être protégée..

- vous souhaitez mettre des animaux, des moutons, qui participeront au désherbage sous les panneaux.. pensez-vous à la condition animale ? aimeriez-vous passer vos journées à brouter sous une telle chaleur au milieu d'un champ artificialisé ?

- L'éthique du projet ? les panneaux viennent de Chine, la main d'œuvre de l'étranger. Où est l'éthique ? Dire qu'il s'agit d'une transition écologique n'est pas un argument ! Ce qui motive le projet c'est le profit ! la somme d'argent que vous aimeriez générer au détriment des humains, de la planète !

- Vous dites que les paysans exploitants seront dédommagés et auront de nouvelles terres à exploiter : cela veut dire raser d'autres hectares de biodiversité pour cultiver des céréales ? où est le sens ? Il est déjà difficile de trouver des terres agricoles sur notre territoire, de plus avec des projets photovoltaïques au sol de telle ampleur, cela nous questionne !

- Nuisance sonore, paysage dégradé, dévaluation du village. Notre village est déjà considéré comme village dortoir, nous ne voulons pas aussi d'un village technologique sans verdure !

Pensez intelligemment et de manière globale. Nous construisons tous le futur de demain !

Réfléchissez à des projets qui ont du sens plutôt que de vouloir toujours gagner plus... cela ne fera la richesse de personne bien au contraire !

Merci de considérer les avis de chacun et de faire le bon choix !

Contribution n°9 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 19 septembre 2025 à 09h09

L'usage agricole de terrains plats et fertiles devrait être privilégié ; il est certes intéressant de développer des installations d'énergie renouvelable telle que le photovoltaïsme mais la surface de toit disponible à Serpaize ou alentours devrait être considérée plutôt que la transformation de terres agricoles en centrale solaire.

Je m'oppose donc à ce projet qui diminue, comme tant d'autres, la surface de production agricole.

Contribution n°8 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 19 septembre 2025 à 06h15

Bien que ces terres soit classés en industriel au niveau du PLU, leur usage exclusivement agricole, cela depuis toujours, ne justifie pas l'emprise d'un projet photovoltaïque.

Ces terres cultivées sont d'ailleurs parmi les meilleures de Serpaize autant en termes de rendement que de topographie.

Le développement des énergies renouvelables et notamment du photovoltaïque doit être réfléchi de manière globale et ne pas entrer en contradiction avec le monde agricole.

Concernant d'ailleurs le côté renouvelable du projet il est à noter que les modules photovoltaïques prévus pour le projet sont fabriqués en Chine (pour des raisons financières) et il n'est pas précisé non plus que la main d'œuvre soit réellement locale sur le chantier (comme celui route de Chantemerle...).

Un projet photovoltaïque comme celui-ci ne profite guère à l'économie local ni à la "croissance verte" attendu par l'État et par les citoyens.

TSE annonce bien sûr dans son étude un dédommagement des agriculteurs qui perdent leurs terres ainsi qu'une compensation foncière.

Néanmoins ces gestes commerciaux ne doivent pas cacher les profits générés par cette entreprise dont on ne doute pas de leur capacité à acheter la terre entière au nom de l'argent....

1 document associé

contribution_8_Web_1.jpg

Contribution n°7 (Web)

Proposée par De Luca Martin

(Martin.de-luca@hotmail.com)

Déposée le vendredi 19 septembre 2025 à 00h27

Adresse postale : 7 lotissement le chateau de Neyve 38200 Serpaize

Bonjour,

En raison de la capacité de production de la centrale photovoltaïque, pouvez-vous svp nous indiquer si la création d'un poste électrique sera nécessaire ? Et si oui, où est-ce qu'il sera implanté ? (Bruit, risque incendie et explosion, pollution visuelle direct avec le village de Serpaize...)

Par ailleurs, la distribution de l'énergie se fera par une ou plusieurs liaisons souterraines mais où est-ce que ce réseau sera enterré svp ?

Merci pour votre retour,

Cordialement

Contribution n°6 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le vendredi 19 septembre 2025 à 00h24

Je suis contre.

Je préfère équipé toutes les maisons en photovoltaïque.

Agriculture avant tout

Contribution n°5 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le jeudi 18 septembre 2025 à 14h29

Serpaize ne construit pas assez de lotissement "cages à poules", il faut en plus recouvrir des champs de panneaux photovoltaïques.

Je n'ai rien contre l'énergie renouvelable, mais notre village n'est plus que l'ombre de lui-même, c'est devenu un village-dortoir avec des blocs sur blocs de bétons, laisser un peu de vert et de nature ne serait pas de trop.

Contribution n°4 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 17 septembre 2025 à 23h36

Habitante de Serpaize je souhaite exprimer mon opposition au projet d'implantation d'une usine de construction de panneaux photovoltaïques sur le terrain agricole situé à proximité de mon domicile.

Plusieurs raisons motivent mon avis défavorable :

- Atteinte au cadre de vie rural : notre commune est une zone de campagne préservée. La construction d'une usine dénaturerait fortement le paysage et la qualité de vie des habitants.
- Nuisances potentielles : ce type de projet peut engendrer des nuisances sonores, visuelles et une augmentation du trafic routier, ce qui serait difficilement compatible avec la tranquillité de notre environnement rural
- Manque de cohérence écologique : bien que la production de panneaux photovoltaïques participe à la transition énergétique, implanter une usine sur des terres agricoles va à l'encontre de la logique écologique et durable.

Pour toutes ces raisons, je donne un avis défavorable à ce projet et demande que d'autres alternatives d'implantation soient étudiées, sur des zones industrielles ou déjà artificialisées, et non sur des terres agricoles.

Je vous remercie de prendre en considération l'avis des habitants directement concernés.

Contribution n°3 (Web)

Proposée par anonyme

Déposée le mercredi 17 septembre 2025 à 22h53

Domage d'autoriser une nouvelle pollution visuelle et une diminution de l'espace agricole.
Notre village perd de sa beauté rurale...

Contribution n°2 (Web)

Proposée par Grange vincent
(grange.vincent@icloud.com)

Déposée le mercredi 17 septembre 2025 à 21h58

Adresse postale : 67 route du canal 38200 Serpaize

Bonjour nous sommes habitant proche de l'église nous sommes pas favorable à cette construction de panneaux photovoltaïques je pense que ce milieu naturel doit le rester je préfère des champs cultivés qu'une centrale de panneaux difficilement recyclable de plus je croyais que la France produisait déjà assez d'électricité ! Favoriser les constructions pour les entreprises et les agriculteurs au mieux de détruire des lieux naturels nous avons déjà une grosse zone de stockage de carburant je pense que cela suffit et nous avons déjà une centrale de panneaux en direction de Luzinay qui est à mon sens à une meilleure place merci à vous

Contribution n°1 (Web)

Proposée par Carles stephanie
(Xx-s.c-xx@hotmail.fr)

Déposée le mercredi 17 septembre 2025 à 21h53

Adresse postale : 67 Route du Canal 38200 Serpaize

Nous sommes habitant de la commune proche du lieu d'installation nous ne sommes pas pour cette installation. Nous trouvons que ceux qui sont installés entre Luzinay et Serpaize non loin des cuves côté Luzinay sont bien car loin de toutes habitations tandis que la c'est tous proche nous sommes pas pour voir cela proche de chez nous.

5.1.1 Annexe à la contribution n°8

NOUS NE TOMBERONS PAS DANS LE PANNEAU DE L'AGRIVOLTAÏSME !

Positionnement quant au photovoltaïque
sur les terres agricoles naturelles et forestières



5.1.2 Annexe à la contribution n°86

Sujet : [INTERNET] Centrale photovoltaïque serpaize

De : "Jean mi & Steph" [REDACTED]

Date : 01/10/2025 12:48

Pour : pref-enquete-serpaize@isere.gouv.fr

Bonjour, j'habite à serpaize at [REDACTED] et je tenais à vous exprimer mon désaccord concernant la possible installation de 11900 modules photovoltaïques juste sous mes fenêtres.

En effet, le site choisi est juste en face de ma terrasse et je pense que les nuisances seraient nombreuses si ce projet voyait le jour:

- nuisances visuelles car juste en face de chez moi: nous avons déjà la vue sur les cuves de stockage et nous n'avons pas besoin d'avoir notre vue polluée une fois de plus par 11900 panneaux photovoltaïques
- nuisances sonores pendant toute la durée des travaux
- augmentation de la circulation, notamment des nombreux engins de chantier et des poids lourds qui vont circuler devant chez moi entraînant un risque pour ma famille car nous empruntons cette route tous les jours à pieds pour nous rendre aux arrêts de bus situés en haut de la route du canal.
- risque de dégradation de la chaussée avec l'augmentation de la circulation des engins et des poids lourds
- dévaluation du prix de ma maison: sûrement plusieurs dizaines de milliers d'euros
- diminution des champs cultivés car il faut rappeler que le terrain retenu accueille de nombreuses cultures chaque année
- les chasseurs font souvent des battues sur ce secteur et permettent de diminuer les animaux nuisibles pour les riverains notamment les sanglier qui peuvent faire des dégâts considérables dans les jardins si leur nombre n'est pas régulé.

Pourquoi ne pas installer ces panneaux sur les nombreuses usines installées à Villette de Vienne, ou sur le centre commercial Intermarche?

Il y a aussi énormément de place dans les parcs qui contiennent les cuves de stockage de Total.

Il y a déjà un gros parc de panneau photovoltaïques sur serpaize, un second serait incompatible avec ma conception de la vie à la campagne.

Je ne suis pas contre le progrès ni contre les énergies renouvelables mais nous pouvons partager ces contraintes sur le sol français et ne pas tout mettre au même endroit.

En espérant que vous saurez prendre en compte ma réclamation.

Cordialement.

5.1.3 Annexe à la contribution n°87

Sujet : [INTERNET] À l'attention de M. Gilles CECILLON, commissaire enquêteur

De : [REDACTED] @ [REDACTED]

Date : 06/10/2025 11:33

Pour : <pref-enquete-serpaize@isere.gouv.fr>

À l'attention de M. Gilles CECILLON, commissaire enquêteur

Bonjour.

Je vous partage mon désaccord concernant l'installation d'une centrale photovoltaïque sur Serpaize. Il y a vraiment dommage d'enlever des terres agricoles cultivées chaque année. Il y aura sûrement un impact sur la faune et la flore.

N'y a-t-il pas des nuisances sonores liées à la production d'électricité? (onduleur)

Je suis convaincue que cela va dévaluer ma maison ainsi que toutes les maisons du quartier de l'église car une centrale de cette envergure va créer des nuisances visuelles. Dans ce quartier nous avons déjà en visuel les cuves pétrolières, c'est déjà largement suffisant.

De plus, autour de certaines cuves, il y a d'autres terrains libres qui dérangeront beaucoup moins les habitants de Serpaize.

Je trouve aussi que le lieu géographique n'est pas optimal car nous sommes dans un endroit où il y a beaucoup de brouillard pendant la période automnale et hivernale.

En espérant que ma réclamation sera prise en compte.

Cordialement

[REDACTED]

5.1.4 Annexe à la contribution n°90

Le Dauphiné Libéré
Dimanche 5 octobre 2023

Votre région Politique & Territoires | 5

Serpaize

Ils s'opposent à l'installation de panneaux photovoltaïques sur des terres agricoles

Une enquête publique est en cours sur la commune de Serpaize concernant l'installation d'une centrale photovoltaïque de près de 6 hectares. Des riverains s'opposent à ce projet et dénoncent l'artificialisation de terres agricoles.

« C'est incohérent des projets comme ça », tempête un des habitants opposé au projet d'installation d'une centrale photovoltaïque à Serpaize. Portée par l'entreprise TSE, elle devrait voir le jour au lieu-dit Chasson-Est, à quelques centaines de mètres de sa maison.

Avec d'autres riverains, qui souhaitent rester anonymes, il est vent debout contre cette installation. « On n'est pas contre le photovoltaïque, au contraire, mais pas sur des terres agricoles », précise-t-il.

La majorité des contributions de l'enquête publique – une quarantaine – vont dans ce sens. « C'est une vision baroque de l'écologie, explique un autre Serpézien. Il y a d'autres endroits pour les installer, on pourrait commencer par couvrir les toits et les parkings. »

Un autre habitant craint que la valeur foncière de sa maison ne baisse. « Il faut alerter, les gens ne se rendent pas compte », clame-t-il.

« C'est loin du village, peu de gens le verront »

Le conseil municipal s'est prononcé en faveur du projet le 15 septembre 2022. « On est favorable par principe, on est pour les énergies renouvelables », explique Max Kechichian, le maire de Serpaize. Une réserve avait néanmoins été émise afin d'avoir des panneaux surélevés avec de l'herbe dessous permettant de faire de l'agrivoltaïsme. Un souhait pris en compte.

L'emprise du terrain clôturé est de 5,8 hectares dont un peu plus de trois hectares seront recouverts de panneaux solaires. Ils permettront d'atteindre une puissance crête installée de 7,5 MW, soit la consommation électrique de 2300 foyers.

Pour le premier édile, le cadre de vie sera peu impacté. « C'est loin du village, peu de gens le verront. Je préfère que ce soit des panneaux solaires plutôt que des bacs pétroliers. » À la limite du terrain

concerné se trouve le dépôt pétrolier de Villette-de-Vienne avec des cuves de plusieurs mètres de haut.

La zone est classée en UI, c'est-à-dire en zone d'activité économique et pas en zone agricole. « Nous avons à cœur d'aller sur des friches, pas des

terrains agricoles qui ont vocation à produire, explique Julien Mouliniau, responsable des relations territoriales chez TSE. Pour le PLU c'est déjà une zone considérée comme urbanisée. » L'entreprise a proposé, alors qu'elle n'y était pas contrainte, de compenser ces per-

tes en défrichant d'autres terres. « On ne sait pas où elles seront », tempère un opposant. Une haie devrait également être plantée le long de la route de Villette.

Si l'entreprise a choisi ces terrains, c'est pour une question de coût. « Sur les toits et les parkings il y a moins de surface, c'est plus difficile de faire des économies d'échelle. Les technologies et les contraintes sont différentes. Ça fait aussi une énergie plus chère à la fin », explique Julien Mouliniau. La société se veut aussi rassurante quant au bruit des transformateurs. « C'est très local, si on s'éloigne de quelques mètres on n'entend plus rien. »

L'enquête publique se poursuit jusqu'au 15 octobre. « Nous regarderons les contributions, promet Max Kechichian. Mais il y a beaucoup d'avis anonymes, on ne sait même pas s'ils habitent la commune. » La Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) et le Schéma de cohérence territoriale (Scot) ont émis un avis défavorable. Au final, c'est la préfecture de l'Isère qui tranchera.

• Tim Buisson



La centrale photovoltaïque devrait s'étendre sur 5,8 hectares dont un peu plus de trois hectares recouverts de panneaux solaires (11 097 modules). Elle devrait atteindre une puissance crête installée de 7,5 MW, soit la consommation électrique de 2300 foyers. Photo Le DL/Tim Buisson

5.2 Contributions papiers

5.2.1 Contribution 1 du registre papier (feuille 1)

Sujet : [INTERNET] Centrale photovoltaïque serpaize

De : "Jean mi & Steph" [REDACTED]

Date : 01/10/2025 12:48

Pour : pref-enquete-serpaize@isere.gouv.fr

Bonjour, j'habite à serpaize al [REDACTED] et je tenais à vous exprimer mon désaccord concernant la possible installation de 11900 modules photovoltaïques juste sous mes fenêtres. En effet, le site choisi est juste en face de ma terrasse et je pense que les nuisances seraient nombreuses si ce projet voyait le jour:

- nuisances visuelles car juste en face de chez moi: nous avons déjà la vue sur les cuves de stockage et nous n'avons pas besoin d'avoir notre vue polluée une fois de plus par 11900 panneaux photovoltaïques
- nuisances sonores pendant toute la durée des travaux
- augmentation de la circulation, notamment des nombreux engins de chantier et des poids lourds qui vont circuler devant chez moi entraînant un risque pour ma famille car nous empruntons cette route tous les jours à pieds pour nous rendre aux arrêts de bus situés en haut de la route du canal.
- risque de dégradation de la chaussée avec l'augmentation de la circulation des engins et des poids lourds
- dévaluation du prix de ma maison: sûrement plusieurs dizaines de milliers d'euros
- diminution des champs cultivés car il faut rappeler que le terrain retenu accueille de nombreuses cultures chaque année
- les chasseurs font souvent des battues sur ce secteur et permettent de diminuer les animaux nuisibles pour les riverains notamment les sanglier qui peuvent faire des dégâts considérables dans les jardins si leur nombre n'est pas régulé.

Pourquoi ne pas installer ces panneaux sur les nombreuses usines installées à Villette de Vienne, ou sur le centre commercial Intermarché?

Il y a aussi énormément de place dans les parcs qui contiennent les cuves de stockage de Total.

Il y a déjà un gros parc de panneau photovoltaïques sur serpaize, un second serait incompatible avec ma conception de la vie à la campagne.

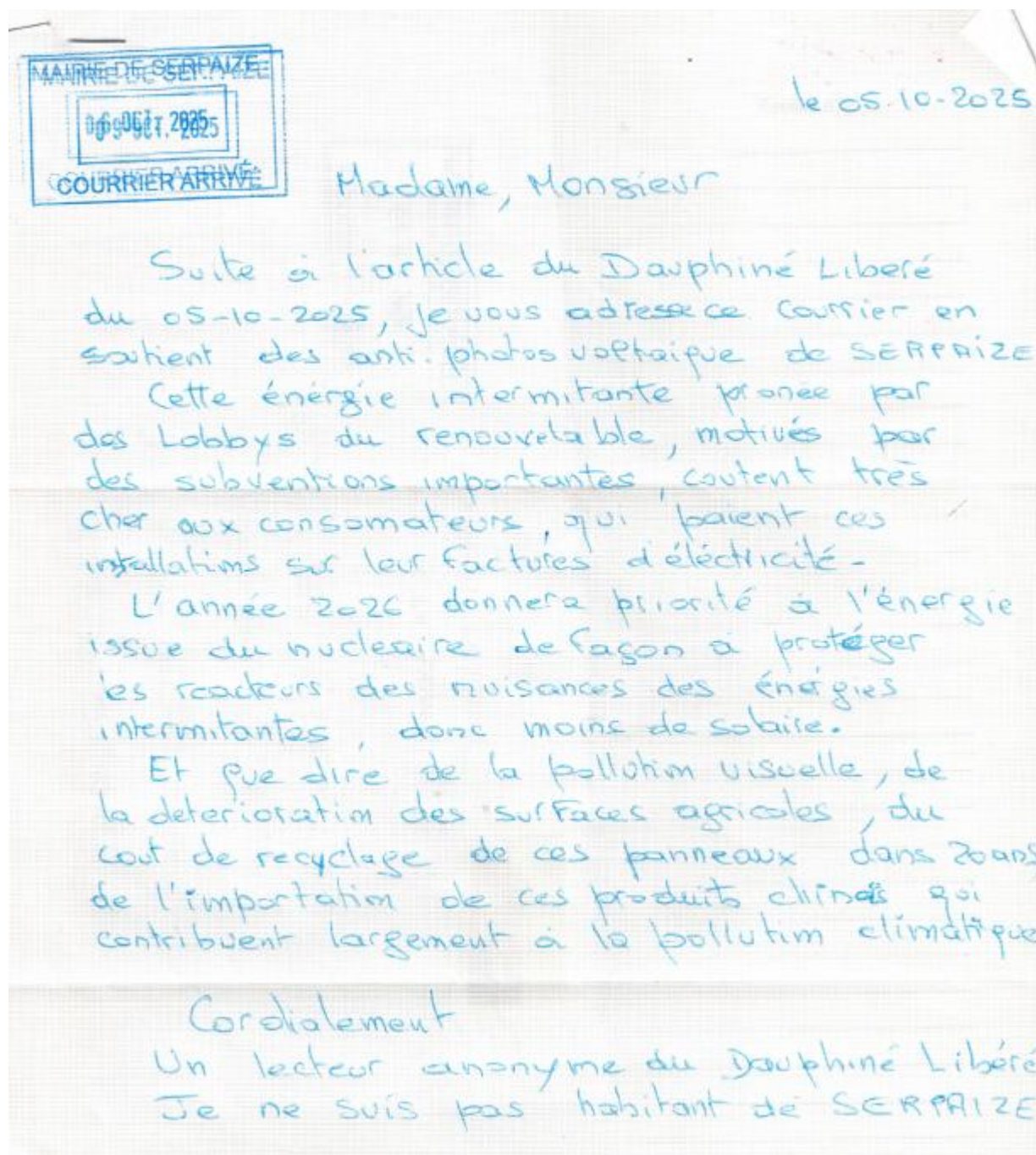
Je ne suis pas contre le progrès ni contre les énergies renouvelables mais nous pouvons partager ces contraintes sur le sol français et ne pas tout mettre au même endroit.

En espérant que vous saurez prendre en compte ma réclamation.

Cordialement.

[REDACTED]

5.2.2 Contribution 2 du registre papier (feuille 2)



5.2.3 Contribution 3 du registre papier (feuillets 3 et 4)

Feuillelet n° 3

le 14/10/2025. ①

Bonjour,

Suite à la Consultation publique Concernant la
Création d'une nouvelle "ferme solaire" je tiens à
affirmer mon soutien à l'installation de panneaux
photovoltaïques sur la Commune mais en AUCUN
cas au détriment des terres agricoles. La
Commune et ses environs regorgent d'entrepôts et
bâtiments dont les toits peuvent accueillir ce genre
de projets. Je ne comprends pas cet abandon de
terres agricoles de très bonnes qualités et à
fort rendement qui seront bétonnées et rendues
infertiles pour des générations à venir au nom
de l'écologie. L'ÉCOLOGIE c'est justement le
respect de la biodiversité des campagnes et
cela est en opposition totale avec des surfaces
de panneaux solaires au sol. Cessons
d'être hypocrites avec l'écologie en réalisant
ce projet d'énergies renouvelables vers des
parcelles déjà bétonnées.

Dans l'espoir que cette consultation aboutisse
à Construire une véritable solution écologique
je reste vigilante à tout projet impliquant le
futur de nos terres agricoles. Il est essentiel
de respecter tout Citoyen qui se montre vigilan
face à des projets pseudo-écologiques et
j'attends de votre part une prise en compte
réelle des besoins futurs de nos enfants
et de notre village.

Je suis d'un âge avancé où le numérique

↗

Feuillet n° 4

m'est impossible à gérer et j'ai vu un
article dans le journal qui a parlé
de cette consultation, heureusement -

Nous avons sur Serpaize, déjà une
"ferme solaire" sur d'excellentes
terres agricoles une deuxième
serait une abhération -

Merci d'entendre ma requête pour
notre avenir à tous.



Mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse des observations



Projet de centrale photovoltaïque au sol sur la commune de Serpaize

Mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse des observations

Date de saisine du Tribunal administratif : 7 juillet 2025

Demande de permis de construire :

Dossier N° 038 484 24 10011

Date du dépôt : 3 mai 2024

Demandeur : SERPAIZE PV

Représentée par Mathieu DEBONNET

SPV SERPAIZE PV

55 Allée Pierre Ziller, Atlantis 2

06560 Valbonne

France

7 novembre 2025

SOMMAIRE

Sommaire.....	2
Observations sur les enjeux agricoles.....	3
Observations sur l’incidence paysagère et visuelle.....	3
Observations sur des solutions alternatives	5
Observations sur la Biodiversité	5
Observations sur la Biodiversité	7
Observations sur l’Artificialisation des sols	7
Observations sur l’Incidence sonore du projet	8
Observations sur la Dévaluation de la valeur foncière des maisons	8
Observations sur le Réchauffement climatique	9
Observations sur le Raccordement du projet aux réseaux.....	9
Observations sur les Phénomènes optiques issus du projet	11
(reflets, éblouissements).....	11
Observations sur les Travaux de construction du projet.....	12
Observations sur la Valeur ajoutée du projet pour les habitants et les acteurs locaux	12
Observations sur le Démantèlement de la centrale photovoltaïque.....	13
Observations sur le Pâturage de brebis sous les panneaux	14
Observations sur le Risque d’incendie	14
Observations sur le Risque sanitaires	15
Observation du commissaire enquêteur sur les mesures de compensation agricole	15
Observation du commissaire enquêteur sur le Raccordement au réseau électrique HTA	17

Dans le cadre du développement du projet de centrale photovoltaïque au sol mené sur la commune de SERPAIZE, la société SERPAIZE PV a déposé une demande de permis de construire (PC 038 484 24 10011) en date du 3 mai 2024.

Dans le cadre de l'enquête publique, le Tribunal administratif a été saisi le 7 juillet 2025. Il a désigné un commissaire enquêteur le 16 juillet 2025. L'enquête publique a débuté le lundi 15 septembre 2025 et a pris fin le mercredi 15 octobre 2025. Des observations ont ainsi été présentées dans ce cadre.

OBSERVATIONS SUR LES ENJEUX AGRICOLES

Réduction des surfaces cultivables et impact sur l'activité agricole locale :

Réponse :

Les parcelles concernées par le projet se situent en zone Ui du PLU de Serpaize, zone qui autorise les constructions liées aux activités pétrolières ainsi qu'aux équipements d'intérêt général. Par conséquent, considérés comme suffisamment équipés et immédiatement constructibles ou aménageables, ces terrains n'ont plus une vocation agricole au sens de la réglementation en urbanisme de la commune. Dans leur usage actuel, les parcelles du projet sont exploitées en grandes cultures par trois exploitants agricoles.

Dans ce contexte, le projet de centrale photovoltaïque n'est réglementairement pas soumis à étude préalable agricole selon les critères cumulatifs.

Néanmoins, TSE a choisi de prendre en compte les potentiels enjeux agricoles dans la conception du projet photovoltaïque et à décider de mener volontairement et à titre non obligatoire une étude préalable agricole. L'objectif de la réalisation de cette étude était d'évaluer les incidences du projet (travaux, ouvrages et aménagements) à la fois sur les exploitations concernées et sur l'économie agricole du territoire dans son ensemble. Cette étude préalable agricole a notamment permis le calcul d'une compensation agricole pour l'activité agricole locale ainsi que versement d'une indemnité d'éviction aux exploitants concernés. La compensation étant au même titre que l'étude préalable agricole, volontaire par le porteur de projet.

Le projet de centrale photovoltaïque prévoit par ailleurs le maintien d'une activité agricole grâce à la mise en place d'un pâturage ovin sur les parcelles du projet. À cet effet, la hauteur des tables photovoltaïques a été adaptée afin de permettre cette coactivité.

Enfin, à l'issue de l'exploitation de la centrale, l'ensemble des installations seront démantelés et le site remis en état conformément à la réglementation en vigueur

OBSERVATIONS SUR L'INCIDENCE PAYSAGÈRE ET VISUELLE

Interrogations sur l'intégration du projet dans le paysage existant :

Réponse :

L'intégration paysagère du projet a fait l'objet d'une attention particulière afin d'en limiter les effets visuels et de préserver la cohérence du paysage local.

Bien que le site soit implanté dans un environnement déjà marqué par la présence du dépôt pétrolier de la Société du Pipeline Méditerranée-Rhône (SPMR) et d'autres activités industrielles, son insertion a été pensée

Mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse des observations

pour s'harmoniser avec les structures existantes tout en préservant les perceptions depuis les axes de circulation et les zones habitées.

Les enjeux paysagers identifiés dans l'étude d'impact demeurent globalement faibles à modérés, notamment vis-à-vis des unités paysagères des collines des Balmes Viennoises et des espaces agricoles voisins. Les sensibilités les plus notables concernent les secteurs urbanisés de Vilette-de-Vienne ainsi que les itinéraires de promenade locaux, pour lesquels une intégration visuelle spécifique a été étudiée.

Ainsi, une haie bocagère diversifiée et stratifiée sera implantée sur toute la longueur ouest du projet, le long de la route de Vilette, afin de filtrer la vue depuis cet axe classé à enjeu "fort". Une seconde haie, positionnée au sud-est du site, viendra renforcer la dissimulation de l'entrée du projet depuis la route du Canal.

Ces aménagements paysagers, composés d'essences locales et variées, permettront à moyen terme d'intégrer la centrale dans le paysage tout en recréant une trame végétale cohérente avec le contexte rural. La topographie favorable du terrain contribue également à atténuer la perception de la centrale.

Ainsi, les effets résiduels sur le paysage apparaissent limités et proportionnés à l'environnement déjà anthropisé du site. L'ensemble de ces dispositions garantit une intégration paysagère sobre, respectueuse et conforme aux sensibilités identifiées dans l'étude environnementale.

Milieu paysager	Unités paysagères	Collines des Balmes Viennoises	Faible à modérée
		Versant Nord des collines des Balmes Viennoises	Faible
		Plateau du Nord-est du Pilat	Nulle
		Collines Viennoises	Nulle
	Agriculture	Parcelles agricoles	Faible
	Boisements	Différentes masses boisées du territoire d'étude	Nulle
	Urbanisation	Serpaize (dont les hameaux)	Modérée
		Chuzelles, Luzinay, Vilette-de-Vienne	Modérée
		Autres villages	Nulle
		Les établissements industriels et d'intérêt collectif	Modérée
	Tourisme	Les villages touristiques	Faible
		Les chemins de Grande Randonnée et la piste cyclable de la ViaRhôna	Nulle
		Les Itinéraires de Promenades et de Randonnées	Modérée
		Les autres éléments	Nulle
	Axes de découverte	N7	Faible
		D36 et D123	Nulle à faible
		Routes locales	Fort
		Autres routes	Nulle
	Patrimoine	Monuments historiques du territoire d'étude	Nulle à faible
		Site inscrit, SPR et petit patrimoine local (PLU)	Nulle

Tableau 50 : Synthèse des enjeux et sensibilités de l'environnement initial (Source : BE Jacquel et Châtillon)

OBSERVATIONS SUR DES SOLUTIONS ALTERNATIVES**Privilégier les toitures solaires, les ombrières de parking, etc :****Réponse :**

À la mi-2025, la France dispose d'environ 27 GW de capacités installées de production d'énergie solaire. Pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles importées, il est indispensable d'accroître la production d'électricité décarbonée et compétitive. Le développement de l'énergie solaire constitue l'un des leviers les plus efficaces pour atteindre cet objectif.

La couverture des parkings et des toitures contribue à cet effort, mais elle ne suffira pas à répondre à la croissance des besoins énergétiques, tout en maintenant un coût maîtrisé pour les consommateurs. Une stratégie de déploiement efficace du photovoltaïque doit reposer à la fois sur la solarisation du bâti et sur le développement de projets au sol dans les zones délaissées. Cependant, elle ne peut se limiter à ces seules approches.

En effet, les sites favorables à l'implantation de centrales photovoltaïques au sol tels que les friches industrielles deviennent de plus en plus rares. Cette raréfaction entraîne une hausse des prix du foncier et pousse les porteurs de projets vers des terrains plus complexes, souvent éloignés des points de raccordement, ce qui augmente les coûts globaux de production d'électricité pour les consommateurs.

Parallèlement, la solarisation des bâtiments et des parkings représente un potentiel complémentaire important, mais elle se heurte à de multiples contraintes techniques, économiques et réglementaires, renchérissant leur coût et rendant peu compétitif le prix de revente de l'électricité. Au premier semestre 2025, l'État a d'ailleurs révisé à la baisse les conditions de rémunération des installations.

OBSERVATIONS SUR LA BIODIVERSITE**Impacts sur la biodiversité à proximité du projet :**

Réponse : Le tableau 35 du Volet Naturel de l'Etude d'Impact (VNEI) présente, pour l'ensemble des groupes considérés (faune, flore), le bilan des enjeux identifiés sur le site du projet, les mesures d'atténuation envisagées, et les impacts résiduels qui en résultent.

La zone d'étude ne présente par défaut que très peu d'enjeux écologiques. La majorité d'entre eux concernent l'avifaune et en moindre mesure les chiroptères. Les impacts bruts du projet sur la biodiversité sont donc modérés à faible sur l'avifaune et les chiroptères, et très faibles à nul sur les autres groupes.

La mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées dans l'étude écologique permet de diminuer encore l'impact du projet sur l'avifaune et les chiroptères, aboutissant ainsi à un impact résiduel très faible du projet.

Mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse des observations

Tableau 35. Évaluation des impacts résiduels sur la faune et la flore

Groupe considéré	Espèce	Interactions habitats/espèces	Présence		Statuts de protection	Liste rouge France	Liste rouge Rhône-Alpes	Enjeu zone d'étude	Impacts bruts	Mesures d'atténuation	Impacts résiduels	Surface résiduelle et nombre d'individus impactés
			Zone d'étude	Zone d'emprise								
Flore	Aucune espèce à enjeu et de surcroît protégée n'est avérée ou considérée comme potentielle au sein de la zone d'étude.											
Invertébrés	Aucune espèce à enjeu et de surcroît protégée n'est avérée ou considérée comme potentielle au sein de la zone d'étude.											
Reptiles	Lézard des murailles* (Podarcis muralis)	Zone de dispersion	Avérée	Potentielle	CDH4 IBE2 FRAR2	LC	LC	Très faibles	Très faibles	R1, R2, R3	Négligeables	0-3 individus
Oiseaux	Bruant des roseaux* (Emberiza schoeniclus)	Milieux agricoles : alimentation	Avérée	Potentielle	IBE2 NO3	EN	VU	Modéré	Faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitats d'alimentation et de transit Pas d'individus
	Busard Saint-Martin* (Circus cyaneus)	Milieux agricoles : alimentation	Potentielle	Potentielle	CDO1 IBE3 IBO2 NO3	LC	VU	Faible	Faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitats d'alimentation et de transit Individus locaux
	Alouette des champs (Alauda arvensis)	Milieux agricoles : nidification et alimentation	Avérée	Avérée	CDO22 IBE3 Ngib_ch_1 OC3	NT	VU	Faible	Modérés	R1, R2, R3	Faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitats de nidification, d'alimentation et de transit Aucun individu
	Bruant proyer* (Emberiza calandra)	Milieux agricoles : nidification et alimentation	Potentielle	Potentielle	IBE3 NO3	LC	EN	Faible	Faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitats d'alimentation et de transit Aucun individu
	Buse variable* (Buteo buteo)	Milieux boisés : nidification	Avérée	Avérée	IBE3 IBO2 NO3	LC	NT	Faible	Faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitats

Groupe considéré	Espèce	Interactions habitats/espèces	Présence		Statuts de protection	Liste rouge France	Liste rouge Rhône-Alpes	Enjeu zone d'étude	Impacts bruts	Mesures d'atténuation	Impacts résiduels	Surface résiduelle et nombre d'individus impactés
			Zone d'étude	Zone d'emprise								
		Milieux ouverts : alimentation										d'alimentation et de transit Individus locaux
	Chouette hulotte* (Strix aluco)	Milieux boisés : nidification Milieux ouverts : alimentation	Potentielle	Potentielle	IBE2 NO3	LC	LC	Faible	Faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitats d'alimentation et de transit Individus locaux
	Hibou moyen-duc* (Asio otus)	Milieux boisés : nidification Milieux ouverts : alimentation	Potentielle	Potentielle	IBE2 NO3	LC	LC	Faible	Faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitats d'alimentation et de transit Individus locaux
	Milan noir* (Milvus migrans)	Milieux boisés : nidification Milieux ouverts : alimentation	Avérée	Avérée	CDO1 IBE3 IBO2 NO3	LC	LC	Faible	Faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitats d'alimentation et de transit Aucun individu
	Cortège des espèces communes et/ou protégées*	Tous types de milieux	Avérées	Avérées	-	-	-	Très faibles	Très faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Dérangement de quelques individus locaux
Chiroptères	Noctule de Leisler* (Nyctalus leisleri)	Milieux ouverts - Chasse et transit Gîte présent à proximité de la zone d'étude	Avérée	Avérée	NM2, CDH4, IBE2, IBO2	NT	-	Faible	Faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitat d'alimentation et de transit
	Pipistrelle commune* (Pipistrellus pipistrellus)	Milieux ouverts - Chasse et transit	Avérée	Avérée	NM2, CDH4, IBE2, IBO2	NT	-	Faible	Faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitat d'alimentation et de transit

Mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse des observations

Groupe considéré	Espèce	Interactions habitats/espèces	Présence		Statuts de protection	Liste rouge France	Liste rouge Rhône-Alpes	Enjeu zone d'étude	Impacts bruts	Mesures d'atténuation	Impacts résiduels	Surface résiduelle et nombre d'individus impactés
			Zone d'étude	Zone d'emprise								
	Pipistrelle de Kuhl* (<i>Pipistrellus kuhlii</i>)	Milieux ouverts - Chasse et transit	Avérée	Avérée	NM2, CDH4, IBE2, IBO2	LC	-	Faible	Faibles	R1, R2, R3	Très faibles	Destruction de 5,9 ha d'habitat d'alimentation et de transit
	Oreillard gris* (<i>Plecotus austriacus</i>)	Milieux ouverts - Transit	Avérée	Avérée	NM2, CDH4, IBE2, IBO2	LC	-	Très faible	Très faibles	R1, R2, R3	Négligeables	Destruction de 5,9 ha d'habitat de transit
	Pipistrelle pygmée* (<i>Pipistrellus pygmaeus</i>)	Milieux ouverts - Transit	Avérée	Avérée	NM2, CDH4, IBE2, IBO2	LC	-	Très faible	Très faibles	R1, R2, R3	Négligeables	Destruction de 5,9 ha d'habitat de transit
	Sérotine commune* (<i>Eptesicus serotinus</i>)	Milieux ouverts - Transit	Avérée	Avérée	NM2, CDH4, IBE2, IBO2	NT	-	Très faible	Très faibles	R1, R2, R3	Négligeables	Destruction de 5,9 ha d'habitat de transit
	Vespère de Savi* (<i>Hypsugo savii</i>)	Milieux ouverts - Transit	Avérée	Avérée	NM2, CDH4, IBE2, IBO2	LC	-	Très faible	Très faibles	R1, R2, R3	Négligeables	Destruction de 5,9 ha d'habitat de transit

*Espèce protégée

Légende des abréviations : cf. **Annexe 1** Critères d'évaluation

Esèce avérée	Esèce fortement potentielle
--------------	-----------------------------

OBSERVATION SUR DU DEFRICHEMENT LE DEFRICHEMENT

Défrichement de terrain en compensation :

Réponse :

Aucun défrichement n'est prévu dans le cadre du projet de Serpaize.

OBSERVATIONS SUR L'ARTIFICIALISATION DES SOLS

Risque d'altération des sols, coulées de boue...

Réponse :

Le projet de centrale photovoltaïque présenté se caractérise par une volonté claire de limiter l'artificialisation et la dégradation des sols agricoles. Les aménagements nécessaires, tels que les pistes d'accès et les plateformes techniques, représentent une surface restreinte et sont recouverts de grave concassée perméable, permettant l'infiltration de l'eau et évitant une imperméabilisation durable. Le site retenu pour accueillir la centrale photovoltaïque se caractérise par une topographie en pente mais aucun terrassement n'est à prévoir. **L'incidence du projet sur la topographie est donc jugée faible.** L'absence de terrassement et le choix de fondations légères par pieux battus préservent la topographie naturelle et limitent la perturbation des horizons du sol.

De plus, la circulation d'engins lourds restera limitée aux chemins aménagés, réduisant ainsi le compactage du sol. Les espaces entre les modules et entre les rangées de panneaux assurent une bonne perméabilité et préviennent les phénomènes d'érosion. Si l'on peut considérer qu'il existe une perte temporaire de la vocation agricole du terrain, l'impact demeure modéré et réversible à la fin de l'exploitation. Dans l'ensemble, le projet illustre une démarche de transition énergétique soucieuse de la préservation des sols, conciliant production d'énergie renouvelable et respect du milieu agricole.

Concernant l'inquiétude liée aux coulées de boues, il convient de noter que la commune d'implantation potentielle n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques liés aux mouvements de terrain ou aux

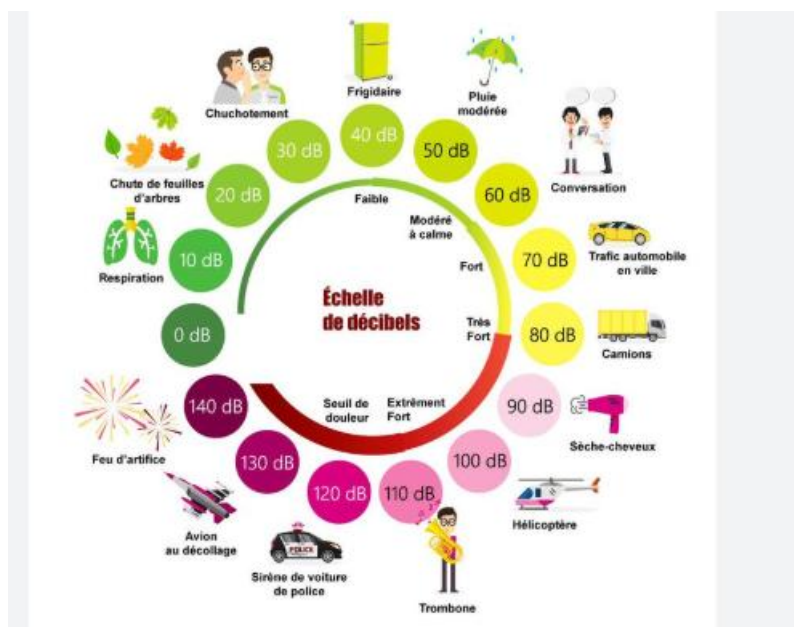
cavités souterraines. Aucun mouvement de terrain n'est recensé à proximité immédiate de la zone d'implantation, le plus proche étant situé à plus de 1,3 km à l'Est de la commune de Serpaize, au niveau du lieu-dit La Balme. Il s'agirait d'une coulée de boue. De même, aucune cavité n'est présente au sein de la zone d'implantation potentielle. Les plus proches étant des carrières situées à 3,5 km au Sud de la zone d'étude. Par conséquent, l'enjeu sur la zone est jugé faible **en termes de risque lié aux mouvements de terrain et cavités.** (Voir page 13 du Résumé non technique de l'étude d'impact)

OBSERVATIONS SUR L'INCIDENCE SONORE DU PROJET

Interrogations sur les nuisances sonores :

Réponse :

Les centrales solaires en fonctionnement sont silencieuses, avec le bruit provenant essentiellement des onduleurs et transformateurs situés dans des bâtiments en béton, ce qui atténue considérablement le son. À la source, ces équipements émettent un bruit de 60 dB(A), mais à une distance de 240 mètres, ce niveau sonore devient imperceptible pour les résidents voisins.



OBSERVATIONS SUR LA DEVALUATION DE LA VALEUR FONCIERE DES MAISONS

Dévaluation de la valeur foncière des maisons situées à proximité du projet :

Réponse :

La valeur d'un bien immobilier dépend de nombreux critères, à la fois objectifs (localisation, surface habitable, nombre de chambres, isolation, type de chauffage...) et subjectifs (environnement, impression personnelle, coup de cœur...). Elle ne peut donc pas être imputée à la seule présence de panneaux photovoltaïques à proximité. Les différentes études immobilières menées ces dernières années montrent que les variations des prix de l'immobilier à l'échelle locale sont avant tout influencées par les tendances nationales ainsi que par l'attractivité de la commune (présence de services, terrains attractifs...), bien plus que par la présence d'un parc

photovoltaïque.

De plus, un projet photovoltaïque tel que le nôtre génère des retombées économiques locales grâce au versement de taxes. Une commune accueillant un tel projet peut ainsi développer ses infrastructures (écoles, crèches, équipements sportifs, salles polyvalentes...) ou réduire les impôts locaux, renforçant ainsi son attractivité. Cette attractivité accrue peut, à terme, contribuer à la valorisation du patrimoine immobilier environnant.

En somme, la proximité d'une centrale photovoltaïque ne constitue pas un facteur déterminant de dévaluation foncière et peut même indirectement participer à une dynamique positive pour la valeur des biens situés à proximité.

OBSERVATIONS SUR LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Interrogations liées à l'impact du projet sur l'amplification du changement climatique:

Réponse :

Les incidences du projet sur le changement climatique, et notamment les émissions de gaz à effet de serre sont détaillées en pages 176 de l'étude d'impact environnementale.

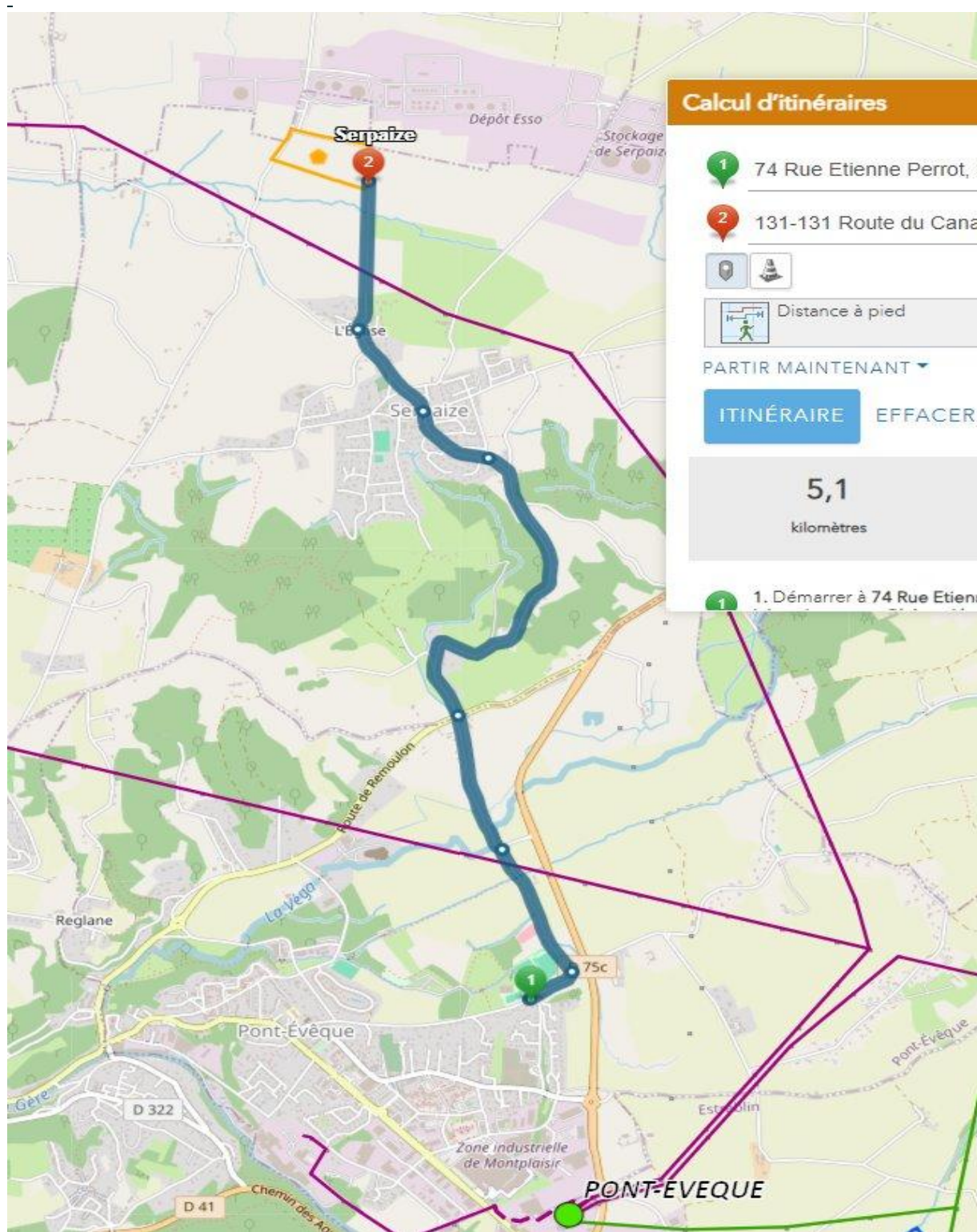
Le projet photovoltaïque sur la commune de Serpaize, avec une capacité de 8,1 MWc, contribuera à la production d'environ 250 GWh d'énergie verte sur une période de 25 ans. Il se caractérisera par une émission totale de seulement 9 000 t éq CO₂, représentant une économie significative de près de 5 000 t éq CO₂ par rapport à l'électricité générée par le mix énergétique français (prédominance nucléaire). En comparaison avec l'électricité issue du mix énergétique européen, le projet générera une économie remarquable de près de 95 000 t éq CO₂ (prédominance gaz et charbon).

OBSERVATIONS SUR LE RACCORDEMENT DU PROJET AUX RESEAUX

Interrogations concernant le raccordement, liées à l'absence d'informations :

Réponse :

Le projet de Serpaize sera raccordé au réseau public de distribution via un poste de livraison (PDL) qui sera implanté en bordure du projet, accessible depuis la voie publique. Le raccordement pourrait être réalisé au poste source de Pont-Evêque pour une distance de 7 km au sud-est. Il convient de noter que le raccordement de projet tel que celui de Serpaize est présenté de façon hypothétique dans le dossier de permis de construire. Les informations relatives à cet aspect ne peuvent être détaillées davantage en raison des procédures administratives encadrant un raccordement : en effet, la demande définitive auprès d'ENEDIS ne peut être déposée qu'après l'obtention du permis de construire, condition nécessaire pour valider et réserver les mégawatts auprès du gestionnaire du réseau de distribution (GRD). Le tracé de raccordement sera définitif une fois la Proposition Technique et Financière (PTF) réalisée par Enedis. Elle définira de manière précise la solution et les modalités de raccordement (poste source, distance de raccordement) de la centrale photovoltaïque.



**OBSERVATIONS SUR LES PHENOMENES OPTIQUES ISSUS DU PROJET
(REFLETS EBLOUISSEMENTS)****Interrogations sur les phénomènes optiques :****Réponse :**

L'analyse du contexte routier montre une densité modérée du réseau autour du site d'implantation du projet. Comme l'indique la Carte 16, ci-dessous (page 31 du Résumé Non Technique de l'Etude d'impact), les voies de circulation les plus proches se situent à distance raisonnable des panneaux solaires, limitant ainsi toute interaction directe avec les flux de circulation.

Les modules photovoltaïques, orientés plein sud et inclinés à 25°, suivent la trajectoire du soleil pour optimiser la production d'énergie. Cette configuration présente l'avantage de réduire significativement les risques d'éblouissement : la réflexion des rayons lumineux se dirige principalement vers le ciel et non vers les zones environnantes.

Les éventuels reflets, perceptibles lorsque le soleil est bas sur l'horizon (le matin ou en fin de journée), pourraient ponctuellement concerner des zones situées à l'est ou à l'ouest de l'installation, notamment depuis la Route de Villette. Cependant, la faible fréquentation de cet axe (moins de 2 000 véhicules par jour) et la vitesse modérée du trafic limitent fortement la probabilité d'un éblouissement gênant pour les conducteurs.

De plus, la mise en place d'une haie paysagère le long de cette route, convenue avec la mairie, permettra de supprimer tout effet visuel résiduel.

Concernant le trafic aérien, l'aérodrome de Lyon-Corbas, le plus proche du site, se situe à plus de 8,5 km. La Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), consultée en juillet 2023, a émis un avis favorable au projet.

Conformément à la note d'information technique de la DGAC (2011), tout projet implanté à plus de 3 km d'un aérodrome ou d'une tour de contrôle est réputé compatible et sans risque d'éblouissement pour les pilotes. Le projet de Serpaize se situe donc largement au-delà de cette distance réglementaire.

Enfin, la faible hauteur des structures ne présente aucun obstacle pour la navigation aérienne.



OBSERVATIONS SUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU PROJET**Interrogations concernant l'augmentation du trafic routier et les nuisances sonores pendant les travaux :****Réponse :**

Concernant les nuisances sonores : En phase de travaux, c'est l'activité des engins qui sera cause de nuisances sonores. Le personnel intervenant bénéficiera des équipements de protection individuelle adéquats (casques anti-bruit...).

De plus, les engins de chantier devront respecter les normes antibruit en vigueur afin de limiter les nuisances. Les travaux se dérouleront en période diurne et durant les jours ouvrés uniquement.

Enfin, nous pouvons ajouter que les premières habitations situées dans ce secteur rural déjà emprunt aux activités agricoles (passage de moissonneuses, etc.) et assez éloignées du site d'implantation (plus de 330 m pour les hameaux et 650 m pour le bourg le plus proche) ne seront que peu gênées par le bruit occasionné par le chantier.

Pour ce qui est du trafic routier : En phase chantier, la réalisation des travaux du parc photovoltaïque générera une augmentation temporaire du trafic au niveau de la zone. Cette augmentation sera liée essentiellement à la rotation des engins de chantier (engins de terrassement, remorques de transport des éléments du parc, véhicules de chantier...).

Néanmoins, le surcroît de circulation engendré par l'acheminement des éléments du parc et des engins nécessaires à la construction de celui-ci sera limité dans le temps. De plus, les voies sur le site étant particulièrement larges, la circulation de plusieurs engins sur celles-ci ne devrait poser que très peu de gêne, la plupart des véhicules pouvant se croiser de front. Aucune modification des axes existants ne sera nécessaire.

OBSERVATIONS SUR LA VALEUR AJOUTEE DU PROJET POUR LES HABITANTS ET LES ACTEURS LOCAUX**Quel est l'intérêt du projet pour les habitants et les acteurs locaux ?****Réponse :**

À l'échelle locale, le projet générera des retombées économiques positives en apportant de nouvelles ressources fiscales aux collectivités concernées, notamment à travers la Contribution Économique Territoriale (CET) et l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) liées à l'implantation du parc photovoltaïque.

Le tableau ci-dessous présente la répartition indicative des différentes taxes entre le Département, la Communauté de communes et la commune d'implantation.

Les montants indiqués sont des estimations établies à partir des taux d'imposition actuellement en vigueur et de l'expérience acquise sur des projets similaires. Ils sont fournis à titre indicatif et ne sauraient se substituer à l'interprétation officielle des textes fiscaux par l'administration compétente.

Mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse des observations

Taxe (€)	Taxe d'aménagement	IFER*	Taxe foncière	Cotisation Foncière des entreprises (CFE)	Total / an Phase exploitation
Païement	Phase de construction	Chaque année pendant la phase d'exploitation			
Montant	14 362	21 394	9 573	5 776	36 743
Commune	4 103	4 279	6 978	-	11 256
EPCI	-	10 697	-	5 776	16 473
Département	10 258	6 418	2 596	-	9 014

La construction, l'entretien et l'exploitation du parc engendreront le maintien ou la création d'emplois directs et indirects. Ainsi en phase chantier, TSE portera à connaissance du tissu local des PME, les différents marchés qui seront lancés en précisant les exigences, normes et niveau de qualité attendus le plus tôt possible pour que les entreprises puissent se préparer, s'associer et se positionner dans les meilleures conditions. TSE organisera des rencontres locales pour présenter ces marchés en se rapprochant des filières et structures économiques locales.

TSE pourra faire appel à des entreprises locales pour la réalisation de divers travaux tels que :

- Terrassement et création de pistes
- Travaux de clôture et portails
- Plantations et aménagements écologiques
- Géomètre
- Huissier
- Bureau de contrôle
- Coordination SPS,
- Gardiennage du site,
- Vidéosurveillance.

OBSERVATIONS SUR LE DEMANTELEMENT DE LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE

Interrogations sur la gestion et les risques liés au démantèlement de la centrale en fin de vie :

Réponse :

Le démantèlement d'un parc photovoltaïque, de par les matériaux qui le constituent et sa configuration, ne représente pas une opération complexe. La remise en état du site, d'une durée de 3 à 4 mois, comprendra notamment :

- Le démantèlement des panneaux avec reprise par le fournisseur ou l'association de fournisseurs compétente et leur recyclage (les constructeurs de panneaux sont groupés au sein de l'association SOREN qui collecte les panneaux en fin de vie puis traite leurs composants pour la production de nouveaux panneaux) ;
- Le démantèlement des structures support entièrement réversibles et recyclables ;
- Le désenfouissement des câbles et gaines électriques ;
- Le démantèlement des structures annexes (grillages, onduleurs, etc.).

OBSERVATIONS SUR LE PATURAGE DE BREBIS SOUS LES PANNEAUX**Interrogations sur la faisabilité du projet (qualité de l'herbe, impact des champs électromagnétiques sur les brebis) :****Réponse :**

Les études réalisées démontrent que l'installation d'infrastructures agrivoltaïques en élevage n'a pas d'effet significatif sur la santé ni sur la production des animaux.

Les équipements conçus par TSE respectent rigoureusement les normes européennes les plus exigeantes, notamment la norme EN 50160 relative à la compatibilité électromagnétique. Les champs électromagnétiques (CEM) émis par les panneaux solaires et les onduleurs sont de très basse fréquence (environ 50 Hz) et demeurent négligeables comparés à ceux générés par des appareils domestiques ou informatiques courants.

Chez TSE, chaque installation est pensée en cohérence avec les caractéristiques du terrain et les pratiques agricoles de l'éleveur. Une démarche méthodique est appliquée sur les projets afin d'éviter toute perturbation liée aux ondes :

- Cartographie préalable de la conductivité et de la géobiologie du sol avant installation ;
- Mesure des champs électromagnétiques sur site, en partenariat avec **MANTENNA EXPERTISE (bureau d'étude électromagnétique)**, conformément aux normes applicables à l'homme ;
- Évaluation des effets sur les animaux, à travers l'analyse de leur comportement et des tests zootechniques et sanitaires.

Les résultats d'études menées en 2023 par TSE confirment que la quasi-totalité des indicateurs restent très largement en dessous des seuils réglementaires et des recommandations en vigueur.

Ainsi, les animaux ne subissent aucun impact lié aux ondes et s'adaptent aisément à ces environnements modernes, à l'image des bovins évoluant déjà dans des bâtiments équipés de nourrisseurs automatiques, de robots de traite ou encore de podomètres connectés.

OBSERVATIONS SUR LE RISQUE D'INCENDIE**Le risque incendie****Réponse :**

Le risque d'incendie lié à la centrale photovoltaïque, que ce soit pendant les travaux ou en phase d'exploitation, apparaît très faible. Le pétitionnaire prévoit l'installation d'une citerne souple de 120 m³ disposée à l'entrée du site pour assurer la défense extérieure contre l'incendie. De plus, une bande légale de débroussaillage de 10 mètres autour du site sera entretenue de façon à limiter la propagation éventuelle d'incendie et à contrario, de protéger la centrale des incendies provenant de l'environnement proche.

À noter que la commune de Serpaize n'est concernée par aucun zonage réglementaire relatif aux OLD (Obligation Légales de Débroussaillage).

Par ailleurs, le projet est bâti sur les obligations réglementaires et les recommandations du SDIS, lequel a été consulté dans le cadre de l'instruction du permis de construire. Les panneaux solaires installés répondent à des

normes strictes de sécurité (par exemple, la norme européenne EN IEC 61730, garantissant la résistance au feu). Un plan de prévention des incendies est systématiquement intégré au projet, incluant des zones pare-feu et des accès pour les pompiers. Une assurance responsabilité civile propre au projet couvre les dommages aux biens et aux personnes, conformément aux réglementations en vigueur.

Dans ce contexte, les modules utilisés sont constitués exclusivement de silicium monocristallin, un matériau stable, inerte et non toxique. Ils ne contiennent aucun métal lourd ni terre rare et sont composés essentiellement de silicium, d'aluminium, de verre et d'une très faible quantité d'argent pour la connectique. Le silicium étant un matériau solide, il ne présente aucun risque de dispersion ou de pollution du sol. Ces modules sont également hautement résistants au feu, leur composition conférant même un effet retardateur de flamme, garantissant ainsi la fiabilité et la sécurité environnementale de la centrale photovoltaïque.

OBSERVATIONS SUR LE RISQUE SANITAIRES

Interrogations concernant les risques sanitaires liés aux champs électromagnétiques :

Réponse : Les niveaux de tension générés par le système photovoltaïque sont du niveau **basse tension** (courant faible) sur la majorité d'une centrale. Les champs électromagnétiques se forment au niveau des équipements électriques, à savoir principalement les câbles, les onduleurs et les transformateurs.

Nos constructions respectent les bonnes pratiques et normes en vigueur, notamment au sujet de la pose et du choix des câbles. Les câbles sont enterrés et respectent un espacement minimum pour éviter toute problématique.

Les onduleurs, quant à eux, sont protégés par un coffret métallique qui bloque le rayonnement ; ce boîtier fait office de **cage de Faraday (un dispositif qui bloque les champs électriques)**

Les transformateurs présents dans les postes de transformation, auxquels sont reliés les onduleurs, permettent la conversion du courant basse tension en haute tension avant la réinjection sur le réseau de distribution. Ces transformateurs sont confinés au sein d'une première enveloppe métallique et d'une seconde en béton, ce qui permet de fait de protéger tout usager des émissions. Ainsi, les champs électromagnétiques au sein du parc sont très localisés et de faible intensité. Des mesures de protection normalisées permettent de réduire le risque auprès des travailleurs intervenant sur la centrale. La distance entre la source d'émission et les habitants permet de rendre le risque d'exposition à ces ondes insignifiant.

OBSERVATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LES MESURES DE COMPENSATION AGRICOLE

Dans votre mémoire en réponse à l'avis de la MRAE du 28 novembre 2024, vous mentionnez :

- La mise en œuvre d'actions visant à identifier et mobiliser des terrains en friche à l'échelle de Serpaize et de la communauté d'agglomération ;
- L'identification et la proposition de 3,5 hectares aux exploitants.

Pourriez-vous préciser les éléments suivants :

- Localisation et acceptation : Où se situent les 3,5 hectares déjà identifiés, et quel a été l'accueil des exploitants concernant ces parcelles ?

- Critères de sélection : L'évaluation de la biodiversité et de la qualité agronomique des sols de ces friches est-elle intégrée dans le processus de compensation ?
- Avancement des 2,5 hectares restants : Quel est l'état des négociations ou des démarches pour les 2,5 hectares manquants ?

Réponse :

Consciente de l'usage agricole des parcelles concernées par le projet, la société TSE a souhaité anticiper et accompagner au mieux les exploitants concernés. À ce titre, elle a mandaté la Chambre d'agriculture de l'Isère pour la réalisation d'une étude d'impact agricole, conduite en 2023, auprès des trois exploitations agricoles utilisatrices de la zone d'implantation.

Parallèlement à cette mission, la Chambre d'agriculture menait un travail d'identification des friches agricoles dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi. Consciente de cette dynamique territoriale et soucieuse de contribuer concrètement à la recherche de solutions adaptées,

TSE s'est saisie de cette opportunité pour aller au-delà des compensations financières classiques, en cherchant à favoriser une compensation foncière au bénéfice des exploitants.

Dans cette optique, TSE a mené une première phase de repérage des terrains potentiellement mobilisables sur la commune de Serpaize, en croisant différents critères : topographie, proximité des espaces urbanisés, cartographie des risques et enjeux environnementaux. Ce travail, a ensuite, été transmis à la chambre d'agriculture.

Toutefois, TSE n'ayant pas vocation à acquérir ni à rétrocéder des terrains agricoles, la société s'est rapprochée de la SAFER afin d'envisager un partenariat en ce sens. Ce partenariat n'a toutefois pas pu aboutir car la SAFER ne s'était pas encore positionnée à cette période sur les projets liés aux centrales solaires ou à l'agrivoltaïsme.

La Chambre d'agriculture a donc poursuivi le travail d'identification à l'échelle de la communauté de communes et a pu proposer environ 3,5 hectares de foncier susceptibles d'être mobilisés pour d'éventuelles compensations. Ces terrains sont restés sous leur gestion et leur pilotage.

Les résultats de l'étude d'impact agricole ont ensuite permis de préciser les besoins réels des exploitants concernés. Il en ressort que seul un exploitant sur les trois s'est déclaré intéressé par une compensation foncière (cf. page 20 de l'EPA). Pour les deux autres, la perte des ilots concernés ne remet pas en cause la viabilité de leur activité ; l'un d'entre eux envisage d'ailleurs une cessation d'activité à moyen terme, liée à un départ à la retraite (cf. page 19 de l'EPA).

Le PLUi étant toujours en cours d'élaboration, la recherche foncière menée par la Chambre d'agriculture reste d'actualité. TSE n'ayant pas la main sur cette recherche, il est difficile de communiquer l'emplacement précis des terrains identifiés. De plus, dans le cadre de l'élaboration du futur PLUi, certaines données, notamment celles relatives aux parcelles ciblées, peuvent constituer des informations sensibles à transmettre à ce stade.

OBSERVATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR SUR LE RACCORDEMENT AU RESEAU ELECTRIQUE HTA

Pourriez-vous préciser :

- L'état d'avancement du raccordement ;
- Le descriptif technique du projet de raccordement ;

Réponse :**Etat d'avancement du raccordement :**

Une demande de raccordement auprès d'ENEDIS ne pourra être faite, au travers d'une demande de Proposition Technique et Financière (PTF), qu'après obtention du Permis de Construire (pièce obligatoire à la demande de PTF). Le raccordement sera ensuite effectué via une convention de raccordement, qui sera elle-même établie avec le gestionnaire de réseau public. Les travaux de raccordement seront ensuite réalisés par et sous la responsabilité d'ENEDIS, gestionnaire du Réseau Public de Distribution. TSE en supporte la charge financière.

Descriptif technique du raccordement :

Généralement, les opérations de réalisation de la tranchée, de pose du câble et de remblaiement se dérouleront de façon simultanée : les trancheuses utilisées permettent de creuser et de déposer le câble en fond de tranchée de façon continue et très rapide. Le remblaiement est effectué manuellement et immédiatement après le passage de la machine.

Le raccordement pour ce type de projet suit les axes routiers et les chemins existants et occupe leurs bas-côtés. Les travaux de raccordement sont en principe de courte durée (en moyenne 500 m par jour) et ne nécessiteront que de très faibles mouvements de terres (tranchée d'environ 0,5 m sur 80 cm au maximum de profondeur).

Rapport rédigé et finalisé le 21 novembre 2025 par le commissaire enquêteur.

Gilles CECILLON

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'G' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.